

SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 30 JANVIER 2012 A 18H00

Compte Rendu

L'an deux mille douze et le trente janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

MM B. ABOU, J.-M. ALAUZET, H. ALLOUCHE, F. ANDREU, F. ARAGON, M. ASLANIAN, J.F. AUDRIN, A. BARRANDON, Mmes E. BECCARIA, A. BEN OUARGHA JAFFIOL, A. BENEZECH, N. BIGAS, S. BLANPIED, S. BONIFACE-PASCAL, MM P. BONNAL, C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mmes T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. CASSAR, M. J.-M. CASTET, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mmes M. COUVERT, P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme F. DOMBRE-COSTE, MM P. DUDIEUZERE, M. DUFOUR, S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, MM J.-L. GELY, M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, MM L. JAOL, B. JEAN, R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, MM M. LANDIER, J.-M. LEGOUGE, M. LEVITA, L. LOPEZ, J.-M. LUSSERT, Mme H. MANDROUX, MM H. MARTIN, J. MARTIN, J. MARTINIER, P. MAUREL, J.L. MEISSONNIER, C. MEUNIER, Mmes P. MIENVILLE, N. MIRAOU, MM C. MORALES, J.P. MOURE, A. MOYNIER, M. PASSET, G. PASTOR, Y. PELLET, Y. PINASSEAU, L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, MM R. REVOL, P. SAUREL, A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, MM R. SUBRA, C. SUDRES, P. THINES, J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, MM F. TSITSONIS, C. VALETTE, A. ZYLBERMAN, Mme S. DELAUNAY suppléante de M. T. DEWINTRE, M. M. CAPRON suppléant de Mme D. SANTONJA, M. P. POITEVIN suppléant de M. N. SEGURA.

Pouvoirs :

Mme G. DELONCLE à M. A. ZYLBERMAN, M. J.-P. GRAND à Mme P. MIENVILLE, M. R. MAILHE à Mme A. BENEZECH, M. P. VIGNAL à Mme M. CASTRE.

Excusés :

Mme F. BERGER, M. J.-P. COULET

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 51 affaires. Une affaire n°3 bis est ajoutée : HORS COMMISSION – VŒU RELATIF AU RETRAIT DE LA CIRCULAIRE GUEANT-BERTRAND DU 31 MAI 2011.

L'ordre du jour modifié est adopté à la majorité des voix exprimées (1 contre, 5 abstentions).

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU MARDI 20 DECEMBRE 2011 A 18H00

Monsieur le Président soumet à l'approbation des Elus le projet de procès verbal du 20 décembre 2011.

Le procès verbal de la séance du 20 décembre 2011 est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N° 2011-278 – 07/07/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat d'occupation de locaux par la société SYSTEL CONTROLS FRANCE au sein du bâtiment MIBI

Un bail est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société SYSTEL CONTROLS FRANCE pour le bureau répertorié B1.2 situé au premier étage du MIBI pour une surface totale de 36,9 m². Ce

bail est conclu à compter du 13 juin 2011 pour une durée maximum et non renouvelable de 24 mois soit jusqu'au 31 mai 2013. La redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface totale de 36,9 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 440,58 € hors taxes conformément à l'avis de France Domaines.

N° 2011-279 – 07/07/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat d'occupation de locaux par la société SKETCHPIXEL FRANCE au sein du bâtiment MIBI

Un bail est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société SKETCHPIXEL FRANCE pour le bureau répertorié B1.5 situé au premier étage du MIBI pour une surface totale de 14,7 m². Ce bail est conclu à compter du 13 juin 2011 pour une durée maximum et non renouvelable de 24 mois soit jusqu'au 31 mai 2013. La redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface totale de 14,70 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 187,71 € hors taxes conformément à l'avis de France Domaines.

N° 2011-279 – 07/07/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat d'occupation de locaux par la société DP TECHNOLOGY CORP au sein du bâtiment MIBI

Un bail est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société DP TECHNOLOGY CORP pour les bureaux répertoriés B1.6 à B1.9 et B1.12 situés au premier étage du MIBI pour une surface totale de 173 m². Ce bail est conclu à compter du 1er juillet 2011 pour une durée maximum et non renouvelable de 24 mois soit jusqu'au 31 mai 2013. La redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface totale de 173 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 2209,21 € hors taxes conformément à l'avis de France Domaines.

N° 2011-281 - 03/11/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat d'occupation de locaux par la société SATIN TECHNOLOGIES au sein du bâtiment MIBI

Objet : Un bail est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société SATIN TECHNOLOGIES pour les bureaux répertoriés B2.15, B2.16, B2.17, B2.18, B2.19 situés au deuxième étage du MIBI et pour une surface totale de 107,30 m². Le présent hébergement est conclu pour une durée non renouvelable inférieure à 24 mois qui commence à courir le 1er novembre 2011 pour se terminer le 30 avril 2013. La redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface totale de 107,30 m² qu'elle occupe s'élève à 1 370,22 € H.T. conformément à l'avis de France Domaines en date du 12 avril 2011.

N° 2011-282 - 26/07/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat d'occupation par l'association SWELIA au sein du bâtiment MIBI

Objet : Un bail est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société SWELIA pour le bureau répertorié B.0.23 situés au rez-de-chaussée du MIBI et pour une surface totale de 22 m². Le présent hébergement est conclu pour une durée non renouvelable inférieure à 24 mois qui commence à courir le 1^{er} juillet 2011 pour se terminer le 31 mai 2013. La redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface totale de 22 m² qu'elle occupe s'élève à 280,94 € H.T. conformément à l'avis de France Domaines en date du 12 avril 2011.

N° 2011-283 - 18/07/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat d'occupation de locaux par l'Association Pôle Eau au sein du Bâtiment MIBI

Objet : Un bail est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association Pôle Eau pour les bureaux répertoriés B2.33, B2.34, B2.35, B2.36, B2.37, B.2.38 et B.2.44 situés au deuxième étage du MIBI et pour une surface totale de 155.50 m². Le présent hébergement est conclu pour une durée non renouvelable inférieure à 24 mois qui commence à courir le 1^{er} juillet 2011 pour se terminer le 31 mai 2013. La redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface totale de 155.50 m² qu'elle occupe s'élève à 1 985,73 € H.T. conformément à l'avis de France Domaines en date du 12 avril 2011.

N° 2011-284 - 03/08/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat d'occupation de locaux par la société JINKO SOLAR au sein du Bâtiment MIBI

Objet : Un bail est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société JINKO SOLAR pour les bureaux répertoriés B1.13 et B.1.14 situés au premier étage du MIBI et pour une surface totale de 43,70 m². Le présent hébergement est conclu pour une durée non renouvelable inférieure à 24 mois qui commence à courir le 1er août 2011 pour se terminer le 30 avril 2013. La redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface totale de 43,70 m² qu'elle occupe s'élève à 558,04 € H.T. conformément à l'avis de France Domaines en date du 12 avril 2011.

N° 2011-285 - 26/07/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat d'occupation de locaux par la société PROPHIX FRANCE au sein du bâtiment MIBI

Objet : Un bail est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société PROPHIX pour les bureaux répertoriés B2.31 et B.2.32 situés au deuxième étage du MIBI et pour une surface totale de 43.60 m². Le présent hébergement est conclu pour une durée non renouvelable inférieure à 24 mois qui commence à courir le 1er août 2011 pour se terminer le 30 avril 2013. La redevance mensuelle hors taxes à

payer par la société pour la surface totale de 43.60 m² qu'elle occupe s'élève à 556,77 € H.T. conformément à l'avis de France Domaines en date du 12 avril 2011.

N° 2011-286 - 03/11/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat d'occupation de locaux par la société AVINEON au sein du Bâtiment MIBI

Objet : Un bail est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société AVINEON pour les bureaux répertoriés B2.21, B2.22, B2.23, B2.30, situés au deuxième étage du MIBI et pour une surface totale de 88,90 m². Le présent hébergement est conclu pour une durée non renouvelable inférieure à 24 mois qui commence à courir le 1er décembre 2011 pour se terminer le 30 avril 2013. La redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface totale de 88,90 m² qu'elle occupe s'élève à 1 135.25 € H.T. conformément à l'avis de France Domaines en date du 12 avril 2011.

N° 2011-287 - 26/10/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat d'occupation de locaux par la société THY ENGINEERING au sein du bâtiment MIBI

Objet : Un bail est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société THY ENGINEERING pour les bureaux répertoriés B.0.26 situés au rez-de-chaussée du MIBI et pour une surface totale de 25,70 m². Le présent hébergement est conclu pour une durée non renouvelable inférieure à 24 mois qui commence à courir le 1er novembre 2011 pour se terminer le 30 avril 2013. La redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface totale de 25,70 m² qu'elle occupe s'élève à 328.18 € H.T. conformément à l'avis de France Domaines en date du 12 avril 2011.

N° 2011-629 - 02/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat pour le développement d'un logiciel de Business Plan en Ligne

Objet : Un contrat est conclu pour le développement d'un logiciel de Business Plan en ligne. Ce contrat inclut le développement d'un logiciel de génération de Business Plan utilisable en ligne et hors ligne, par le BIC Cap Alpha - Cap Oméga pour l'année 2011, ainsi que la formation du personnel et un contrat de maintenance. Le contrat prend effet à compter de sa notification et pour une durée de 2 ans. Le montant total de la prestation s'élève à 19 136 € T.T.C.

N° 2011-630 - 02/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat pour l'action de formation CAP Investisseurs

Objet : Un contrat est conclu pour l'accompagnement des entreprises dans le cadre de l'action de formation Cap Investisseurs avec la société ABSO Conseil sise à Montpellier. Ce contrat concerne le programme de formation d'actions collectives proposé, par le BIC Cap Alpha-Cap Oméga pour l'année 2012, aux entreprises accompagnées. Le contrat prend effet à compter de sa notification et pour une durée de 10 mois. Le montant total de la prestation s'élève à 23 180 € T.T.C.

N° 2011-631 - 02/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat pour l'action de formation CAP PROSPECTION

Objet : Un contrat est conclu pour l'accompagnement des entreprises dans le cadre de l'action de formation Cap Prospection avec la société EVCS consulting sise à Rousset. Ce contrat concerne le programme de formation d'actions collectives proposé, par le BIC Cap Alpha-Cap Oméga pour l'année 2012, aux entreprises accompagnées. Le contrat prend effet à compter de sa notification et pour une durée de 12 mois. Le montant total de la prestation s'élève à 41 848,04 € T.T.C.

N° 2011-632 - 02/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat pour l'action de formation CAP MANAGEMENT

Objet : Un contrat est conclu pour l'accompagnement des entreprises dans le cadre de l'action de formation Cap Management avec la société ALIDORO sise à Montpellier. Ce contrat concerne le programme de formation d'actions collectives proposé, par le BIC Cap Alpha-Cap Oméga pour l'année 2012, aux entreprises accompagnées. Le contrat prend effet à compter de sa notification et pour une durée de 12 mois. Le montant total de la prestation s'élève à 15 249 € T.T.C.

N° 2011-633 - 02/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat pour l'action de formation CAP ISO

Objet : Un contrat est conclu pour l'accompagnement des entreprises dans le cadre de l'action de formation Cap Iso avec la société WALL PROTECT sise à Montpellier. Ce contrat concerne le programme de formation d'actions collectives proposé, par le BIC Cap Alpha-Cap oméga pour l'année 2012, aux entreprises accompagnées. Le contrat prend effet à compter de sa notification et pour une durée de 10 mois. Le montant total de la prestation s'élève à 14 352 € T.T.C.

N° 2011-634 - 02/12/2011 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre pour la mise en conformité des captages eau potable de la Commune de Grabels

Objet : Un avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre, est passé avec le Cabinet d'Etudes René GAXIEU SARL sise à Béziers. Cet avenant concerne la mise en sécurité des captages du Château et du Pradas, sur la Commune de Grabels. Le présent avenant s'élève à 5 800 € H.T. portant le nouveau montant du marché à 13 800 € H.T.

N° 2011-635 - 05/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un marché de réalisation, impression et routage d'Eco Infos. lot n°5

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Routage Service à Millau. Ce marché concerne le routage d'Eco Infos " la lettre du Développement Economique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier" lot n°5. La durée du marché est de 18 mois à compter de sa notification. Le montant maximum du marché s'élève à 80 000 € H.T.

N° 2011-636 - 05/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un marché de réalisation, impression et routage d'Eco Infos. lot n°4.

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Impact Imprimerie à Saint Gély du Fesc. Ce marché concerne l'impression d'Eco Infos, "la lettre du Développement Economique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier" Lot n°4. La durée du marché est d'1 an à compter de sa notification. Le montant maximum du marché s'élève à 35 000 € H.T.

N° 2011-637 - 05/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un marché de réalisation, impression et routage d'Eco Infos - Lot n°3

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société COMMTEXT à Montpellier. Ce marché concerne la traduction d'Eco Infos " la Lettre du Développement Economique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Lot n°3. La durée du marché est de 18 mois à compter de sa notification. Le montant maximum du marché s'élève à 7 000 € H.T.

N° 2011-638 - 05/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à la réalisation, impression et routage d'Eco Infos lot n°2.

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Wonderful à Castelnau le Lez. Ce marché concerne le maquettage d'Eco Infos,"La Lettre du Développement Economique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier" Lot n°2. La durée du marché est de 18 mois à compter de sa notification. Le montant maximum du marché s'élève à 13 000 € H.T.

N° 2011-639 - 05/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à la réalisation, impression et routage d'Eco Infos. Lot n°1

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec Monsieur Jacques Ramon à Canet d'Aude. Ce marché concerne la réalisation d'Eco Infos "la lettre du Développement Economique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lot n°1. La durée du marché est de 18 mois à compter de sa notification? Le montant maximum du marché s'élève à 57 000 € H.T.

N° 2011-640 - 05/12/2011 - Direction de la culture

Décision relative à un marché de travaux n°2726DC11 de serrurerie pour les bâtiments culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de travaux est passé avec l'entreprise BOUDET Alain sise à Juvignac. Le marché prend effet à compter de sa date de notification et est conclu pour une période initiale d'1 an. Il peut être reconduit par périodes successives d'1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans. Le marché s'élève à un montant maximum annuel de 100 000 € H.T.

N° 2011- 02/12/2011 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'autorisation de dépôt avec les Consorts Delours - Parcelles BN n°29 et BO n°31 et 33 – Commune de Lattes

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier proroge, par avenant n°1, la convention d'autorisation de dépôt par laquelle les Consorts Delours consente l'occupation des parcelles cadastrées section BN n°29 et BO n°31 et 33 pour une contenance totale de 3 ha 48 a 17 ca, et ceci selon les mêmes conditions techniques et financières que la convention initiale signée le 26 octobre 2006. L'avenant n°1 est consenti pour une durée de 5 ans, jusqu'au 26 octobre 2016, pour un montant de 3 480 €, valeur 2006, indexé selon l'indice du coût de la construction, indice de référence 2^{ème} trimestre 2006.

N° 2011-642 - 02/12/2011 – Réseau des Médiathèques

Décision relative à un marché n°2801DC11 d'acquisition de rayonnages pour la médiathèque George Sand

Objet : Un marché à bons de commandes n°2801DC11 pour l'achat de rayonnages et bacs pour présenter les collections de la médiathèque George Sand a été conclu avec un montant minimum de 50 000 € et un montant maximum de 80 000 € avec la société BRM sise à Bressuire (79). Le marché prend effet à compter de la notification de celui-ci. Sa durée est d'1 an.

N° 2011-643 - 02/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EARSONICS au sein de la pépinière Cap Alpha

Objet : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EARSONIC pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} décembre 2011, soit jusqu'au 30 novembre 2012. Le courrier en date du 23 décembre 2010 adressé par Monsieur le Vice-Président aux entreprises de Cap Alpha et relatifs aux nuisances causée par les travaux de requalification de la pépinière Cap Alpha fait dérogation à l'article VII-2 du contrat initial qui prévoit l'augmentation de la redevance après un séjour en pépinière supérieur à trente six mois. La redevance à payer par la société EARSONICS pour la surface de 203.05 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha est donc ramenée à 2 044,75 € H.T. au lieu de 2 350.90 € H.T. Cette dérogation prend effet au 1er janvier 2011 pour la durée des travaux. Elle cessera aussitôt les travaux achevés. A compter de la date d'achèvement des travaux, la redevance mensuelle hors taxes à payer

par la société pour la surface de 203.05 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 2 350,90 € H.T. conformément au tarif applicable.

N° 2011-644 - 02/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à une convention d'occupation de locaux par l'association "MELIES" au sein de la pépinière d'entreprise Cap Omega

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'association MELIES pour l'occupation d'un bureau de 29,42 m² situé au 2^{ème} étage de la pépinière d'entreprises Cap Oméga en Zone Verte. L'occupation est consentie à compter du 1^{er} décembre 2011 pour une durée de 36 mois. Elle peut prendre fin au gré des deux parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois. La redevance mensuelle hors taxes et hors charge à payer par l'association pour la surface de 29,42 m² s'élève à 351,27 € conformément aux tarifs applicables.

N° 2011-645 - 29/11/2011 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AV n°192 lieu dit Pioch - Commune de Cournonterral

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la SARL ACT, sise à Montpellier, la parcelle en nature de terre, cadastrée section AV n°192, d'une contenance de 41 a 40 ca, sur la Commune de Cournonterral. Le prix d'acquisition est fixé à 49 680 € toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus, à la charge de l'acquéreur.

N° 2011-646 - 29/11/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société H.ECO dans la ZAC Hippocrate

Objet : La candidature de la société H.ECO est agréée en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC HIPPOCRATE. Elle est candidate à l'acquisition du lot C, parcelles SK316 et 318 de 3 439 m² pour y construire un centre médico sportif pour seniors WIN-AGE et pathologies chronique de 3 321 m² de SHON. Les utilisateurs finaux seront des entreprises entrant dans le champ d'application de l'économie sociale et solidaire, le secteur médical ou paramédical.

N° 2011-647 - 29/11/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société GEORGE V LANGUEDOC ROUSSILLON dans la ZAC Euromédecine II

Objet : La candidature de la société George V Languedoc Roussillon est agréée, en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Euromédecine II. Elle est candidate à l'acquisition du lot 102 de 11 422 m² pour y construire un programme de 44 logements de 2835 m² de SHON. Cette parcelle a une SHON Maximale de 2 835 m²

N° 2011-648 - 29/11/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société 4D dans la ZAC Marcel Dassault à Saint-Jean-de-Védas

Objet : La candidature de la société 4D est agréée en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Marcel DASSAULT. Elle est candidate à l'acquisition du lot 25 de 1 995 m² pour y construire un immeuble de bureau et d'entrepôts de 590 m² de SHON. Les utilisateurs finaux seront la société GEOMESURE et la société holding LJ2A (vente d'appareils de mesure pour professionnels et services associés). Un effectif de 20 personnes est prévu à 3 ans.

N° 2011-649 - 29/11/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un contrat pour l'action d'accompagnement dans une démarche de structuration de la filière e-santé.

Objet : Un contrat est conclu pour l'action d'accompagnement dans une démarche de structuration de la filière e-santé avec la société ALCIMED sise à Lyon. Ce contrat concerne une action d'accompagnement de la Direction du Développement Economique et de l'Emploi dans une démarché de structuration de la filière e-santé. Le contrat prend effet à compter de sa notification et pour une durée de 4 mois. Le montant total de la prestation s'élève à 34 300 € H.T.

N° 2011-650 - 02/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à la création d'une sous-régie d'avances à la médiathèque Françoise Giroud

Objet : A compter du 1^{er} janvier 2012, il est institué une sous-régie d'avances auprès de la régie d'avances de la médiathèque Centrale Emile Zola. Cette sous-régie est installée à la Médiathèque Françoise GIROUD à Castries. Elle prend en charge les dépenses suivantes : dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de fournitures et petits outillages, frais de réception, frais intervenants, achat de document périodiques en langues étrangères). Le paiement des dépenses en sous régie d'avances peut s'effectuer en numéraire. Le sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de dépenses tous les mois et obligatoirement : au 31 décembre de chaque année, en cas de changement de sous-régisseur, au terme de la sous-régie. Le sous-régisseur n'est pas astreint au cautionnement.

N° 2011-651 - 02/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à la création d'une sous-régie d'avances à la médiathèque Jean Jacques Rousseau

Objet : A compter du 1^{er} janvier 2012, il est institué une sous-régie d'avances auprès de la régie d'avances de la médiathèque Centrale Emile Zola. Cette sous-régie est installée à la médiathèque Jean Jacques ROUSSEAU sise à Montpellier. Elle prend en charge les dépenses suivantes : dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petits outillages, frais de réception, frais intervenants, achat de document périodiques en langues étrangères). Le paiement des dépenses en sous régie d'avances peut s'effectuer en

numéraire. Le sous régisseur verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de dépenses tous les mois et obligatoirement au 31 décembre de chaque année, en cas de changement de sous-régisseur, au terme de la sous régie. Le sous-régisseur n'est pas astreint au cautionnement.

N° 2011-652 - 02/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à la création d'une sous-régie d'avances à la médiathèque Georges SAND

Objet : A compter du 1^{er} janvier 2012, il est institué une sous-régie d'avances auprès de la régie d'avances de la médiathèque Centrale Emile Zola. Cette sous-régie est installée à la médiathèque Georges Sand à Villeneuve-lès-Maguelone. Elle prend en charge les dépenses suivantes : dépenses de matériels et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petits outillages, frais de réception, frais intervenants, achat de document périodiques en langues étrangères). Le paiement des dépenses en sous-régie d'avances peut s'effectuer en numéraire. Le sous régisseur verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de dépenses tous les mois et obligatoirement : au 31 décembre de chaque année, en cas de changement de sous-régisseur, au terme de la sous-régie. Le sous régisseur n'est pas astreint au cautionnement.

N° 2011-653 - 02/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à la création d'une sous-régie d'avances à la médiathèque Albert Camus

Objet : A compter du 1^{er} janvier 2012, il est institué une sous-régie d'avances auprès de la régie d'avances de la Médiathèque Centrale Emile Zola. Cette sous-régie est installée à la médiathèque Albert Camus à Clapiers. Elle prend en place les dépenses suivantes : dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petits outillages, frais de réception, frais intervenants, achat de document périodiques en langues étrangères). Le paiement des dépenses en sous-régie d'avances peut s'effectuer en numéraire. Le sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de dépenses tous les mois et obligatoirement : au 31 décembre de chaque année, en cas de changement de sous-régisseur, au terme de la sous-régie. Le sous-régisseur n'est pas au cautionnement.

N° 2011-654 - 02/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à la création d'une sous-régie d'avances à la médiathèque Jean de la Fontaine

Objet : A compter du 1^{er} janvier 2012, il est institué une sous-régie d'avances auprès de la régie d'avances de la médiathèque Centrale Emile Zola. Cette sous-régie est installée à la médiathèque Jean de la Fontaine sise à Lavérune. Elle prend en charge les dépenses suivantes : dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petits outillages, frais de réception, frais intervenants, achat de document périodiques en langues étrangère). Le paiement des dépenses en sous régie d'avances peut s'effectuer en numéraire. Le sous régisseur verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de dépenses tous les mois et obligatoirement : au 31 décembre de chaque année, en cas de changement de sous régisseur, au terme de la sous-régie. Le sous-régisseur n'est pas astreint au cautionnement.

N° 2011-654bis - 02/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à la création d'une sous-régie d'avances à la médiathèque Federico Garcia Lorca

Objet : A compter du 1^{er} janvier 2012, il est institué une sous-régie d'avances auprès de la régie d'avances de la médiathèque centrale Emile Zola. Cette sous-régie est installée à la médiathèque Federico Garcia Lorca à Montpellier. Elle prend en charge les dépenses suivantes : dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petits outillages, frais de réception, frais intervenants, achats de document périodiques en langues étrangères). Le paiement des dépenses en sous régie d'avances peut s'effectuer en numéraire. Le sous régisseur verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs de opérations de dépenses tous les mois et obligatoirement : au 31 décembre de chaque année, en cas de changement de sous-régisseur, au terme de la sous-régie. Le sous-régisseur n'est pas astreint au cautionnement.

N° 2011-655 - 02/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à la création d'une sous-régie d'avances à la médiathèque Aimé Césaire

Objet : A compter du 1^{er} janvier 2012, il est institué une sous-régie d'avances auprès de la régie d'avances de la médiathèque Centrale Emile Zola. Cette sous-régie est installée à la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau le Lez. Elle prend en charge les dépenses suivantes : dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petits outillages, frais de réception, frais intervenants, achat de document périodiques en langues étrangères). Le paiement des dépenses en sous-régie d'avances peut s'effectuer en numéraire. Le sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations des dépenses tous les mois et obligatoirement : au 31 décembre de chaque année, en cas de changement de sous-régisseur, au terme de la sous-régie. Le sous-régisseur n'st pas astreint au cautionnement.

N° 2011-656 - 02/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à la création d'une sous-régie d'avances à la médiathèque Jean GIONO

Objet : A compter du 1^{er} janvier 2012, il est institué une sous-régie d'avances auprès de la régie d'avances de la médiathèque Centrale Emile Zola. Cette sous régie est installée à la médiathèque Jean Giono à Pérols. Elle prend en charge les dépenses suivantes : dépenses de matériels et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petits outillages, frais de réception, frais intervenants, achat de documents périodiques en langues étrangères). Le paiement des dépenses en sous-régie d'avances peut s'effectuer : en numéraire. Le sous régisseur verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de dépenses tous les mois et obligatoirement : au 31 décembre de chaque année, en cas de changement de sous-régisseur, au terme de la sous-régie. Le sous-régisseur n'est pas astreint au cautionnement.

N° 2011-657 - 02/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à la création d'une sous-régie d'avances à la médiathèque La Gare à Pignan

Objet : A compter du 1^{er} janvier 2012, il est institué une sous-régie d'avances auprès de la régie d'avances de la médiathèque Centrale Emile Zola. Cette sous-régie est installée à la médiathèque La Gare à Pignan. Elle prend en charge les dépenses suivantes : dépenses de matériels et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petits outillages, frais de réception, frais intervenants, achat de documents périodiques en langues étrangères). Le paiement des dépenses en sous-régie d'avances peut s'effectuer : en numéraire. Le sous régisseur verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de dépenses tous les mois et obligatoirement : au 31 décembre de chaque année, en cas de changement de sous-régisseur, au terme de la sous-régie. Le sous-régisseur n'est pas astreint au cautionnement.

N° 2011-658 - 02/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à la création d'une sous-régie d'avances à la médiathèque William Shakespeare

Objet : A compter du 1^{er} janvier 2012, il est institué une sous-régie d'avances auprès de la régie d'avances de la médiathèque Centrale Emile Zola. Cette sous-régie est installée à la médiathèque William Shakespeare à Montpellier. Elle prend en charge les dépenses suivantes : dépenses de matériels et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petits outillages, frais de réception, frais intervenants, achat de documents périodiques en langues étrangères). Le paiement des dépenses en sous-régie d'avances peut s'effectuer : en numéraire. Le sous régisseur verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de dépenses tous les mois et obligatoirement : au 31 décembre de chaque année, en cas de changement de sous-régisseur, au terme de la sous-régie. Le sous-régisseur n'est pas astreint au cautionnement.

N° 2011-659 - 02/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à la création d'une sous-régie d'avances à la médiathèque Victor Hugo

Objet : A compter du 1^{er} janvier 2012, il est institué une sous-régie d'avances auprès de la régie d'avances de la médiathèque Centrale Emile Zola. Cette sous régie est installée à la médiathèque Victor Hugo. Elle prend en charge les dépenses suivantes : dépenses de matériels et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petits outillages, frais de réception, frais intervenants, achat de documents périodiques en langues étrangères). Le paiement des dépenses en sous-régie d'avances peut s'effectuer : en numéraire. Le sous régisseur verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de dépenses tous les mois et obligatoirement : au 31 décembre de chaque année, en cas de changement de sous-régisseur, au terme de la sous-régie. Le sous-régisseur n'est pas astreint au cautionnement.

N° 2011-660 - 02/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à la création d'une sous-régie d'avances à la médiathèque Federico FELLINI

Objet : A compter du 1^{er} janvier 2012, il est institué une sous-régie d'avances auprès de la régie d'avances de la médiathèque Centrale Emile Zola. Cette sous-régie est installée à la médiathèque Federico Fellini. Elle prend en charge les dépenses suivantes : dépenses de matériels et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petits outillages, frais de réception, frais intervenants, achat de documents périodiques en langues étrangères). Le paiement des dépenses en sous-régie d'avances peut s'effectuer : en numéraire. Le sous régisseur verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de dépenses tous les mois et obligatoirement : au 31 décembre de chaque année, en cas de changement de sous-régisseur, au terme de la sous-régie. Le sous-régisseur n'est pas astreint au cautionnement.

N° 2011-661 - 02/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à la modification de la régie de recette du Montpellier International Business Incubator (M.I.B.I)

Objet : Afin d'assurer le bon fonctionnement du Montpellier International Business Incubator, il convient de modifier le mode de recouvrement des recettes. Les recettes sont encaissées selon les modes de recouvrement suivant : en numéraire, au moyen de chèques bancaires, par virement sur le compte du régisseur.

N° 2011-662 - 02/12/2011 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle "Arrête de Pleurer, Pénélope !"

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle "Arrête de pleurer, Pénélope!" joué du 28 septembre au 26 novembre 2011 au théâtre pierre Tabard. Le marché est conclu avec la Compagnie Sina et le Kawa Théâtre, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 2 800 € T.T.C.

N° 2011-663 - 02/12/2011 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle "Costa le Rouge"

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Costa le Rouge jouée du 15 au 18 novembre 2011 au Théâtre Jean Vilar de la Ville de Montpellier. Le marché est conclu avec la Compagnie Adesso e Sempre et la Ville de Montpellier, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 3 900 € T.T.C.

N° 2011-664 - 02/12/2011 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle « Face de cuillère »

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Face de cuillère joué du 14 octobre au 23 novembre 2011 au théâtre Carré Rondelet. Le marché est conclu avec la Compagnie du Visage et le Théâtre Carré Rondelet, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 2 600 € T.T.C.

N° 2011-665 - 02/12/2011 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle "la confiture de couleurs"

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle "La confiture de couleurs" joué le 10 septembre 2011 à Murviel lès Montpellier. Le marché est conclu avec la Compagnie Art Mixte et la Commune de Murviel lès Montpellier, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 633 € T.T.C.

N° 2011-666 - 02/12/2011 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle "les 10 meilleures façons de rater Molière"

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle "Les 10 meilleures façons de rater Molière" joué du 1^{er} au 18 décembre 2011 au Théâtre La Vista. Le marché est conclu avec la Compagnie L'Equipe Théâtre et le Théâtre de la Méditerranée La Vista, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 2 850 € T.T.C.

N° 2011-667 - 02/12/2011 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle "Manifestement"

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Manifestement joué du 4 au 6 octobre 2011 au Théâtre Jean Vilar de la Ville de Montpellier. Le marché est conclu avec la Compagnie Adesso e Sempre et la Ville de Montpellier, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 5 000 € T.T.C.

N° 2011-668 - 02/12/2011 - Direction de la culture

Décision relative à l'achat d'un spectacle "Mes objectifs"

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle "Mes objectifs" joué les 15 et 16 septembre 2011 au Théâtre Pierre Tabard. Le marché est conclu avec la Compagnie Doré et le Théâtre Pierre Tabard, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 000 € T.T.C.

N° 2011-669 - 02/12/2011 - Direction des ressources informatiques

Décision relative à un avenant au contrat d'assistance téléphonique, de maintenance informatique des matériels et de suivi des logiciels

Objet : Un avenant au contrat d'assistance téléphonique, de maintenance informatique des matériels et de suivi des logiciels du système de gestion dynamique du temps de travail est conclu avec la société HOROQUARTZ, sise à Paris. Cet avenant concerne l'extension de la licence du logiciel de gestion dynamique du temps de travail "eTemptation" de 1 000 à 1 200 agents pour les modules Base HQ Time, HQ Interface et HQ Self Service. cet avenant prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2011. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'1 an, sans pouvoir excéder 1 renouvellement, soit jusqu'au 31 décembre 2012. Le montant annuel de cet avenant s'élève à 842,03 € T.T.C. Le nouveau montant annuel du contrats'élève donc à 20 600.03 € T.T.C.

N° 2011-670 - 02/12/2011 - Direction des ressources informatiques

Décision relative à un contrat de maintenance pour le poste de gestion de télésurveillance centralisé de la médiathèque

Objet : Un contrat de maintenance pour le poste de gestion de télésurveillance centralisé de la médiathèque centrale Emile Zola est conclu avec la société IPERION, sise à Saint-Jean-de-Védas. Ce contrat concerne la maintenance et les mises à jour de l'application logicielle de télésurveillance Msésame installée sur le serveur et le micro-ordinateur sécurité dédiés, la baie de réception télésurveillance et son application logicielle de gestion ainsi que le convertisseur permettant le dialogue entre le serveur Msésame et les unités de contrôle d'accès de la médiathèque Emile Zola. Est également inclus dans le contrat un service d'astreinte téléphonique 24 heures sur 24, avec déclenchement d'intervention si nécessaire. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée d'1 an. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements. Le montant annuel des prestations s'élève à 6 601,92 € T.T.C.

N° 2011-671 - 02/12/2011 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à l'avenant n°2 du mandat d'études préalables à l'aménagement du site de Sablassou Clos de l'Armet à Castelnau le Lez

Objet : Un avenant n°2 est passé avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM). Le montant total de l'enveloppe financière prévisionnelle des études de tiers est porté à 367 836.11 € H.T. (valeur novembre 2011, indice SYNTHEC septembre 2011 : 236.60). La durée du mandat est portée à 27 mois à compter de l'entrée en vigueur de la convention initiale. La rémunération totale du mandataire est portée à 90 326 € H.T.

N° 2011-672 - 02/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ASA au sein de la pépinière Cap Alpha

Objet : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ASA pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} décembre 2011, soit jusqu'au 30 novembre 2012. Le courrier en date du 23 décembre 2010 adressé par Monsieur le Vice-Président aux entreprises de Cap Alpha et relatif aux nuisances causées par les travaux de requalification de la Pépinière Cap Alpha fait dérogation à l'article VII-2 du contrat initial qui prévoit l'augmentation de la redevance après un séjour en pépinière supérieur à trente six mois. La redevance à payer par la société ASA pour la surface de 41,53 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha est donc ramenée à 394,11 € H.T. au lieu de 453,09 € H.T. Cette dérogation prend effet au 1^{er} janvier 2011 pour la durée des travaux. Elle cessera aussitôt les travaux achevés. A compter de la date d'achèvement des travaux, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface de

41,53 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 453,09 € H.T. (valeur novembre 2011) conformément au tarif applicable.

N° 2011-673 - 02/12/2011 - Direction des ressources informatiques

Décision relative à un marché d'acquisition de traceurs et de plieuses électriques

Objet : Un marché d'acquisition de traceurs et de plieuses électriques est conclu avec la société AXE2i sise à Saint Génies des Mourgues. Ce marché concerne la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Communauté d'Agglomération. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'1 an. Le montant du marché est compris entre 10 000 € H.T. et 35 000 € H.T.

N° 2011-674 - 07/12/2011 - Direction des affaires juridiques et des marchés publics

Décision relative à une autorisation d'ester en justice

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès-Noy-Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n°1104810-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier en date du 03 novembre 2011 par M^{me} Marie-Hélène Savignac agent non titulaire en contrat à durée indéterminée de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sollicitant l'envoi des bulletins de paye la concernant pour la période du 05 mars 2010 au 04 mars 2011, le calcul du complément de traitement y afférent et le paiement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier du règlement des sommes à percevoir s'il y a lieu et ce, consécutivement à son arrêt de travail pour Affection Longue Durée en date du 05 mars 2010.

N° 2011-675 - 07/12/2011 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à un marché de maîtrise d'œuvre n°2462 pour la desserte en Eau Potable et en Assainissement du secteur du Parc Caubel à Montferrier-sur-Lez

Objet : Un marché de maîtrise d'œuvre est passé avec le groupement d'entreprises Amévia 34 / Amévia Ingénierie sise à Baillargues. Ce marché concerne la mission d'œuvre pour la desserte en eau potable et assainissement du secteur du Parc Caubel à Montferrier sur Lez. Le présent marché s'élève à 20 400 € HT.

N° 2011-676 - 06/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à la modification de la régie d'avances de l'Ecolothèque

Objet : Afin d'assurer le bon fonctionnement de l'Ecolothèque, le montant maximum de l'avance consentie est fixé à 700 €.

N° 2011-677 - 06/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à la modification de la régie de recettes de l'ecolothèque

Objet : Les recettes sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants : en numéraire, au moyen de chèques bancaires ou assimilés, par chèques vacances, par chèque emploi service universel (CESU) par carte bancaire, par internet. Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur à qualité auprès de la Trésorerie Générale.

N° 2011-678 - 06/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société FDI SACICAP et FDI PROMOTION dans la ZAC Euromédecine II

Objet : Les candidatures des sociétés FDI Sacicap et FDI Promotion ci-dessus mentionnées sont agréées en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Euromédecine II sur le lot 101 de 2 590 m² pour la construction de 3 bâtiments représentant 54 logements.

N° 2011-679 - 06/12/2011 - Direction des ressources informatiques

Décision relative à un contrat de maintenance du logiciel de gestion de planning VISUAL PLANNING et des modules associés

Objet : Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société STILOG I.S.T. sise à Nanterre en tant qu'éditeur du logiciel Visual Planning et la société XWARE, ZAM Pont des Charrettes sise à Uzès en tant que mainteneur de ce logiciel. Ce contrat concerne les licences du logiciel Visual Planning et des modules associés de la gamme Visual Planning, installées à la régie de collecte des déchets ménagers, aux médiathèques et aux piscines. Ce contrat prend effet à compter de sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2011. Le montant de ce contrat s'élève à 4 179,37 € T.T.C.

N° 2011-680 - 06/12/2011 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AW n°466 appartenant à la sci Béaguytou - Commune de Pérols

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la SCI Béaguytou, sise à Pérols, la parcelle cadastrée section AW n°466, d'une contenance de 7m², sise à Pérols. L'acquisition interviendra à titre gratuit sous réserve de travaux de démolition et de reconstruction du mur de clôture. Les frais d'acte sont à la charge de l'acquéreur.

N° 2011-681 - 06/12/2011 - Direction de la culture

Décision relative à un marché de conception, édition et diffusion du catalogue de l'exposition "Montpellier, terre de faïences - potiers et faïenciers entre Moyen Age et XVIIIème siècle"

Objet : Un marché de conception et d'édition d'un catalogue est passé avec la société SILVANA EDITORIALE sise à Cinisello Balsamo (Milan) en Italie. Ce marché concerne la conception, l'édition et la diffusion du catalogue de l'exposition "Montpellier, terre de faïences - potiers et faïenciers entre Moyen Age et XVIIIème siècle" organisée au Musée Fabre et au musée Henri Prades d'avril à septembre 2012. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 mois. Le montant du marché s'élève à 28 550 € H.T.

N° 2011-682 - 06/12/2011 - Direction de la culture

Décision relative à un marché de traitements de conservation-restauration d'objets archéologiques issus des fouilles réalisées sur le site Lattara

Objet : Un marché de conservation-restauration est passé avec pour le lot n°1 : l'association Materia Viva sise à Toulouse et le lot n°2 : l'Association Artémuse sise à Saint Julien d'Arpaon (48). Ce marché consiste en des traitements de conservation-restauration d'objets archéologiques en métal (lot n°1) et d'enduits peints et de coquillages (lot n°2). Le marché à bons de commande prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 48 mois. Le montant du marché à bons de commande est compris : entre un seuil minimum de 20 000 € H.T. et un seul maximum de 50 000 € H.T. pour le lot n°1. et entre un seuil minimum de 4 000 € H.T. et un seul maximum de 15 000 € H.T. pour le lot n°2.

N° 2011-683 - 06/12/2011 - Direction des moyens généraux et des bâtiments

Décision relative à la modification de l'article 5 du règlement intérieur du Domaine de la Providence

Objet : Le règlement intérieur au paragraphe 5 est modifié comme suit : l'organisateur s'engage à diffuser de la musique ou des chants (instrumentaux ou à partir de matériels audio), uniquement dans les locaux fermés, ce qui exclut les terrasses ou jardins. L'ensemble des autres dispositions du règlement intérieur reste inchangé. L'application du règlement intérieur est à effet immédiat.

N° 2011-684 - 08/12/2011 - Direction des affaires juridiques et des marchés publics

Décision relative à une constitution de partie civile

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se constitue "partie civile" dans l'affaire n°10084000025 devant le tribunal pour enfants de Montpellier pour les dégradations par incendie commises sur quatre bacs à ordures ménagères à Montpellier le 24 mars 2010. Le préjudice financier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élève à 490,76 € TT.C. La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.

N° 2011-685 - 08/12/2011 - Direction de l'eau et de l'assainissement

Décision relative à une convention d'occupation pour l'installation et l'exploitation d'une canalisation souterraine d'eau usées sur la Commune de Saint-Brès

Objet : Une convention d'occupation est signée entre RFF et la communauté d'Agglomération de Montpellier en vue de l'installation et de l'exploitation d'une canalisation souterraine d'eaux usées en traversée du domaine de RFF sur la Commune de Saint Brès. Elle est établie moyennant une redevance dont le montant annuel est fixé à 182,04 € H.T. par an et des frais de dossier payable en une seule fois d'un montant forfaitaire de 600 € H.T.

N° 2011-686 - 09/12/2011 - Direction des affaires juridiques

Décision relative à une constitution de partie civile

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se constitue "partie civile" dans l'affaire n°11290000027 devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier pour les dégradations par incendie commises sur un bac à ordures ménagères à Montpellier le 16 septembre 2011. Le préjudice financier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élève à 140,28 € TT.C. La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.

N° 2011-687 - 09/12/2011 - Direction des moyens généraux et des bâtiments

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2506MG10 d'acquisition et livraison de fournitures d'imprimerie pour les services de l'Agglomération

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2506MG10 est passé avec l'Imprimerie Bonniol sise à Montpellier. Cet avenant concerne l'augmentation du montant des sommes maxima initialement prévues. Le présent avenant s'élève à 500 € H.T. soit une augmentation de 2,3%. L'avenant n°1 au marché prend effet à compter de sa notification et jusqu'au 31 décembre 2011. Le nouveau montant maximum du marché s'élève donc à 22 500 € H.T.

N° 2011-688 - 09/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à un contrat d'emprunt entre Dexia et la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un contrat d'emprunt est conclu avec Dexia Crédit Local sise à La Défense. Le projet de l'extension de la station d'épuration intercommunale située à Cournonterral-Counonsec étant éligible au financement spécifique de la Banque Européenne d'Investissement, le partenariat entre Dexia et la Banque Européenne d'Investissement permet à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de bénéficier de conditions financières privilégiées. Le montant du contrat s'élève à 2 000 000 €. Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes : Montant 2 000 000 € pour une durée de 25 ans. Eonia pendant la phase de mobilisation, puis Euribor 1 mois, Euribor 3 mois, Euribor 6 mois, Euribor 12 mois ou Taux fixe. Marge sur indice : +1.51 % sur Eonia, +1.26 % sur Euribor, selon les cotations sur Taux fixe. Base de calcul des intérêts : exact/360. Délai de mise à disposition des fonds : 5 jours ouvrés, Remboursement anticipé des fonds : avec indemnité proportionnelle sur Euribor (2% du capital restant dû), avec indemnité actuarielle sur taux fixe. Délai de préavis pour le remboursement anticipé : 35 jours calendaires sur Euribor, 50 jours calendaires sur Taux fixe, Commission d'engagement : 0.20 % du montant du prêt soit 4 000 €

N° 2011-689 - 12/12/2011 - Direction des moyens généraux et des bâtiments

Décision relative à un avenant au marché n°2421MG11 portant sur la sécurité des manifestations organisées

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2421MG11 de service est passé avec l'EURL GPS SURETE sise à Montpellier. Afin d'assurer la continuité du service public par le bon fonctionnement de la Communauté d'Agglomération, le marché n°2421MG11 sera prolongé d'un mois supplémentaire, jusqu'au 31 janvier 2012. Cet avenant concerne également l'augmentation maximum du seuil initial afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes lors des manifestations organisées par Montpellier Agglomération qui auront lieu jusqu'au 31 janvier 2012. Le montant de cet avenant est de 4 500 € H.T.

N° 2011-690 - 14/12/2011 - Direction des affaires juridiques et des marchés publics

Décision relative à une autorisation d'ester en justice

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats Landwell et Associés suite au dépôt de la requête n°1105125-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier en date du 21 novembre 2011 par madame Annick ESCARTIN tendant à une demande en réparation pour préjudice économique subi et ce, consécutivement à la réalisation de la 3^{ème} ligne du tramway.

N° 2011-691 - 14/12/2011 - Direction des affaires juridiques et des marchés publics

Décision relative à une autorisation d'ester en justice

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats Lyon-Caen-Fabiani-Thiriez suite au jugement de la CCA de Marseille confirmant le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°0703708 du 22 septembre 2009 annulant l'arrêté Préfectoral en date du 02 juillet 2007 par lequel le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique la constitution d'une réserve foncière au lieu-dit "Truc de Leuze" à Montpellier.

N° 2011-692 - 14/12/2011 - Direction des affaires juridiques et des marchés publics

Décision relative à une autorisation d'ester en justice

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès-Noy-Gauer et Associés suite au jugement du juge de l'expropriation du département de l'Hérault n°10/00226 en date du 28 septembre 2011 fixant l'indemnité due par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au profit de la SCI la Colombe pour l'expropriation d'une emprise partielle de 74 843 m² sur la parcelle cadastrée section AC n°5, sise lieu dit "Dévès d'Empène" sur le territoire de la Communauté de Saint-Jean-de-Védas.

N° 2011-693 - 14/12/2011 - Direction des affaires juridiques et des marchés publics

Décision relative à une autorisation d'ester en justice

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès-Noy-Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n°1104873-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier en date du 8 novembre 2011 par la SARL "France Afrique Exploitation" sollicitant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le versement d'une rémunération d'un montant de 290 000 € conformément au mandat exclusif de ventesigné entre la société civile immobilières "Espaces Joly" et la SARL "France Afrique Exploitation" et ce, consécutivement au droit de préemption exercé par la Commune du Crès sur la parcelle cadastrée section BK n°326 appartenant à la société civile immobilières "Espaces Joly", la Communauté d'Agglomération agissant en qualité de tiers payer dans cette affaire.

N° 2011-694 - 15/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société BS dans la ZAC PARC 2000 extension à Montpellier

Objet : La candidature de la SCI BS est agréée en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 extension : la société BS est une SCI représentée par Messieurs Omar BAKIRI et Jean-Claude SEINDENBINDER. Elle est candidate à l'acquisition du lot D1 de 995 m² pour y construire un bâtiment en R+2 de bureaux et centre de télésurveillance de 1 100 m² de SHON. Son activité est la formation sécurité et PC de télésurveillance. L'entreprise projette un effectif de 15 personnes dans 3 ans.

N° 2011-695 - 15/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société LA CARPE RIEUSE dans la ZAC Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : La candidature de la SCI LA CARPE RIEUSE est agréée en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Charles Martel. Elle est candidate à l'acquisition du lot n°9 de 1 800 m² pour y construire un entrepôt ainsi que des bureaux de 668 m² de SHON. L'utilisateur final sera la société SOCAMO dont l'activité est la peinture, la fourniture et la pose de revêtements de sols. L'entreprise projette un effectif de 25 personnes dans 3 ans.

N° 2011-696 - 15/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un agrément de candidature OMEGA SUD T.P.B - VEAS parc 2000

Objet : La candidature de la société OMEGA SUD T.P.B est agréée en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Parc 2000. Elle est candidate à la location du lot A07 de 224,72 m² pour une période de 23 mois.

N° 2011-697 - 15/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un agrément de candidature SAS IMMERGIS

Objet : La candidature de la société Immergis est agréée en vu de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Parc 2000 à Montpellier. Elle est candidate à la location du lot "B11" de 65,61 m² pour une période de 23 mois. Son activité est le conseil en systèmes informatiques, activités de banques de données, services internet en ligne, traitement de données et prestations d'ingénierie.

N° 2011-698 - 15/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à un agrément de candidature de la société JR Immo dans la ZAC Garosud à Montpellier

Objet : La candidature de la société JR IMMO est agréée en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud. Elle est candidate à l'acquisition du lot 50.6 de 4 053 m² pour y construire un bâtiment comprenant des bureaux, ateliers et show room. Elles projettent un effectif de 14 personnes dans 3 ans.

N° 2011-699 - 15/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à un contrat d'emprunt entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Communauté d'Agglomération de

Objet : Un contrat d'emprunt est conclu avec la Caisse des Dépôts et Consignations, sise à Paris. Le montant du contrat s'élève à 10 000 000 €.

N° 2011-700 - 15/12/2011 - Direction des sports

Décision relative à la passation d'un marché d'exploitation et de maintenance de la piscine de l'E.A.I

Objet : Un marché d'exploitation et de maintenance technique de l'E.A.I. est passé avec la société IDEX Energies sise à Toulouse. Ce marché concerne l'exécution d'un contrat multiservices avec obligation de résultats conformément au chapitre 1^{er} du cahier des Clauses techniques particulières (C.C.T.P). Le marché prendra effet à compter de sa notification pour une durée de 7 mois et demi. Le montant global du marché est de 45 250 € H.T.

N° 2011-701 - 15/12/2011 - Direction du développement économique et de l'emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI L'AGORA dans la ZAC Eureka à Montpellier

Objet : La candidature de la SCI L'Agora est agréée en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Eureka. Elle est candidate à l'acquisition du lot C5 de 4 653 m² pour y construire un programme immobilier de bureaux et halles techniques de 3 047 m² de SHON. L'utilisateur final sera la société ALSTOM GRID. L'entreprise projette un effectif de 220 personnes dans 3 ans.

N° 2011-702 - 15/12/2011 - Direction des finances

Décision relative à un contrat d'emprunt entre la Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un contrat d'emprunt est conclu avec la Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc-Roussillon sise à Montpellier. Le montant du contrat s'élève à 4 400 000 €.

N° 2011-703 - 15/12/2011 - Direction des moyens généraux et des bâtiments

Décision relative à l'avenant n°1 marché de fournitures de mobilier spécifique des Locaux de l'Hôtel d'Agglomération

Objet : Un avenant technique et financier est nécessaire avec l'entreprise RBC sise à Gallargues le Montueux, pour le remplacement de mobilier et l'acquisition de mobilier complémentaire. L'avenant prend effet à compter de sa notification. Le montant de l'avenant s'élève à 983,70 € T.T.C.

N° 2011-704 - 15/12/2011 - Direction de l'urbanisme et de l'aménagement opérationnel

Décision relative à au dépôt d'un permis de démolir - Parcelles RA 16 et 17 - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à déposer le permis de démolir concernant le bâti situé sur les parcelles cadastrées section RA n°16 et 17 à Montpellier.

N° 2011-705 - 16/12/2011 - Direction de la prévention et de la gestion des déchets

Décision relative à un avenant n°1 de transfert - Mission de contrôle extérieur géotechnique de la nouvelle installation de stockage des déchets non dangereux

Objet : Un avenant au marché n°1907GD08 doit être passé en vue du transfert à la société GINGER CEBTP des prestations jusqu'alors exercées par FUGRO Géotechnique.

N° 2011-706 - 16/12/2011 - Direction des ressources informatiques

Décision relative à l'acquisition de licences de logiciels

Objet : Un marché de services est passé avec la société SCC à Nanterre. Ce marché concerne l'acquisition de licences de logiciel. La durée du marché est de 18 mois à compter de la notification du marché. Le montant annuel du marché est compris entre un minimum de 70 000 € H.T. et un maximum de 190 000 € H.T.

N° 2011-707 - 16/12/2011 - Direction des ressources informatiques

Décision relative à un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage et expertise technique pour les évolutions et le maintien en conditions opérationnelles du socle de gestion électronique des documents

Objet : Un marché de services est passé avec la société SQLI à Blagnac. Ce marché concerne l'assistance à maîtrise d'ouvrage et expertise technique pour les évolutions et le maintien en conditions opérationnelles du socle de gestion électronique des documents. La durée du marché est de 12 mois à compter de la notification du marché. Le marché pourra être reconduit 1 fois. Le montant annuel du marché est compris entre un minimum de 30 000 € H.T. et un maximum de 90 000 € H.T.

N° 2011-708 - 16/12/2011 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2807DC11 de nettoyage de la médiathèque Jean GIONO

Objet : Un marché sous procédure adaptée, est passé avec la société ETANEUF sise à Montpellier pour le nettoyage de la médiathèque Jean Giono à Pérols. Ce marché est répertorié sous le n°2807DC11 et s'élève à 40 164 € H.T.

N° 2011-709 - 16/12/2011 - Direction des sports

Décision relative à un marché de nettoyage du site archéologique Lattara

Objet : Un marché n°2797DC211 sous procédure adaptée, est passé avec la société SINET sise à La Seyne sur Mer, pour le nettoyage du site archéologique Lattara, musée Henri Prades à Lattes. Le montant du marché s'élève à 25014.48 € H.T. soit 29 917.32 € T.T.C. La durée du marché est d'1 an, renouvelable 2 fois à compter de sa notification.

N° 2011-710 - 16/12/2011 - Direction de la culture

Décision relative à un marché n°2689 de taille, élagage et abattage des arbres des sites culturels

Objet : Un marché n°2689DC11, à bon de commande avec un minimum de 10 000 € H.T. et un maximum de 40 000 € H.T. est passé sous procédure adaptée, avec la société PHIL FRERES sise à Saint Mathieu de Trévières. Les prestations, objet du présent contrat, sont relatives à l'élagage, l'abattage et le traitement phytosanitaire des arbres des sites culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N° 2011-711 - 16/12/2011 - Direction des sports

Décision relative à un marché de nettoyage des tribunes et des annexes du stade de la Mosson

Objet : Un marché de prestations de services concernant le nettoyage des tribunes et des surfaces annexes du stade de la Mosson à Montpellier est passé avec la société DERICHEBOURG sise à Mauguio. La durée du marché est de 1 an à compter de sa notification, sauf renonciation du titulaire. Il pourra être reconduit par période successive de 1 an, pour une durée maximale du marché de 2 ans (soit 1 période de reconduction). Le montant du marché annuel est de 79 000 € H.T. soit 94 484 € T.T.C.

N° 2011-712 - 16/12/2011 - Musée Fabre

Décision relative à une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accueil d'œuvres dans les ateliers de restauration

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier établit une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage valable à compter de sa notification et jusqu'au 31 janvier 2012 avec le Centre Interrégional de Conservation et Restauration du Patrimoine à Marseille. Cette convention fixe les diverses modalités d'hébergement et d'intervention concernant les œuvres du musée Fabre qui partiront en restauration dans leur ateliers. Le montant de l'opération s'élève à 4 242,35 € T.T.C.

Le conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°3 BIS : HORS COMMISSION – VŒU RELATIF AU RETRAIT DE LA CIRCULAIRE GUÉANT-BERTRAND DU 31 MAI 2011

Monsieur J.-P. Moure, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Ce vœu dénonce la circulaire dite Guéant Bertrand du 31 mai 2011, qui met en grandes difficultés les étudiants étrangers poursuivant leurs études dans les établissements d'enseignement supérieur et les organismes de recherche français.

Les établissements d'enseignement supérieur et les organismes de recherche situés dans l'agglomération de Montpellier, ont toujours favorisé l'accueil d'un nombre important d'étudiants étrangers de toute nationalité. La Communauté d'Agglomération de Montpellier les a vivement soutenus dans cette action, consciente que ces étudiants contribuent au développement culturel et scientifique et au rayonnement international de notre agglomération. De nombreux étudiants étrangers, en formation master, doctorants et post-doctorants, viennent ainsi suivre toutes sortes de formations qui contribuent par leur dynamisme et leur motivation au développement économique de notre territoire. Soucieux de la meilleure intégration possible de ces étudiants dans leurs lieux d'étude et de travail, nous nous inquiétons aujourd'hui fortement d'un ensemble de mesures et notamment des effets de la mise en application de la circulaire du 31 Mai 2011, émanant des ministres de l'Intérieur et du Travail.

Ce texte, dit circulaire "Guéant-Bertrand", encourage les préfets à limiter le nombre des changements de statut de résident "stagiaire" à "scientifique" ou "étudiant" à "salarié" aux jeunes diplômés étrangers, de même qu'elle encourage à une évaluation par les services de la préfecture du parcours pédagogique des étudiants lors de la délivrance ou du renouvellement de leur titre de séjour. Cette circulaire s'ajoute à l'augmentation récente de 30% du plancher de ressources nécessaires pour l'obtention d'un titre de séjour étudiant (de 460 à 615 euros par mois). Les situations personnelles engendrées par ces textes et l'arbitraire qui régit leur interprétation, sont inacceptables et entachent aussi bien nos valeurs républicaines, que l'image et le rayonnement international de nos laboratoires de recherche et de nos entreprises. Enfin, l'application de cette circulaire nuit déjà, et si elle devait perdurer, risquerait de nuire de façon irréversible à la stratégie d'attractivité de la recherche et des universités françaises prônée par le gouvernement.

Nous dénonçons cette circulaire et l'interprétation des consignes associées qui conduisent les services de l'Etat à refuser aux étudiants étrangers présents dans ces laboratoires le renouvellement ou le changement de statut de leur titre de séjour.

Pour toutes ces raisons, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, réuni ce lundi 30 janvier 2012, s'adresse au Gouvernement pour demander :

- le retrait indispensable de la circulaire du 31 Mai 2011
- la suspension de l'application du décret n° 2011-1049 du 6 septembre 2011 augmentant de 30 % les ressources nécessaires afin de venir étudier en France.

- la mise en œuvre immédiate par les services de l'Etat d'une application de la circulaire la plus favorable possible pour les étudiants étrangers, témoignant ainsi de nos traditions républicaines d'ouverture vers les pays étrangers et d'accueil de leurs ressortissants souhaitant venir étudier et travailler en France."

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées (1 contre, 3 abstentions).

AFFAIRE N°4 : FINANCES – COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES - CONDITIONS DE MODULATION DE LA COTISATION MINIMUM

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Finances, rapporte :

Les redevables de la Cotisation Foncière des Entreprises sont assujettis à une cotisation minimum établie au lieu de leur principal établissement. Dans le cadre de la suppression de la taxe professionnelle et de la mise en œuvre de la Cotisation Foncière des Entreprises, les modalités de détermination de la base de référence pour le calcul de cette cotisation minimum ont été adaptées pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération n°10403 du 29 septembre 2011.

La quatrième loi de finances rectificative pour 2011, dans son article 51, adoptée le 28 décembre 2011, modifie l'article 1647 D du Code Général des Impôts relatif à la cotisation minimum et permet désormais aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale de réduire la base minimum pour les assujettis dont le montant de chiffre d'affaires hors taxes est inférieur à 10 000€.

Afin de ménager la progressivité de l'application de la cotisation minimum sur les entreprises à faible chiffre d'affaires, et de soutenir ainsi les entreprises concernées il est proposé de réduire de 10% la base minimum pour les assujettis dont le montant de chiffre d'affaires hors taxes est inférieur à 10 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- réduire de 10% la base minimum des assujettis dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur à 10 000€, cette base minimum étant fixée à 2030€ pour la première tranche et 6000€ pour la deuxième tranche
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°5 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – ECOCITÉ - PROGRAMME D'INVESTISSEMENT D'AVENIR « VILLE DE DEMAIN » - CONVENTIONS LOCALE ENTRE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, L'ETAT ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LES MAÎTRES D'OUVRAGES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Communauté d'Agglomération et les Communes de Castelnau-le-Lez, Montpellier, Lattes et Pérols, ont obtenu le label national EcoCité pour leur projet urbain « De Montpellier à la mer » parmi 13 lauréats sélectionnés au niveau national dans le cadre du plan « Ville durable », initié par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer. Ce projet d'urbanisme est ainsi reconnu comme une opération emblématique du nouvel urbanisme durable, novateur et ambitieux.

Sur environ 2 500 hectares, le territoire de l'EcoCité intègre des projets majeurs développés sur les 4 Communes, le Pôle Régional de Gérontologie sur le secteur Euréka Sablassou sur la Commune de Castelnau le Lez, la poursuite du développement de Port Marianne sur Montpellier, l'initialisation du futur quartier Gare TGV Odysseum sur Montpellier et Lattes et le vaste projet de renouvellement urbain « Route de La mer » sur les Communes de Lattes et de Pérols.

Dans le cadre de la mise en œuvre des Investissements d'avenir (loi de finances rectificative n°2010-237 du 9 mars 2010), le programme « Transport et urbanisme durables » a été doté d'un budget de 1 milliard d'euros. Il a pour objet de financer l'action « Ville de demain », en soutenant l'investissement dans les villes afin de faire émerger un nouveau modèle urbain, de favoriser l'évolution des usages et des pratiques en ville, de s'appuyer sur une approche intégrée et innovante des transports et de la mobilité, de l'énergie et des ressources, de l'organisation urbaine et de l'habitat. Ce programme a pour vocation de financer des actions démonstratrices et exemplaires de ce que sera la ville de demain. Les sites des EcoCités ont été particulièrement visés pour déployer l'ensemble de ce dispositif.

Conformément à la convention signée le 28 septembre 2010 entre, d'une part, l'Etat représenté par le Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (MEEDDM) et le secrétaire chargé du logement et de l'urbanisme, et, d'autre part, la Caisse des Dépôts, opérateur de l'action « Ville de demain », les moyens d'intervention du Fonds, « Ville de demain » seront d'une part, des subventions d'investissement et d'ingénierie et d'autre part, des prises de participation.

Sur la base de cette convention, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est éligible pour présenter des actions en vue d'obtenir un financement dans le cadre du programme des Investissements d'Avenir, dès lors que les dites actions remplissent les critères d'éligibilité précisés dans le cahier des charges relatif à l'action « Ville de Demain » publiée le 6 novembre 2010.

Au regard des actions présentées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier tant en matière de Transport en Commun en Site Propre que d'actions innovantes pour la Ville de Demain, une première décision du 1^{er} Ministre en date du 9 mars 2011 a accordé pour le Projet de 4^{ème} ligne de tramway un montant de subvention de 5 660 000 €, et une deuxième décision du 1^{er} Ministre en date du 3 octobre 2011 a accordé pour le projet de « Montpellier à la Mer » un montant de subventions de 4 638 900 € concernant les actions sélectionnées suivantes :

Actions transversales (territoire de l'EcoCité) :

Ville en alerte gestion intégrée du risque hydrologique

3.1.1. Système de surveillance et gestion en temps réel du risque hydrologique

3.1.3. Aménagement des dispositifs de rétention et de dépollution équipé de capteurs

Mobilité

3.2.1. Gestion Multimodale des Déplacements de l'Agglomération de Montpellier (GEMDAM)

3.2.2. Espace Multimodal Montpellier Agglomération (EMMA)

Actions territoriales

Secteur Port Marianne

Ilot H – La Mantilla

4.2.1.1. Mobilité innovante : parking mutualisé et bornes de charges véhicules électriques

4.2.1.3. Energie : Performance énergétique et limitation des gaz à effet de serre

Ilot Rive Gauche

4.2.2.1. Energie : Accompagnement innovant des performances énergétiques

4.2.2.4. Mobilité : Susciter l'utilisation des modes doux

Ilot Picasso

4.2.3. Energie : Groupe scolaire BEPOS Chengdu Ville de Montpellier

Trois actions retenues par le comité de pilotage national EcoCité sont dites « *pré-sélectionnées* » et concernent les montages opérationnels dits à participations qui supposent un travail supplémentaire de définition du point de vue juridique et financier avant accord financier du comité de pilotage national EcoCité. Il s'agit, sur l'opération d'aménagement « Route de la Mer », de trois projets situés sur le Parc de l'Aéroport (devenue EcoPôle) autour de l'énergie, de la mobilité et du commerce.

Deux actions retenues par le comité de pilotage EcoCité sont dites « *éligibles* », car elles répondent globalement au cahier des charges de l'appel à projets EcoCité mais nécessitent à leur stade de réflexion d'être précisées pour faire l'objet d'une décision ferme et définitive du comité de pilotage (réseau chaleur par tri-génération sur filière bois et lutte contre le phénomène d'îlot de chaleur urbain). Les précisions requises seront apportées dans le cadre de dossiers complémentaires annexés ultérieurement à la convention locale.

Afin de mettre en œuvre les premières actions sélectionnées et de mobiliser les fonds obtenus, les partenaires composés de la Caisse des Dépôts et Consignations, de l'Etat, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ont établi deux conventions l'une pour le Projet Ligne 4 de tramway, l'autre pour le projet de Montpellier à la Mer ayant pour objet de préciser la stratégie globale du projet EcoCité et d'autre part de préciser les modalités d'interventions des fonds relatives aux actions sélectionnées en permettant au différents maître d'ouvrages concernés notamment la Ville de Montpellier, la SERM, la SAAM et la SA Transdev de bénéficier des subventions d'ingénierie et d'investissement.

La convention relative aux actions EcoCité prévoit la possibilité d'intégrer des actions sélectionnées postérieurement à la date de sa signature sur la base de lettres d'adhésion.

La convention prend effet à la date de signature et reste en vigueur jusqu'au 30 septembre 2020.

Chacune de ces actions doit faire l'objet d'une fiche présentant le projet, ses conditions de mise en œuvre et son plan de financement. Ces fiches devront être annexées au projet de convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du projet des deux conventions, établie entre la Caisse des Dépôts et Consignation, l'Etat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'une pour le Projet Ligne 4 de tramway, l'autre pour le projet de Montpellier à la Mer associant les partenaires dont, la Ville de Montpellier, la SERM, la SAAM et la SA Transdev,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions locales ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°6 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – CRÉATION D'UNE ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉE - COMMUNE DE CASTELNAU LE LEZ - SABLASSOU - OBJECTIFS ET MODALITÉS DE CONCERTATION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la

Commission Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, les Communes de Castelnaud le Lez, Montpellier, Lattes et Pérols, ont été retenues dans le cadre de la démarche Ecocité pour leur projet urbain « De Montpellier à la mer » parmi 13 lauréats sélectionnés au niveau national dans le cadre du plan « Ville durable », initié par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'ADEME. Ce projet urbain est ainsi reconnu comme une opération emblématique d'un nouvel urbanisme durable, novateur et ambitieux.

Sur environ 2 500 hectares, le territoire de l'EcoCité intègre des projets majeurs développés sur les 4 Communes, dont en particulier, le projet urbain Sablassou sur la Commune de Castelnaud le Lez. Ce projet constitue l'objet de la présente délibération.

Situé dans la partie Sud du territoire de la Commune de Castelnaud le Lez, le site de Sablassou s'étend sur une centaine d'hectares. Il constitue l'une des principales composantes du site à plus grande échelle « Millénaire – Sablassou » pour lequel le SCOT a reconnu un caractère stratégique au regard des enjeux qui s'y attachent. Le PLU de la commune, approuvé le 29 juin 2007, a inscrit cette même vocation stratégique dans son PADD. De fait, le site de Sablassou a vocation à accueillir deux éléments de programme majeurs :

- un Pôle d'Echange Multimodal interconnectant notamment le TER et deux lignes de tramway : l'actuelle ligne n°2 et la future ligne n°6 qui viendra structurer l'ensemble du site ; ces infrastructures de transport collectif conféreront au site une qualité d'accessibilité majeure qui justifie sur ce site le développement d'un projet urbain ambitieux.

- le Pôle Régional de Gérontologie (PRG) : Il s'agit d'un projet novateur, conçu par l'Agence Régionale de Santé (ARS) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier en lien avec la Commune de Castelnaud le Lez. Ce pôle vise à regrouper, au sein d'un quartier mixte et intergénérationnel, un ensemble d'équipements, services et activités dédiés aux personnes âgées, depuis la prévention jusqu'à l'accompagnement en fin de vie ; ce projet vise notamment à mettre en synergie des compétences et des services alliant centres de recherche, centres de formation et clusters du secteur de la santé.. Les tous premiers éléments de ce pôle trouveront leur place au sein de l'opération mitoyenne Extension Eureka, rapidement opérationnelle, puis ce pôle se développera progressivement dans le cadre de la création du quartier Sablassou.

Cette opération intègre les fortes intentions de l'EcoCité en terme d'innovation, notamment concernant la gestion hydraulique, la performance énergétique, la préservation de la biodiversité et de la qualité paysagère du site, l'organisation des déplacements autour du réseau de tramway, l'instauration d'une mixité sociale, fonctionnelle et intergénérationnelle.

Cette Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) s'inscrit dans le cadre d'une part de la compétence communautaire d'aménagement de l'espace visant un développement urbain mixte telle que définie par la délibération n°10109 du 21 avril 2011, et d'autre part de la compétence communautaire développement économique.

Il convient d'associer la population et les acteurs concernés à l'élaboration du projet urbain et de définir pour cela des objectifs et des modalités de concertation avec le public, conformément aux dispositions de l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme. Celui-ci dispose notamment que doivent être associés, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole.

Le périmètre objet de la concertation du public en vue de l'opération d'aménagement Sablassou, représente une superficie totale d'environ 120 hectares situés sur le territoire de Castelnaud le Lez.

Il est délimité :

- au Nord par la voie ferrée,
- à l'Ouest par l'avenue Marcel Dassault,
- au Sud et à l'Est par l'avenue Philippe Lamour et par la limite de l'extension urbaine prévue au SCOT.

Il est proposé de retenir pour la réalisation de cette opération les objectifs suivants :

- **Intégrer la question hydraulique dans la conception du projet** : Le régime des pluies méditerranéennes, la topographie du site, très peu dénivélé, et la faible profondeur de la nappe doivent être pris en compte pour la conception du système de gestion des eaux pluviales. Les objectifs sont de limiter l'imperméabilisation des sols, afin de limiter le besoin de rétention, et d'intégrer cette dernière de façon qualitative au tissu urbain en en faisant un élément de structuration de la trame paysagère du futur quartier. Dans ces termes, l'hydrologie apparaît comme un élément fondateur du projet.

- **Construire une ville mixte et intergénérationnelle** : Le projet de PRG offre l'occasion de concevoir un quartier mêlant intelligemment habitat diversifié, équipements et services de quartier (école, commerces...), établissements et activités dédiées aux personnes âgées de rayonnement régional, et activités tertiaires banalisées. Cette mixité, enjeu social majeur, doit permettre aussi de développer la ville des proximités en rapprochant l'emploi de l'habitat. Elle devra prendre corps dans l'armature d'espaces publics et dans une organisation des formes urbaines qui mixte les fonctions. Cette mixité passera aussi par la reconnaissance d'un hameau préexistant, dont la préservation et les possibilités d'évolution seront intégrées au projet.

- **Construire la ville de la biodiversité insérée dans le grand paysage** : Le projet devra s'appuyer sur une trame paysagère forte qui réponde à plusieurs impératifs : intégrer les contraintes hydrauliques évoquées ci-dessus, préserver, au cœur du site, les mas et leurs boisements dans une logique patrimoniale et paysagère, dégager de vastes espaces verts répondant au principe d'intensité paysagère prévu au SCOT, organiser une

frange urbaine qualitative et pérenne qui permette à l'activité agricole située en limite d'être pérennisée et confortée, et qui offre une entrée de ville soignée depuis l'avenue Philippe Lamour. Cette trame paysagère offrira une réserve de biodiversité et assurera l'insertion du futur quartier dans le grand paysage.

- **Organiser les déplacements à partir des mobilités durables** : Le site va bénéficier d'une exceptionnelle desserte en transports en commun avec un Pôle d'Echange Multimodal interconnectant le TER, la ligne n°2 et la future ligne n°6 qui traversera tout le site. Aussi il convient de tirer le meilleur profit de cette desserte par une armature d'espaces publics et une organisation des formes urbaines qui optimisent l'usage des transports en communs et leurs intermodalités avec les autres modes, en intégrant les besoins spécifiques des différents usagers (notamment les personnes âgées).

- **Maîtriser la performance énergétique et la ville à bas carbone au regard des caractéristiques du climat méditerranéen** : Dans la perspective du réchauffement climatique (horizon 2030-2050) et dans l'optique d'une EcoCité à bas carbone très faiblement consommatrice, la mobilisation des ressources renouvelables ou issues de la récupération disponibles localement sera recherchée. Aussi, une bonne connaissance des particularités et exigences du climat méditerranéen permettra une adaptation réussie des niveaux de performances des bâtiments. Le pilotage des réseaux intelligents de distribution énergétique (Smart Grids) permettra de rationaliser l'offre globale et de procéder à des économies substantielles par la mise en place de solutions de suivi des consommations énergétiques. Par ailleurs, la réalisation de bâtiments à basse consommation dont le confort est maintenu lors d'épisode climatiques à effets caniculaires constitue également un objectif essentiel à atteindre.

L'ensemble de ces objectifs doit converger et s'intégrer dans un projet de développement intégré durable et solidaire, dont il constitue les fondements. De plus, l'Ecocité oeuvrant comme un laboratoire de la transformation urbaine, ces objectifs préfigurent les démarches de développement durable à déployer sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Afin d'informer largement les populations et les acteurs du territoire, il est proposé de retenir au moins les modalités de concertation suivantes :

- Une réunion publique de concertation, dont l'heure et le lieu feront l'objet d'une annonce par voie de presse, et à laquelle seront invitées la Commune, la Chambre d'Agriculture, la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre des Métiers et l'Agence Régionale de la Santé (ARS) ;
- Une ou plusieurs réunions thématiques, auxquelles seront notamment invités les Chambres Consulaires et les acteurs socioprofessionnels concernés,
- Une mise à disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et en mairie de Castelnaud le Lez, durant une période d'au moins 1 mois, du dossier d'étude de l'opération d'aménagement d'ensemble de Sablassou et de panneaux d'information accompagnés d'un registre sur lequel chacun pourra consigner ses observations ;
- Une transmission de ce dossier pour avis aux Chambres consulaires et à l'ARS,
- un article dans le journal d'information de la Communauté d'Agglomération de Montpellier « Harmonie » et dans le journal d'information de Castelnaud le Lez.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs poursuivis par l'opération d'aménagement d'ensemble Sablassou projetée, sur la commune de Castelnaud le Lez, ainsi que les modalités de concertation ci-dessus exposées,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°7 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE LATTES - ZONE D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRE COMMUNAUTAIRE NORD-BOIRARGUES - DEMANDE DE CRÉATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Au nord du quartier de Boirargues, à forte densité urbaine, et au sud de l'autoroute A9, se situe une partie du territoire de la Commune de Lattes principalement composée de terrains agricoles non bâtis, d'une superficie d'environ 70 hectares, situés en zone A et AU du PLU.

Cette portion du territoire Lattois fait partie d'un secteur d'environ 350 hectares inscrit en 2006 par le SCOT de Montpellier Agglomération comme « site stratégique », voué au projet d'aménagement urbain « de Montpellier à la mer », projet labellisé « EcoCité » en 2010 dans le cadre de la démarche nationale engagée par l'État.

Ce projet d'aménagement communautaire s'inscrit dans les objectifs d'innovation durable de la démarche EcoCité en matière de mobilités, d'hydraulique, de rapport Ville-Nature, de biodiversité, de mixité urbaine et d'approche énergétique et climatique.

Il consiste à la fois à réaliser des équipements de grandes infrastructures (prolongement de la ligne 1 du tramway, doublement de l'A9, nouvelle LGV « Contournement Nîmes-Montpellier » et quartier Gare TGV et à offrir des fonctions urbaines diversifiées, dans le respect des sites naturels à protéger.

Les enjeux liés au projet du futur quartier Gare TGV, situé sur les Communes de Montpellier et de Lattes, sont d'importance puisqu'il s'agit de créer un pôle urbain d'échelle métropolitaine à partir notamment :

- de la constitution du « hub » Montpelliérain associant les deux gares ferroviaires et l'aéroport ;
- de la concrétisation d'un pôle d'activités tertiaires de niveau européen intégré à un cadre urbain mixte ;
- d'une approche environnementale ambitieuse, en relation avec la démarche EcoCité.

Alors que cette zone fait l'objet de pressions spéculatives extrêmement fortes, et que, sur la Commune de Montpellier, a été créée en 2007 la Z.A.D. (Zone d'Aménagement Différé) « Pont Trinquat-Méjanelle », la Commune de Lattes ne dispose pas des outils de maîtrise foncière adaptée à cette situation.

Il convient donc, compte tenu des enjeux d'intérêt communautaire, de confier à la Communauté d'Agglomération de Montpellier la conduite d'une action foncière à même de garantir la mise en œuvre de son projet d'aménagement urbain.

Il apparaît donc nécessaire de solliciter de Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault pour la création d'une zone d'aménagement différé et la désignation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier comme titulaire du droit de préemption, sur l'ensemble du périmètre concerné, d'environ 70 hectares, comme délimité sur le plan annexé.

Par délibération n°del2011-315 en date du 19 décembre 2011, la Commune de Lattes a considéré :

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.210-1, L.212-1 et suivants, L.213-1 et suivants, L.300-1, R.212-1 et suivants, R.213-1 et suivants,

CONSIDERANT qu'il est dans l'intérêt général de se prémunir contre le risque d'une évolution non maîtrisée du prix des terrains en raison de la forte pression foncière constatée sur ce territoire.

CONSIDERANT que la Commune de Lattes ne dispose pas de zones constructibles suffisantes aujourd'hui pour répondre à cette demande, aux enjeux d'aménagement d'ensemble de ce futur quartier et qu'il est nécessaire de constituer des réserves foncières destinées à :

- garantir la mise en œuvre de son projet urbain,
- organiser le tissu, l'extension et l'accueil des activités économiques,
- réaliser des équipements collectifs,
- mettre en œuvre une politique locale de l'habitat,
- se prémunir contre le risque d'une évolution non maîtrisée du prix des terrains.

CONSIDERANT que le périmètre de la ZAD proposé permet de réaliser à moyen-long terme l'extension urbaine raisonnée et maîtrisée de la Commune en rééquilibrant son urbanisation vers le nord, en continuité avec le bâti, de promouvoir une organisation et un développement plus harmonieux, et de favoriser ainsi une vie sociale plus active ; que ce développement est pertinent, tant en terme de configuration urbaine et de consommation d'espace, qu'au regard de la présence à proximité de la zone des différents réseaux.

CONSIDERANT que le périmètre de la ZAD proposé permet également la réalisation d'équipements d'intérêt général tels les réseaux de transport, dans le respect d'une intégration harmonieuse et adaptée à l'environnement, mais aussi les aménagements, installations et constructions liés au maintien et au développement des activités agricoles, le tout dans le respect des espaces naturels et agricoles.

CONSIDERANT par ailleurs que ce projet d'aménagement se fait :

- conformément aux orientations prévues au Document d'Orientations Générales du SCOT de l'Agglomération adopté le 17 février 2006, notamment en termes de localisation des extensions urbaines, d'équipements structurants et d'intérêt général, de maintien et de développement d'activités agricoles, de mixité de l'urbanisation et d'intensité de développement ;
- dans le respect des engagements souscrits dans le cadre du PLH de l'Agglomération de Montpellier adopté le 21 décembre 2004 et modifié le 16 mai 2007, en ce qui concerne le volume et le rythme de production des logements.

Ce projet de création de Zone d'Aménagement Différé répond aux objectifs stratégiques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière de politique foncière.

Les motivations formulées dans la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Lattes sont en tous points pertinentes et conformes à l'intérêt communautaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de création d'une ZAD dans le périmètre de 70 hectares environ sur le secteur "Nord-Boirargues", Commune de Lattes, tel que délimité sur le plan joint;
- demander à Monsieur le Préfet la création de cette ZAD;
- demander que la Communauté d'Agglomération de Montpellier soit titulaire du droit de préemption dans la ZAD;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à effectuer les formalités et signer tous actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°8 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – RÉVISION GÉNÉRALE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DE JUVIGNAC - PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Commune de Juvignac a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), arrêté par délibération du Conseil Municipal du 14 novembre 2011.

Celui-ci correspond à une version amendée du projet de PLU arrêté le 9 novembre 2010 pour lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier a émis un avis favorable, assorti de recommandations, lors de son Conseil en date du 26 janvier 2011.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler un avis sur ce nouveau projet au titre de ses compétences.

Le projet de PLU s'inscrit dans une perspective de croissance de sa population estimée à environ 6000 habitants supplémentaires à l'horizon 2025. Cette dynamique démographique est portée par un objectif de production annuel d'environ 180 logements, soit près de 2 400 logements supplémentaires à l'horizon 2025.

Dans cette perspective, le projet de PLU prend appui sur deux principaux secteurs de développement situés en zone 1AU1 et 2AU, pour lesquels deux procédures de révisions simplifiées du POS en vigueur ont permis de mettre en œuvre, de manière anticipée, les objectifs du PLU : le futur quartier des Constellations (environ 1 300 logements dont 30 % de logements locatifs sociaux) et l'opération Courpouiran / Marco Polo (160 logements dont 30% de logements locatifs sociaux).

Un troisième secteur d'extension urbaine est identifié par le projet de PLU sur le site de la Carrière de l'Ort (zone 1AU2), au Sud de l'échangeur de Courpouiran. D'une superficie de 4 hectares, cette zone AU permet la réalisation d'une centaine de logements, dont 30% de logements locatifs sociaux. Toutefois, cette zone ne fait l'objet d'aucun encadrement en matière d'organisation spatiale. Aussi, le PLU finalisé gagnerait à intégrer, a minima, une orientation d'aménagement permettant une meilleure maîtrise de l'urbanisation du site.

Enfin, le PLU identifie un secteur de réinvestissement urbain sur le site dit de la Bergerie (zone UA2b), en entrée de ville, au droit de l'échangeur de Courpouiran. Il y prévoit la réalisation d'un aménagement d'ensemble permettant la reconversion de terrains actuellement occupés par des activités industrielles et de travaux publics. Ce site fait l'objet d'une orientation d'aménagement élaborée avec l'appui des services de la Communauté d'Agglomération préfigurant l'organisation d'un quartier mixte intégrant un équipement en façade sur l'autoroute A750.

Ce projet de reconversion urbaine prend appui sur la troisième ligne de tramway dont le prolongement, conformément aux orientations du Plan de Déplacements Urbains (PDU), est susceptible de desservir le site de la Bergerie, au contact de l'échangeur de Courpouiran. Toutefois il n'y a pas lieu, à ce stade, d'inscrire un emplacement réservé au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la réalisation d'un parking tramway ; emplacement qu'il conviendra donc de supprimer dans le PLU finalisé. Complémentairement et afin d'ajuster les limites d'urbanisation au regard du plan de secteur du SCOT, il appartiendra au PLU finalisé de conserver le classement en zone naturelle des terrains s'inscrivant dans le lit majeur du ruisseau de la Fontaine de Courpouiran.

Conformément au Programme Local de l'Habitat (PLH) et compte tenu du déficit de logements locatifs sociaux constaté au 1^{er} janvier 2010 (le parc de logements locatifs sociaux ne représente que 7% du parc total de résidences principales), le projet de PLU fixe un objectif de réalisation d'au moins 25% de logements locatifs sociaux, soit au moins 600 logements locatifs sociaux à l'horizon 2025.

Par-delà les objectifs spécifiques prévus dans les trois secteurs de projet Constellations, Marco Polo et Carrière de l'Ort, la Commune a introduit, en zone pavillonnaire UD, une prescription de mixité sociale permettant d'appliquer, de manière diffuse, une part minimale de 25% de logements locatifs sociaux dans toute opération comprenant au moins 1 500 m² de SHON à usage d'habitat.

Si l'intégration de cette prescription participe des outils recommandés pour la mise en œuvre du PLH, il est à souligner que sa seule application sur des secteurs pavillonnaires ne disposant que de faibles capacités constructives risque de ne concerner qu'un nombre très limité d'opérations.

Aussi et compte tenu de la taille limitée des opérations de logements rendues possibles par les règles du PLU, il conviendrait d'abaisser le seuil d'application de cette prescription à 1 000 m² de SHON au plus.

Par ailleurs et afin d'assurer une bonne répartition du logement sur le territoire communal ainsi que de garantir une réelle efficacité à cette disposition réglementaire, et comme évoqué lors d'échanges préalables avec la Commune notamment par courrier en date du 25 octobre 2011, la Communauté d'Agglomération renouvelle sa recommandation visant à appliquer le principe de mixité sociale en priorité dans les zones urbaines centrales disposant de capacités constructives substantielles, à savoir les zones UA et UC, et notamment sur le secteur de la Bergerie et sur les emprises du complexe sportif de Caunelle.

Sans une application généralisée à l'ensemble des zones urbaines de la Commune et sans un abaissement de son seuil de déclenchement, il est à craindre que cette prescription n'ait pas d'effet significatif et ne permette pas le nécessaire rattrapage du retard observé en matière d'offre de logements locatifs sociaux.

Concernant la maîtrise de l'étalement urbain et la préservation du grand paysage, le projet de PLU prévoit une armature d'espaces naturels et agricoles qui met en œuvre efficacement les orientations du SCOT. Il détermine deux secteurs naturels faisant l'objet de dispositions spécifiques : les thermes de Fontcaude et le secteur de Naussargues.

D'une superficie d'environ 92 hectares, la zone N2, correspondant au Domaine de Fontcaude, est identifiée au

SCOT comme relevant des parcs et espaces de loisirs et peut, à ce titre, accueillir les équipements et constructions liés à leur vocation. Dans cette optique, le projet de PLU gagnerait à définir plus précisément les équipements strictement nécessaires au golf et aux thermes de Fontcaude.

La zone N1, correspondant en partie au périmètre de la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) de Naussargues, n'autorise que l'extension limitée des constructions existantes. Cette disposition permet une maîtrise des phénomènes de mitage et préserve, sur le long terme, la faisabilité du projet d'aménagement de ce site d'échelle intercommunale et identifié comme stratégique au SCOT.

Les zones agricoles, quant à elles, font l'objet de dispositions réglementaires volontaristes visant à limiter la constructibilité aux seuls besoins de l'activité agricole afin de garantir la pérennité du potentiel agronomique des terroirs communaux.

En matière de paysage et compte tenu de la présence de grands axes routiers sur le territoire communal, le traitement des entrées de ville pourra utilement être complété par une réglementation spéciale de publicité, en application des articles L. 581-14 et suivants du Code de l'Environnement.

En matière de prévention du risque lié au ruissellement pluvial, le document d'urbanisme pourra utilement intégrer un schéma communal d'assainissement pluvial, apte à mettre en cohérence des prescriptions techniques détaillées à l'échelle des opérations d'aménagement comme à l'échelle parcellaire.

En matière de mobilité et en lien avec le Plan de Déplacements Urbains, le projet de PLU répond aux enjeux de proximité en organisant, en particulier, un réseau d'itinéraires pédestres et cyclables à l'échelle communale. De manière complémentaire et afin d'optimiser la chaîne de déplacement avec le tramway, il conviendra d'intégrer au projet de PLU des dispositions généralisant la réalisation de locaux adaptés au stationnement des vélos dans les constructions nouvelles des zones urbaines ou à urbaniser.

Par-delà ces observations et comme convenu avec la Commune de Juvignac lors d'échanges préalables, des propositions d'adaptations mineures, d'ordre réglementaire, seront précisées par les services communautaires, notamment en matière d'optimisation de gestion et de collecte des déchets, dans le cadre de la mise au point définitive du PLU. En outre, il convient de signaler que l'actualisation du zonage d'assainissement sera engagée de manière coordonnée avec le PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître à la Commune l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°9 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – RÉVISION GÉNÉRALE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DE PRADES LE LEZ - PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Commune de Prades le Lez a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), arrêté par délibération du Conseil Municipal du 16 novembre 2011. Conformément à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler un avis sur ce projet au titre de ses compétences.

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) vaut révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la Commune, approuvé le 20 mai 1999, redevenu document opposable suite à l'annulation contentieuse du PLU approuvé en 2005.

Le projet de PLU prend appui sur le travail réalisé dans le cadre du PLU de 2005 dont il conserve les orientations générales issues d'une première étude urbaine réalisée en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité poursuivre son soutien en attribuant à la Commune, en 2009, un fonds de concours destiné à cofinancer le programme d'études d'élaboration du PLU ; celui-ci ayant vocation, notamment, à définir une stratégie de réinvestissement urbain le long de la RD17 et sur le secteur du Nouau.

Ce nouveau projet de PLU s'inscrit dans une perspective de croissance démographique estimée à environ 2000 habitants supplémentaires à échéance d'une dizaine d'années.

Cette dynamique est principalement portée par la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) multisites « Projet Horizons » pour laquelle une procédure de mise en compatibilité du POS, en date du 10 mai 2010, a permis d'anticiper les objectifs du PLU.

Cette ZAC prend appui sur les sites de la Cantarelle (0,8 ha), du Viala-Est (2,9 ha), du Nouau (2,6 ha), et de Coste-Rousse (9,9 ha) correspondant à un secteur d'extension urbaine potentielle identifié dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'Agglomération de Montpellier.

Elle prévoit la réalisation, d'ici 2016, d'environ 450 logements, dont au moins 30 % de logements locatifs

sociaux, conformément aux objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH).

A moyen terme et à la suite de la ZAC « Projet Horizons », le projet de PLU prévoit d'engager un processus de réinvestissement urbain le long de la RD17, axe identifié au Plan de Déplacements Urbains pour accueillir la future ligne 5 du réseau de tramway. Dans l'attente d'une précision apportée aux caractéristiques et au calendrier de ce projet de transport en site propre, le projet de PLU met en place, à ce stade, un « périmètre d'aménagement global », au sens de l'article L. 123-2a du Code de l'Urbanisme. Ce périmètre, valable pour une durée de cinq au plus, a pour objet d'éviter la réalisation de constructions qui viendraient contraindre la mise en œuvre ultérieure d'un projet global de réinvestissement urbain.

En matière de mixité sociale, le projet de PLU introduit une prescription permettant d'appliquer une part minimale d'un tiers de logements locatifs sociaux dans toute opération supérieure à 600 m² de SHON située en zones urbaines (UA, UB, UC et UD). Cette prescription participe des outils recommandés pour la mise en œuvre du PLH.

Cette disposition s'applique notamment sur trois secteurs dotés de règles de hauteur et de densité incitatives (R+2, COS de 0,5) : le secteur UB situé au Nord du centre-village, le secteur UE2 correspond à l'emprise de la cave coopérative et le secteur UC2 en limite Sud du centre-village.

En dehors de ces trois secteurs, le projet de PLU conforte des règlements de zones pavillonnaires de faible densité (COS de 0,2 et 0,3) y compris dans le vaste secteur du Nouau récemment desservi par le réseau d'assainissement collectif.

Aussi et afin de répondre pleinement aux orientations du SCOT et permettre une véritable mixité des formes et des programmations urbaines, la Communauté d'Agglomération de Montpellier renouvelle sa recommandation visant à poursuivre une stratégie d'optimisation des capacités constructives de l'ensemble des zones urbaines.

Dans cette optique, le projet de PLU gagnerait à autoriser, a minima, des COS de 0,4 et des hauteurs permettant la réalisation d'opérations en R+2 ; ceci permettant, par ailleurs, de garantir une certaine efficacité dans l'application de la prescription de mixité sociale.

Concernant la maîtrise de l'étalement urbain et la préservation du grand paysage, le projet de PLU prévoit une armature d'espaces naturels et agricoles qui met en œuvre efficacement les orientations du SCOT. En particulier, les zones agricoles font l'objet de dispositions réglementaires volontaristes visant à limiter la constructibilité aux seuls besoins de l'activité agricole afin de garantir la pérennité du potentiel agronomique des terroirs communaux.

En matière de prévention du risque lié au ruissellement pluvial, le document d'urbanisme pourra utilement intégrer un schéma communal d'assainissement pluvial, apte à mettre en cohérence des prescriptions techniques détaillées à l'échelle des opérations d'aménagement comme à l'échelle parcellaire.

En matière de mobilité et en lien avec le Plan de Déplacements Urbains, le projet de PLU répond aux enjeux de proximité en organisant, en particulier, un réseau d'itinéraires pédestres et cyclables à l'échelle communale. De manière complémentaire, il généralise la réalisation de locaux adaptés au stationnement des vélos dans les constructions nouvelles.

Par-delà ces observations et comme convenu avec la Commune de Prades le Lez lors d'échanges préalables, des propositions d'adaptations mineures, d'ordre réglementaire, seront précisées par les services communautaires, notamment en matière d'optimisation de gestion et de collecte des déchets, dans le cadre de la mise au point définitive du PLU. En outre, il convient de signaler que l'actualisation du zonage d'assainissement sera engagée de manière coordonnée avec le PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître cet avis à la Commune de Prades le Lez afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°10 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – SITE NATURA 2000 « HAUTES GARRIGUES DU MONTPELLIÉRAIS » - CONVENTION DE PARTENARIAT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Natura 2000 est un réseau européen institué par la directive sur la conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvages, du 21 mai 1992. En cours de constitution, ce réseau doit permettre de réaliser les objectifs fixés par la Convention sur la diversité biologique, adoptée lors du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée par la France en 1996.

Comme l'ensemble des États membres de l'Union Européenne, la France a sélectionné sur son territoire les sites naturels susceptibles de contribuer à la formation du réseau Natura 2000.

Dans cette perspective, l'Etat a désigné, par arrêté ministériel en date du 29 octobre 2003, sous l'appellation "site Natura 2000 Hautes Garrigues du Montpelliérais" une Zone de Protection Spéciale (ZPS), identifiée au

titre de la directive européenne dite "directive Oiseaux" de 1979.

Au stade actuel des études, le périmètre de la ZPS concerne 6 intercommunalités : la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour 538 hectares situés à l'Ouest des Communes de Montaud et Saint-Drézéry représentant 1% de la superficie du site et les 5 Communautés de Communes Lodévois Larzac, Ceps et Sylves, Cévennes Gangeoises et Suménoises, Vallée de l'Hérault et Grand Pic Saint Loup. Près de 95 % du périmètre de la ZPS sont compris dans le territoire de ces deux dernières Communautés de Communes.

Le dispositif de pilotage établi par l'Etat prévoit que chaque site Natura 2000 soit géré par une collectivité territoriale. La Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup, qui à elle seule contient 68% de la zone de protection, s'est portée candidate et a été retenue pour être structure porteuse de la phase d'élaboration du document d'objectifs ou "DOCOB".

Le DOCOB constitue le document de gestion propre à chaque site. Etabli conformément à une méthodologie nationale, il permet de déterminer, sur la base d'un diagnostic écologique et socioéconomique, les enjeux et objectifs de conservation, mais aussi les mesures à mettre en œuvre et leurs conditions d'accompagnement financier.

Lors du dernier comité de pilotage de la démarche d'élaboration de ce document, qui a désigné la structure porteuse, il a été convenu que chaque EPCI contribuerait au financement de la part des dépenses non subventionnée par l'Etat et l'Europe qui interviennent à hauteur de 80%. Les 20% restant à la charge des collectivités s'élèvent à 30 000 € T.T.C. La clé de répartition choisie, comme le plus souvent pour ce type de projet, est assise sur la population et sur la superficie des communes concernées. Les deux critères sont pondérés respectivement à hauteur de 30 et 70%.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier la contribution s'élève ainsi à 1,65 % du montant restant à la charge des collectivités, soit 496 €. Ce montant sera mobilisé à part égale sur 2 ans (2012 et 2013).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communautés de Communes Lodévois Larzac, Ceps et Sylves, Cévennes Gangeoises et Suménoises, Vallée de l'Hérault et Grand Pic Saint Loup pour élaborer le DOCOB du site Natura 2000 "Hautes Garrigues du Montpelliérais",
- approuver le montant de la subvention versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup, désignée structure porteuse de l'élaboration du DOCOB,
- dire que les crédits nécessaires à la subvention sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°11 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE TRUC DE LEUZE - MONTPELLIER - TRAITÉ D'ADHÉSION - PROTOCOLES TRANSACTIONNELS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence « Développement économique », la Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé le Parc 2000 et son extension entre le quartier de la Mosson et le quartier de Celleneuve. Le Parc d'Activités « Parc 2000 » est aujourd'hui totalement occupé et le Parc d'Activités « extension Parc 2000 » est au deux tiers commercialisé.

Ces aménagements à caractère public clôtureraient le maillage opérationnel du secteur où se trouvent également les sites de SANOFI et le complexe départemental « Pierres Vives », s'il ne restait au sud et en bordure de la rue du Pilory, une poche de terrains en friche non équipés et non viabilisés d'une superficie d'environ 4 hectares.

Par délibération en date du 13 février 2007, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement des procédures de Déclaration d'Utilité Publique et enquête parcellaire pour la constitution d'une réserve foncière sur des parcelles situées à Montpellier, délimitées au Nord-Ouest de l'angle formé par le croisement des rues du Pilory et Favre de Saint Castor, au lieu-dit Truc de Leuze et représentant une superficie d'environ 4 hectares.

Un arrêté déclarant la constitution de cette réserve foncière d'Utilité Publique et rendant ces parcelles cessibles au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été pris par Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault le 2 juillet 2007.

Les parcelles cadastrées TX 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37 et 38, classées en zone AUO au PLU de Montpellier, ont fait l'objet d'une ordonnance d'expropriation rendue le 12 novembre 2007 au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, non frappée de recours et publiée à la Conservation des Hypothèques le 23 février 2010. Le transfert de propriété est donc devenu définitif. Cependant pour prendre possession des terrains, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devait payer aux expropriés les

indemnités dues.

La Communauté d'Agglomération n'ayant pu obtenir un accord amiable, a saisi Monsieur le Juge de l'Expropriation afin de faire fixer les indemnités dues. Le juge des expropriations a fixé le prix à 30 €/m² plus une indemnité de emploi.. Six des huit propriétaires ont décidé de faire appel. Cet appel est toujours pendant devant la Cour d'Appel de Montpellier..

Parallèlement, ces mêmes expropriés ont obtenu selon jugement du 22 septembre 2009 près le Tribunal Administratif de Montpellier, l'annulation de l'arrêté préfectoral déclarant l'Utilité Publique de la réserve foncière. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a interjeté appel de ce jugement le 12 novembre 2009. La Cour d'Appel de Marseille dans un arrêt le 10 octobre 2011 a confirmé l'annulation. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a saisi le Conseil d'Etat le 25 novembre 2011.

Enfin et ce dans le même temps les expropriés ont saisi la juridiction administrative pour demander la modification du Plan Local d'Urbanisme de Montpellier afin de faire évoluer la zone AUO-7 vers un classement en zone AU constructible. Par jugement en date du 27 mai 2010, le Tribunal Administratif de Montpellier a estimé que les réseaux desservant ces parcelles présentaient une capacité suffisante ne permettant pas de justifier leur maintien en zone AUO stricte du Plan Local d'Urbanisme et a enjoint la Ville de Montpellier à engager une procédure de modification de ce dernier. En conséquence, celle-ci a procédé à la modification, et par délibération de son Conseil Municipal du 9 mai 2011, a classé cette zone en 4AU1-3 dans son PLU.

Afin de mettre un terme à toutes les procédures contentieuses et après négociations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et cinq des six propriétaires concernés ont abouti à un accord qui prévoit les dispositions suivantes :

- adhésion des expropriés susvisés ou de leurs ayants droits à l'ordonnance d'expropriation du 12 novembre 2007 ;
- désistement, des expropriés susvisés ou de leurs ayants droits, des appels principaux interjetés devant la Chambre des expropriations de la Cour d'appel de Montpellier ;
- désistement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des appels incidents formés devant la Chambre des expropriations de la Cour d'appel de Montpellier, ;
- engagement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de payer à chacun des expropriés susvisés ou à leurs ayants droits une indemnité complémentaire de 18 € par m², assortie d'une indemnité de emploi en raison de la modification de zonage des parcelles TX 27 à 38.

En conséquence et au regard des négociations abouties, la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert les parcelles suivantes : TX 27,28,29 d'une superficie totale de 8 714 m² à M. B. FABRE, TX 35 et 36 d'une superficie totale de 4 423 m² à M^{me} H. FLORENTIN, TX 33 d'une superficie totale de 3 199 m² à l'Indivision DELMAS, TX 37 d'une superficie totale de 1 269 m² à l'Indivision PEREZ et TX 34 d'une superficie totale de 4 333 m² à M. R. PIEYRE, pour un montant total de 658 140 euros plus une indemnité de emploi d'un montant total de 68 314 euros, tel que fixé par le Juge de l'Expropriation le 23 septembre 2009.

A cette indemnité se rajoute une indemnité complémentaire assortie d'une indemnité de réemploi, justifié par la modification de zonage intervenue dans le PLU de Montpellier, pour un montant total de 439 372,40 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des traités d'adhésion comportant protocoles d'accord à intervenir entre l'indivision DELMAS, l'indivision PEREZ, M. B. FABRE, M. R. PIEYRE et Mme H. FLORENTIN, d'une part, et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, d'autre part,
- autoriser l'acquisition de l'ensemble des parcelles sus visées pour un montant total de 1 165 826,40€,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 908;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les traités d'adhésion à ordonnance, les protocoles transactionnels et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°12 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 93 LOGEMENTS SOCIAUX À CASTRIES, LE CRÈS, MONTPELLIER ET PÉROLS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À L'OPH-ACM - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt. En application de son Programme Local de l'Habitat 2007-2012 adopté par délibération n°7604 du Conseil Communautaire du 16 mai 2007, elle intervient pour favoriser la réalisation dans l'ensemble de ses 31 communes de l'objectif d'au moins 25 % de logements locatifs sociaux dans la production globale de logement.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la construction de 93 logements sociaux répartis en 5 opérations, prenant place dans les communes de Castries, Le Crès, Montpellier et Pérols.

Le soutien de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposé sur la base d'une aide forfaitaire par logement de 2200 € à 10 000 € selon la difficulté à équilibrer l'opération, portant le montant total du concours de la collectivité à 459 735 €.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des cinq opérations projetées sont détaillés dans le tableau en annexe.

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10 % des logements de chaque opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention pour chaque opération.

Mesdames Capuozzi-Boualam, Fourteau et Messieurs Passet, Pastor, Pouget, et Subra ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 7 560 € pour la réalisation d'un logement locatif social, « Maison Paradan » rue du Cantonnet à Castries ; de 80 000 € pour la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence « Les Aigrettes » rue de la Guette à Pérols ; de 86 290 € pour la construction de 13 logements locatifs sociaux, résidence « Le Dolce Vita » rue du Salaison à Montpellier ; de 195 855 € pour la construction de 30 logements locatifs sociaux, résidence « Le XV » ZAC Ovalie lot 25C à Montpellier ; de 90 030 € pour la construction de 41 logements locatifs sociaux, résidence « Michelangelo » ZAC Maumarin au Crès ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mesdames Capuozzi-Boualam, Fourteau et Messieurs Passet, Pastor, Pouget, et Subra ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°13 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 14 LOGEMENTS SOCIAUX - QUARTIER « LES AIRES » À COURNONSEC - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 14 logements locatifs sociaux individuels, quartier « Les Aires » à Cournonsec. L'opération comprend 10 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Ce projet a été conçu par l'atelier d'architecture Dufoix et Lhenry.

La SA d'HLM FDI Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 443 270 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 801 056 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 233 589 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 316 371 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 92 254 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	801 056 €	233 589 €	316 371 €	92 254 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,50 % maximum (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 18 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit 18 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM FDI Habitat, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

Mme T. Capuozzi-Boualam et M. Y. Pellet ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 082 452,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 443 270 €, sollicités par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la construction de 14 logements locatifs sociaux, quartier "Les Aires" à Cournonsec ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la CDC et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mme T. Capuozzi-Boualam et M. Y. Pellet ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°14 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE DE MONTPELLIER - QUARTIER CÉVENNES - AVENANT N°2 À LA CONVENTION FINANCIÈRE POUR L'AMÉLIORATION DU PARC PRIVÉ DU PETIT-BARD - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Dans le cadre de son projet de rénovation urbaine, la Ville de Montpellier met en œuvre dans le quartier Cévennes le Plan de Sauvegarde du Petit-Bard ayant pour objet la restructuration d'une copropriété de 813 logements, aujourd'hui scindée en 9 copropriétés distinctes. Le projet comprend notamment la démolition de 483 logements, la réhabilitation des parties communes de 6 bâtiments équivalant à 330 logements, et l'amélioration sur parties privatives de 220 logements.

Par délibération n°7877 du 2 octobre 2007, le Conseil d'Agglomération a décidé de soutenir la mise en œuvre de ce plan, notamment dans son volet « réhabilitation » qui a fait l'objet d'une convention financière spécifique en date du 28 décembre 2007.

L'avenant n°2 à cette convention soumis à l'approbation du Conseil Communautaire, objet de la présente délibération, a pour objet :

- d'intégrer les évolutions du projet de rénovation urbaine,
- d'adapter le dispositif financier au nouveau régime des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et aux évolutions opérationnelles,
- de proroger l'opération jusqu'au 31 décembre 2013, soit de 16 mois supplémentaires,
- de réserver une aide au financement de la mission de suivi-animation pour la période 2012-2013.

Ainsi, il est proposé de réduire de 25 le nombre total de logements à démolir et d'augmenter d'autant le

programme de réhabilitation des parties communes, porté à 7 bâtiments représentant 355 logements, dans les conditions suivantes :

- démolition de 20 logements supplémentaires sur le bâtiment D (entrées D6 et D16), pour des raisons techniques et de sécurisation,
- réhabilitation des parties communes du bâtiment G, comportant 45 logements initialement promis à la démolition, celle-ci n'étant plus justifiée compte tenu de l'état satisfaisant de l'immeuble révélé par les études techniques.

L'objectif de rénovation des parties privatives est ramené à 145 logements, parmi lesquels 60 seront acquis et améliorés par la SERM en charge de la coordination du projet, avant d'être cédés à des propriétaires occupants modestes ou à des bailleurs s'engageant à pratiquer un loyer maîtrisé, soit 8 logements supplémentaires.

Par ailleurs, l'avenant soumis à validation prévoit une participation au financement de la mission de suivi-animation de l'opération pour la période 2012-2013, dont le montant annuel hors taxes est évalué à 243 662 €.

Aussi, l'impact financier des modifications proposées représente une hausse de 494 310 € (+ 9%) des aides publiques dédiées à la réhabilitation des logements privés du Petit-Bard.

Le montant des aides déléguées de l'ANAH est porté à 4 633 710 €, soit 430 910 € supplémentaires dont 243 662 € dédiés à l'ingénierie du programme.

La contribution sur fonds propres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la rénovation du Petit Bard demeure inchangée, à hauteur de 183 200 €.

Ses aides sont redéployées de la manière suivante :

- pour les propriétaires occupants : subvention de 20% et 25% selon le niveau de ressources, d'un plafond de travaux de 5 000 € H.T., au lieu de 15% initialement,
- pour les propriétaires bailleurs : subvention de 10% et 20% selon le niveau de loyer conventionné pratiqué, d'un plafond de travaux de 5 000 €, au lieu de 5% et 10% initialement.

En sus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier participera au financement de la mission de suivi-animation, à hauteur de 8,5% de la dépense, dans la limite de 20 700 € de subvention par an.

La Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault contribueront au surcoût de l'opération à hauteur respectivement de 5,7% et 7,2%.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 à la convention financière pour l'amélioration du Petit-Bard à intervenir entre l'ANAH, et par délégation la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- approuver le tableau financier présentant les participations financières au programme de réhabilitation du Petit-Bard, dont celle de la Communauté d'Agglomération ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant susvisé, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°15 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE TROIS LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de renouvellement urbain et copropriétés dégradées Gambetta / Figuerolles / Nord-Ecusson pour la période 2010-2015, qui contribue à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement, pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trois logements occupés par des propriétaires modestes, rue Chaptal et rue Adam de Craponne, pour un montant total de 166 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau ci-dessous :

Nom du Propriétaire	BOUKARI Mustapha	FABREGUE Corinne	BOUCHARD Christine
Caractéristiques de l'opération			
Adresse du logement	14 rue Chaptal à Montpellier		19bis rue Adam de Craponne à Montpellier
Nature de l'occupation avant travaux	logements occupés par leurs propriétaires		
Type de travaux	rénovation de la cage d'escalier en copropriété et amélioration du système de chauffage	rénovation de la cage d'escalier en copropriété	remplacement de la chaudière
Typologie	T3	T3	T1
Surface en m²	47	55	30
Coût de l'opération H.T. en €	398	450	811
Dépense subventionnée Anah en €	398	450	811
Subventions			
Subvention ANAH en €	139	158	284
Subvention Agglo en €	40	45	81
Total des subventions en €	179	203	365
Reste à charge du propriétaire H.T. en €	219	247	446

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires s'engagent à occuper leur logement pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 40 € à M. Mustapha BOUKARI demeurant 14 rue Chaptal à Montpellier, de 45 € à Mme Corinne FABREGUE demeurant 14 rue Chaptal à Montpellier et de 81 € à Mme Christine BOUCHARD demeurant 19bis rue Adam de Craponne à Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°16 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE HUIT LOGEMENTS À MONTPELLIER ET CASTRIES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Depuis le 1^{er} juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation, sur 3 ans, d'environ 300 logements anciens, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de huit logements situés à Montpellier et Castries pour un montant total de 35 278 €. Les caractéristiques de

chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans les tableaux en annexe

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires bailleurs s'engagent à pratiquer des loyers réglementés. Ils signeront une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

Les propriétaires occupants s'engagent à habiter leur logement pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 10 500 € à Mlle Delphine FOURMENT demeurant 2 rue Lavoisier à Montpellier, de 374 € à Mme Odette HIVERT demeurant 3 avenue de Castelnau à Montpellier, de 1 147 € à M. et Mme Henri CHASSEFIERE demeurant 235 rue de l'Argile à Castries, de 4 000 € à la SCI LES 3 FRERES sise 129 rue Pilon à Montpellier, de 1 564 € à M. Fabien MOUROT demeurant 4 impasse des Myrtilles à Montpellier, de 9 123 € à Mme Isabelle CAZIEN demeurant 61 rue faubourg Boutonnet à Montpellier, de 4 270 € à M. David RETIERE demeurant 9 rue des Hospices à Montpellier et de 4 300 € à M. Jean-Michel LOPEZ demeurant 47 avenue Saint Maurice de Sauret à Montpellier,
- verser à la société FDI SACICAP la subvention attribuée à Mme Isabelle CAZIEN dans le cadre du dispositif de préfinancement des subventions publiques mis en place avec cette société et conformément au mandat signé par la propriétaire,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par les propriétaires de leur engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : SANTÉ, HANDICAP, ACCESSIBILITÉ ET GÉRONTOPÔLE – RAPPORT ANNUEL 2011 D'ACCESSIBILITÉ DU RÉSEAU DE TRANSPORT EN COMMUN DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION

Mme P. MIENVILLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée de la Commission Santé, Handicap, Accessibilité et Gérontopôle, rapporte :

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, prévoit que la chaîne du déplacement, qui comprend le cadre bâti, la voirie, les aménagements des espaces publics, les systèmes de transport et leur intermodalité, soit organisée pour permettre son accessibilité dans sa totalité aux personnes handicapées et à mobilité réduite.

Conformément à la loi « handicap » de 2005, en tant qu'autorité compétente pour l'organisation du transport public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a créé une commission intercommunale pour l'accessibilité aux personnes handicapées, renouvelée par délibération n°8147 en date du 30 avril 2008, modifiée par délibération n°9831 du 29 octobre 2010.

Par délibération n°9259 du Conseil du 26 novembre 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé le schéma directeur d'accessibilité des services de transport collectif. Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier élabore un programme annuel d'actions répondant aux objectifs du schéma directeur d'accessibilité.

La commission intercommunale pour l'accessibilité est chargée d'établir un rapport annuel qui fait un bilan de l'état de l'accessibilité des services de transport collectif et élabore des propositions de nature à améliorer l'accessibilité.

Il est rappelé que le réseau tramway qui transporte 60% de la clientèle quotidienne du réseau est entièrement accessible. Au printemps 2012, avec la mise en service des lignes 3 et 4 de tramway, c'est 80% de la clientèle qui sera transportée par le tramway. La restructuration du réseau de bus associé permettra également de réformer des autobus aujourd'hui non accessibles. En conséquence, 100% du matériel roulant (tramway et bus) en exploitation sur le réseau sera accessible aux personnes handicapées.

En 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les actions suivantes en termes d'accessibilité des transports :

- mise en accessibilité de l'agence commerciale TaM située rue Jules Ferry en face du pôle d'échanges intermodal de la Gare Saint-Roch,
- réalisation des travaux de mise en accessibilité de la ligne de bus n°7 restructurée entre le quartier des Hauts de Massane et La Martelle qui ont concerné 72 arrêts,
- lancement des études de mise en accessibilité des lignes 11 et 16 restructurées entre les Bouisses et Tournezy pour une réalisation des travaux en 2012,
- acquisition de 5 bus GNV accessibles aux personnes à mobilité réduite dans le cadre du programme de

- renouvellement du matériel roulant,
 - poursuite du programme de modernisation de 42 autobus en exploitation comprenant une rénovation esthétique, la mise en accessibilité et une rénovation mécanique,
 - rénovation des portes de tramway de la ligne 1 après 600 000 km d'exploitation commerciale,
 - mise en place d'écrans TFT dans tous les autobus en exploitation pour assurer une information visuelle adaptée et accessible,
 - équipement de tous les véhicules en exploitation sur le réseau urbain et suburbain en annonces sonores grâce au nouveau système d'aide à l'exploitation,
 - mise en place de 220 bornes d'information voyageurs (BIV) sur le réseau urbain de transports de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
 - remplacement de 400 abris voyageurs comme suite au renouvellement du marché de mobilier urbain confié à JC Decaux, et poursuite du programme d'équipement des arrêts du réseau de transports collectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
 - concertation continue dans le cadre du projet lignes 3 et 4 de tramway qui a concerné à la fois les rames de tramway (agencement intérieur, information embarquée, ...) et l'aménagement des stations et de l'espace public (cheminements, contraste visuel, mobilier urbain, ...).
- L'ensemble de ces actions s'élève au montant de 5,1 millions d'euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2011 accessibilité du réseau de transports collectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : SANTÉ, HANDICAP, ACCESSIBILITÉ ET GÉRONTOPÔLE – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - APPROBATION

Mme P. MIENVILLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée de la Commission Santé, Handicap, Accessibilité et Gérontopôle, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté d'Agglomération de Montpellier offre aux personnes âgées ou aux personnes en état de dépendance la possibilité de bénéficier de transmetteurs de téléalarme à leur domicile. Cette prestation contribue à leur maintien à domicile.

Une dotation de 50 000 € est inscrite au budget primitif 2012 pour l'acquisition de transmetteurs. Cette dotation devrait permettre l'acquisition d'environ 250 appareils supplémentaires.

Le règlement d'aide du Département de l'Hérault prévoit l'attribution de subventions pour l'acquisition de ce type de matériel.

Il est proposé au Conseil de Communauté de solliciter une subvention du Département de l'Hérault pour l'acquisition de deux cent cinquante transmetteurs supplémentaires de téléalarme dans le cadre des prévisions budgétaires de l'exercice 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subvention pour l'année 2012 auprès du Département de l'Hérault,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°19 : DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS – MAÎTRISE DE L'ENERGIE DES BÂTIMENTS COMMUNAUTAIRES - INSCRIPTION AU REGISTRE NATIONAL DES CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE - APPROBATION

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Développement Durable, Energies Nouvelles et Gestion des Temps, rapporte :

Depuis de nombreuses années déjà, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place une politique de maîtrise de l'énergie et souhaite inscrire son action dans le dispositif des certificats d'économies d'énergie.

La loi de programme n°2005-781 du 13 juillet 2005 « fixant les orientations de la politique énergétique » (loi POPE) a fixé un objectif national d'économies d'énergie et a instauré un dispositif innovant de certificats d'économies d'énergie (CEE) que peuvent obtenir les personnes morales visées par la loi en contrepartie de la réalisation d'actions générant des économies. Poursuivant cet objectif, la loi POPE confère aux collectivités territoriales et leurs groupements un rôle de tout premier ordre en matière de Maîtrise de la Demande d'Energie (MDE) et de développement des énergies renouvelables. Les collectivités ont ainsi un rôle d'incitation et de

prescriptions de bonnes pratiques énergétiques et environnementales, sur leur patrimoine comme sur leur territoire.

Dans le cadre de cette loi, les fournisseurs d'énergie sur le territoire français se voient imposer des objectifs précis d'économies d'énergie sur une période de trois années. Ils peuvent pour cela agir sur leur propre patrimoine ou acheter les certificats de leurs clients ou de tiers. Des pénalités sont prévues en cas de non respect des objectifs.

C'est la loi Engagement National pour l'Environnement (juillet 2010) qui a défini la mise en place d'une seconde période du dispositif CEE, du 1^{er} janvier 2011 jusqu'au 31 décembre 2013.

Les obligations retenues pour cette 2^{ème} période sont de 345 TWh cumac soit 6,4 fois l'obligation de la première période, dont 90 TWh cumac pour les distributeurs de carburant qui deviennent de nouveaux obligés du dispositif.

Le dispositif est ouvert à d'autres acteurs, collectivités, Agence nationale de l'habitat et bailleurs sociaux, appelés les éligibles, qui peuvent aussi mener et faire certifier des actions d'économies d'énergie, créant ainsi les conditions d'un marché d'échange de CEE.

Le décret n°2010-1664 du 29 décembre 2010 définit les collectivités publiques éligibles au dispositif CEE comme « une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales ou un de leurs établissements publics ».

L'attribution de CEE se matérialise par un enregistrement des kWh cumac dans un compte ouvert sur le registre électronique national. Ce registre, est tenu par la société Locasystem dans le cadre d'une Délégation de Service Public. Il comptabilise les CEE émis et offre un espace de rencontre entre acheteurs et vendeurs de CEE et rend public le prix moyen de cession des CEE entre acteurs.

Après inscription sur ce registre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier pourra valoriser les travaux de maîtrise de l'énergie qu'elle a engagés depuis début 2011 sous la forme de CEE et, si elle le souhaite, les céder au meilleur prix aux acheteurs obligés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'inscription de la Communauté d'Agglomération au registre National des Certificats d'Economie d'Energie tenu par la société Lacasystem,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°20 : HORS COMMISSION – ETUDE SUR LA DÉFINITION D'UNE STRATÉGIE TOURISTIQUE - GROUPEMENT DE COMMANDES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le tourisme est au cœur de la programmation et de l'exploitation d'équipements et des politiques culturelles, économiques, mais aussi environnementales et d'aménagement du territoire, déployées par le District, puis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier depuis de nombreuses années.

En 2011, La Communauté d'Agglomération de Montpellier a accueilli 1,4 millions de nuitées (dont 900 000 sur Montpellier) dont 17% sont générées par la clientèle étrangère. Ce sont près de 5 millions de journées de consommation touristique à l'échelle du grand Montpellier. Grâce à des actions volontaristes et à des équipements haut de gamme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenue le troisième pôle national de tourisme d'affaires. 200 manifestations économiques (congrès, salons et expositions) ont eu lieu en 2011, attirant plus de 680 000 participants

Actuellement, l'intervention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en ce domaine est multiforme (équipements structurants supports de programmations audacieuses, politiques publiques et axes marketing ciblés...) mais elle reste à conforter et appelle à plus de cohérence avec les actions menées par la Ville de Montpellier et entre les différents supports de promotion touristiques du territoire, dans un contexte international de plus en plus concurrentiel entre les principales destinations métropolitaines..

La promotion de la destination montpellieraine est en particulier assurée par l'Office de Tourisme de Montpellier. Cette association est financée principalement par la Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier participant aussi financièrement à son fonctionnement. L'Office de Tourisme assure différentes missions : marketing-promotion, accueil et information, développement d'activités commerciales (Resamontpellier.com, Citycard, visites guidées...) et observatoire, animation et coordination des professionnels du tourisme. Il rassemble plus de 600 adhérents.

Conscients de la nécessité de s'adapter aux enjeux du tourisme urbain et de réunir leurs forces, la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier se sont rapprochées en vue de se doter de nouvelles ambitions en la matière, afin de répondre aux enjeux multiples, notamment en termes d'image, de rayonnement, d'attractivité et de développements économique et culturel, tout aussi bien qu'en matière de valorisations environnementale et patrimoniale notamment.

Cette volonté partagée intervient, d'une part, dans un contexte de profondes mutations du monde du tourisme : concurrence accrue à l'échelle internationale, évolution des marchés, changements des modes de

consommation et d'autre part, dans un contexte local en pleine évolution : croissance démographique confirmée, développement d'une économie résidentielle de besoins en services et loisirs.

Elle s'appuie également, outre sur un climat et un environnement particulièrement favorables entre mer et Cévennes, sur des investissements volontaristes en matière d'infrastructures et d'aménagement (reconfiguration de la gare St Roch pour 2014, création de la ligne nouvelle TGV Montpellier-Nîmes et de la gare nouvelle de Montpellier-Odysseum en 2017 avec émergence d'un pôle d'affaires préfigurant le cœur de la métropole de demain, déplacement de l'autoroute A9 à l'horizon 2017, déploiement d'une EcoCité innovante et exemplaire en matière de développement durable...).

Cette volonté se fonde aussi sur les équipements mis en place par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dont on peut citer, parmi les plus emblématiques d'un positionnement à la hauteur des enjeux touristiques de demain, le réseau de tramway (doté de 4 lignes en 2012 et de 5 lignes à l'horizon 2017), la grande salle régionale et d'agglomération Park & Suites-Aréna complétant l'armature d'équipements structurants formés par le Corum, le Zénith et l'Opéra-Comédie en cours de rénovation, le stade de la Mosson, objet d'investissements annuels conséquents, et le récent stade Pierre de Coubertin, le complexe ludique Odysseum, réunissant l'aquarium Mare Nostrum, la patinoire sportive et de loisir Végapolis, le planétarium Galilée au côté de nombreux équipements privés, pour ne citer que les principaux supports d'une politique touristique et d'un tourisme d'affaire ambitieux...

Enfin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au côté de partenaires essentiels, s'est dotée d'outils stratégiques pour l'exploitation de ses équipements à vocation économiques, culturels et touristiques, dont la SEM Enjoy Montpellier.

Ces infrastructures, ces équipements et ces partenariats constituent des facteurs constitutifs d'une capacité d'attraction à l'échelle de l'aire métropolitaine à laquelle se situent les enjeux territoriaux qui nous attendent et qui interrogent directement notre positionnement touristique actuel, tant sur le plan économique qu'en terme d'image et d'attractivité.

Face à ces nouveaux enjeux, la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier souhaitent conduire une étude visant à engager une véritable réflexion sur la définition d'une stratégie tourisme à l'échelle communautaire, voire en recherchant les partenariats possibles avec les territoires voisins aux destins touristiques interdépendants des nôtres.

Portant et structurant un changement d'échelle, cette étude visera à faire émerger le projet touristique communautaire dans le but de renforcer le potentiel local à partir d'axes et d'outils ambitieux, innovants et tournés vers l'international.

La stratégie de développement touristique devra être partagée et mise en œuvre dans le cadre d'une gouvernance adaptée, élargie et renforcée.

Par ailleurs, l'étude devra également proposer un accompagnement à la définition du positionnement des 2 collectivités dans la stratégie de développement de l'aéroport et ce en lien avec le dynamisme touristique et en s'appuyant sur les axes suivants d'attractivité : enseignement et recherche, sport et culture, loisirs, congrès et grands événements...

A cette fin, il est proposé de mettre en œuvre, dans le cadre de l'article 8 du Code des marchés publics, un groupement de commandes afin de réaliser conjointement une étude prospective en matière de tourisme.

Un projet de convention constitutive de groupement a été élaboré entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. A ce titre, elle sera chargée de conduire la procédure de désignation du titulaire du marché et elle sera mandatée pour signer et exécuter le marché. La convention fixe aussi la répartition des coûts : l'étude est évaluée à 150 000,00 € H.T. maximum et sera financée à parts égales entre les membres du groupement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention constitutive de groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la réalisation d'une étude prospective sur la stratégie tourisme ainsi que l'enveloppe financière,
- dire que les crédits sont inscrits au Budget 2011 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention constitutive de groupement de commandes.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°21 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION DES ACTEURS DE LA SANTÉ DANS LE NEW JERSEY (ASSOCIATION BIO NJ) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :
La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite encourager le développement sur son territoire du

secteur des sciences de la vie, déjà fortement représenté et moteur de croissance. Elle travaille actuellement notamment à structurer et renforcer les secteurs de convergence TIC / Santé, comme en témoignent des initiatives telles que le Centre de Recherche et d'Innovation Industrielle (CR2i) DiagnosTIC-Santé ou le workshop européen organisé en janvier 2012 sur ce thème.

En parallèle, la stratégie d'internationalisation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'intensifie depuis 2009. En complément des accords de coopération signés avec nos homologues à Shanghai (Chine 2004), Sherbrooke (Canada, 2009), Chengdu (Chine 2010), des accords ont également été signés en 2011 avec Campinas (Brésil) et Obninsk et la région de Kalouga (Russie).

En outre, en juillet 2008 et pour la première fois en Europe, la National Business Incubation Association, réseau américain d'envergure mondiale dédié à l'innovation et l'incubation d'entreprises, a attribué le label «Soft Landings» au Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Agglomération, élu 1^{er} incubateur mondial en 2007. Ce label a été reconduit en juin dernier pour la période 2010-2012. Il reconnaît la valeur de l'accompagnement effectué par les équipes de Montpellier Agglomération auprès des entreprises étrangères en cours d'implantation sur le territoire.

L'ouverture en juin 2011 du MIBI (Montpellier International Business Incubator), véritable plateforme à l'international, témoigne également de la volonté et de l'audace de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui se dote ainsi d'un outil et d'un concept unique en France, un espace innovant dédié à l'accueil d'entreprises étrangères et du territoire, tournées vers l'export.

Les Etats-Unis constituent une zone géographique clé, aussi bien comme zone de déploiement pour les entreprises de notre territoire que comme source de prospects pour étoffer l'implantation d'entreprises étrangères sur le territoire communautaire. Plusieurs missions d'entreprises ont à ce titre déjà été organisées avec succès aux Etats-Unis, la première multisectorielle dans l'Etat de New York en 2007 (11 entreprises), la seconde dans la Silicon Valley sur le secteur des technologies de l'information en 2009 (6 entreprises) et la troisième dans les Etats de New-York, New Jersey et Minnesota sur le secteur des technologies appliquées à la santé en décembre 2011. Ces missions correspondent à des attentes fortes de la part des entreprises du territoire, très désireuses de se développer sur le marché américain. Les rencontres effectuées au cours de la mission sur la côte Est en avril 2009 ont validé la pertinence d'un déploiement du réseau de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans la New Jersey. La dernière mission qui a été organisée en décembre 2011, avec la participation de 5 entreprises du territoire du secteur des technologies médicales appliquées à la santé, est le premier résultat opérationnel de ce déploiement.

L'Etat du New Jersey, situé entre New York et Philadelphie, compte en effet plus de scientifiques par habitant que n'importe quel autre Etat. Sur la côte Est, la plus encline se développer en Europe, l'Etat du New Jersey constitue l'un des premiers bassins pharmaceutiques des Etats Unis avec 230 entreprises. C'est au cœur de ce « Corridor de Recherche » que se trouve le premier partenaire de la Communauté d'Agglomération là-bas : l'Enterprise Development Centre du NJIT (Institut Technologique du New Jersey), spécialiste de l'accueil et de l'accompagnement d'entreprises innovantes sur les secteurs des Technologies de l'Information, notamment appliquées à la Santé. A l'occasion de la mission de décembre 2011, les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont rencontré les acteurs économiques et institutionnels majeurs de l'Etat et échangé sur les aspects concrets d'une potentielle coopération élargie.

Bio NJ, l'association des acteurs de la santé de l'Etat du New Jersey (540 membres), constitue à ce titre un partenaire de choix, en complément des accords avec l'Enterprise Development Centre du NJIT (Institut Technologique du New Jersey) à Newark.

La convention de partenariat proposée entre Bio NJ et la Communauté d'Agglomération de Montpellier constitue en effet une étape supplémentaire dans le rapprochement des deux territoires sur le secteur de la bio-santé. Il s'agit à la fois d'assurer un accompagnement logistique, technologique et commercial pointu aux entreprises du secteur bio-santé du territoire, et réciproquement, de réaliser une promotion très ciblée de l'offre territoriale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (Cap Alpha, Biopole Euromedecine, Parc Euromedecine) aux Etats-Unis.

Le partenariat envisagé permettrait aux jeunes entreprises américaines du secteur de la santé, membres de Bio NJ, d'être accueillies dans les meilleures conditions possibles sur la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'entretenir des partenariats technologiques et d'aborder le marché européen et, réciproquement, de permettre aux jeunes entreprises montpelliéraines d'investir le marché américain via le New Jersey en bénéficiant des meilleurs conseils et des réseaux nécessaires.

Cette convention de partenariat prévoit, selon un principe de réciprocité, de favoriser pour les entreprises accueillies, la mise en réseau avec les acteurs de la santé du territoire d'accueil ainsi qu'avec les acteurs institutionnels et prestataires privés pertinents (cadre juridique, marketing, communication, études de marché...), de faciliter le recrutement de profils adaptés pour la gestion de leurs opérations locales ainsi que l'identification de sources publiques et privées de financement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec l'association des acteurs de la santé du New Jersey (Bio NJ),
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°22 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PARC EUREKA ET PROGRAMMES D'IMMOBILIER D'ENTREPRISES - MONTPELLIER ET CASTELNAU LE LEZ - CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE AU CONCESSIONNAIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération en date du 27 janvier 1999, le Conseil du District a décidé, en application de l'article L300-4 du Code de l'Urbanisme, de confier à la SERM les études, les acquisitions foncières et la réalisation d'une opération d'aménagement dénommée Parc d'Activités EUREKA, dans le cadre d'une convention d'aménagement signée le 26 février 1999, reçue en Préfecture le 2 mars 1999.

Englobant le parc d'activités EUREKA, la Zone d'Aménagement Concertée a été créée par délibération du Conseil du District en date du 19 juin 2000, sur une superficie totale de 32 ha environ.

Dans sa séance du 27 avril 2001, le Conseil du District a approuvé le dossier de réalisation et demandé à la SERM d'engager la réalisation de l'opération d'aménagement.

Par avenant n°10, approuvé par délibération n°8180 du 30 avril 2008, reçue en Préfecture le 5 mai 2008, signé le 27 mai 2008, reçu en Préfecture le 5 juin 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à la SERM la réalisation et l'exploitation du « Montpellier International Business Incubator » (MIBI), bâtiment d'une surface de 3 326 m² SHON qui vise à favoriser l'internationalisation des entreprises locales se développant notamment au sein des pépinières Cap Alpha et Cap Oméga, et attirer des entreprises internationales performantes et/ou innovantes sur son territoire.

La convention d'aménagement prévoit en son article 16 que lorsque les prévisions budgétaires actualisées font apparaître une insuffisance provisoire de trésorerie, la SERM sollicite le versement d'une avance, éventuellement renouvelable, dans les conditions définies à l'article L 1523-2-4 du code général des collectivités territoriales.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est portée acquéreur de l'immeuble MIBI mais sa cession est tributaire de la perception effective par la SERM des subventions diverses accordées à cette opération.

Aussi la SERM sollicite de la Communauté d'Agglomération de Montpellier une avance de 1 500 000 €, remboursable avant la fin de l'année 2012. Cette avance permet d'améliorer la trésorerie de l'opération le temps du portage financier nécessaire, avant perception des subventions et cession ultérieure de l'immeuble.

Le projet de convention d'avance de trésorerie, annexé à la présente, a pour objet, en application de l'article L.1523-2, 4° du CGCT de préciser les conditions de versement et de remboursement de cette avance.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté de Montpellier à signer la convention d'avance de trésorerie ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SAEML SOMIMON - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SAEML SOMIMON au capital social de 240 000 euros. Elle détient 42 % du capital, elle occupe 4 postes sur 10 au Conseil d'Administration de la société. L'objet social de la SAEML SOMIMON est l'exploitation du Marché d'Intérêt National de Montpellier.

Par délibération n°8119 en date du 11 avril 2008, le Conseil de Communauté a procédé à la désignation de 4 représentants au sein du Conseil d'administration de la SAEML Somimon :

- Gabrielle Deloncle,
- Yvon Pellet,
- Jean-Marcel Castet,
- Michel Aslanian.

La Ville de Montpellier ayant désigné ce dernier comme représentant au sein du Conseil d'Administration de cette société, il est donc proposé de désigner un nouveau représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Communauté, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

A l'unanimité, le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose la candidature de M. J.-F. Audrin.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner M. J.-F. Audrin, en qualité de représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au conseil d'administration de la SAEML SOMIMON,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : FINANCES – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - OPÉRATIONS DE COUVERTURE DES RISQUES DE TAUX ET DE CHANGE - MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE - BUDGET PRINCIPAL - EXERCICE 2012

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Finances, rapporte :

Par délibération n°10001 du 26 janvier 2011, et conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil a délégué au Président une partie de ses compétences, notamment dans le domaine financier : « procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires. »

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène une politique de gestion active de sa dette, avec l'objectif de minimiser la charge financière supportée par la collectivité.

Conformément aux dispositions de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010 qui offre aux collectivités locales la possibilité de réaliser des opérations de marché, le recours aux instruments de couverture des risques de taux et de change s'effectue, pour l'exercice 2012, dans le cadre suivant :

- le seuil maximum retenu sur les opérations de couverture est égal à l'encours de dette constaté au 1^{er} janvier 2012, soit 804 094 199,75 euros (dont 58,10% de dette à taux fixe et 41,90% de dette à taux variable), ce montant étant majoré des emprunts nouveaux ou de refinancement à contracter sur l'exercice et qui seront inscrits en section d'investissement du budget primitif, du budget supplémentaire, et d'éventuelles décisions modificatives,
- les opérations de couverture du risque de taux pourront notamment se concrétiser par des contrats d'échange de taux d'intérêt (swap), d'accord de taux futurs (FRA), de contrats de terme à terme (FORWARD/FORWARD), de garantie de taux plafonds (CAP) et/ou planchers (FLOOR, COLLAR) ou toutes autres opérations de marché,
- la durée de ces contrats ne pourra excéder la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées,
- les index de référence des contrats d'emprunts et des contrats de couverture pourront être l'EONIA, le T4M, le TAG, le TAM, le TMO, le TME, l'EURIBOR, ou tout autre taux parmi ceux communément utilisés sur les marchés concernés,
- pour l'exécution de ces opérations, il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins trois établissements spécialisés,
- les montants des primes ou commissions qui pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers seront conformes aux conditions normales pratiquées sur les marchés financiers,
- les opérations de couverture réalisées pourront faire l'objet d'annulation auquel cas, une soulte d'annulation ou de remboursement, calculée en fonction du niveau du marché au moment de l'opération, assimilable à une indemnité actuarielle, pourra être perçue ou versée par la Communauté d'Agglomération,
- l'assemblée délégataire est tenue informée de chaque contrat conclu lors de la séance suivant la réalisation de l'opération dans les conditions requises par les textes applicables,
- une annexe sera jointe au Compte Administratif ainsi qu'au budget primitif de chaque exercice suivant la date de conclusion du ou des contrats, présentant les caractéristiques de chaque contrat, le montant des éléments de dettes couverts et les pertes et profits constatés sur chaque opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise en œuvre pour l'exercice 2012 des opérations de couverture des risques de taux et de change du budget principal,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°25 : FINANCES – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - OPÉRATIONS DE COUVERTURE DES RISQUES DE TAUX ET DE CHANGE - MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE - BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT - EXERCICE 2012

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Finances, rapporte :

Par délibération n°10001 du 26 janvier 2011, et conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil a délégué au Président une partie de ses compétences, notamment dans le domaine financier : « procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires. »

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène une politique de gestion active de sa dette, avec l'objectif de minimiser la charge financière supportée par la collectivité.

Conformément aux dispositions de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010 qui offre aux collectivités locales la possibilité de réaliser des opérations de marché, le recours aux instruments de couverture des risques de taux et de change s'effectue, pour l'exercice 2012, dans le cadre suivant :

- le seuil maximum retenu sur les opérations de couverture est égal à l'encours de dette constaté au 1^{er} janvier 2012, soit 114 523 310,41 euros (dont 41,77% de dette à taux fixe et 51,23% de dette à taux variable), ce montant étant majoré des emprunts nouveaux ou de refinancement à contracter sur l'exercice et qui seront inscrits en section d'investissement du budget primitif, du budget supplémentaire, et d'éventuelles décisions modificatives,
- les opérations de couverture du risque de taux pourront notamment se concrétiser par des contrats d'échange de taux d'intérêt (swap), d'accord de taux futurs (FRA), de contrats de terme à terme (FORWARD/FORWARD), de garantie de taux plafonds (CAP) et/ou planchers (FLOOR, COLLAR) ou toutes autres opérations de marché,
- la durée de ces contrats ne pourra excéder la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées,
- les index de référence des contrats d'emprunts et des contrats de couverture pourront être l'EONIA, le T4M, le TAG, le TAM, le TMO, le TME, l'EURIBOR, ou tout autre taux parmi ceux communément utilisés sur les marchés concernés,
- pour l'exécution de ces opérations, il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins trois établissements spécialisés,
- les montants des primes ou commissions qui pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers seront conformes aux conditions normales pratiquées sur les marchés financiers,
- les opérations de couverture réalisées pourront faire l'objet d'annulation auquel cas, une soulte d'annulation ou de remboursement, calculée en fonction du niveau du marché au moment de l'opération, assimilable à une indemnité actuarielle, pourra être perçue ou versée par la Communauté d'Agglomération,
- l'assemblée délégataire est tenue informée de chaque contrat conclu lors de la séance suivant la réalisation de l'opération dans les conditions requises par les textes applicables,
- une annexe sera jointe au Compte Administratif ainsi qu'au budget primitif de chaque exercice suivant la date de conclusion du ou des contrats, présentant les caractéristiques de chaque contrat, le montant des éléments de dettes couverts et les pertes et profits constatés sur chaque opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise en œuvre pour l'exercice 2012 des opérations de couverture des risques de taux et de change du budget annexe d'assainissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°26 : FINANCES – RÉAMÉNAGEMENT DE DETTE - DÉLÉGATION DE POUVOIR - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Finances, rapporte :

La Communauté d'Agglomération a conclu avec la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel du Languedoc une convention de « Crédit Long Terme Multi Index » le 20 décembre 2002, pour un montant de 11 millions

d'euros (le crédit 2002), et le 19 décembre 2003, pour un montant de 40 millions d'euros (le crédit 2003). En vertu de ces conventions, les conditions, notamment de taux, de chaque tirage sur ces crédits sont choisies par la communauté d'agglomération au sein des index convenus dans la convention.

Les conditions retenues pour le tirage réalisé par la Communauté d'Agglomération le 20 décembre 2006 sur le crédit 2002 (le Tirage en cours n°1) sont les suivantes :

Date de Tirage : 20/12/2006

Echéance Finale du Tirage : 20/12/2022

Capital restant dû : 6 368 421,06 €

Taux En cours : * du 20/12/2006 au 20/12/2007 : 3.42%

* du 20/12/2007 au 20/12/2011 : 4.42%

* du 20/12/2011 au 20/12/2017 : 4.42% augmenté d'une marge égal à : [parité EUR/USD maximale observée depuis le 10/07/2007 - 1.6965] x 100

* du 20/12/2017 au 20/12/2022 : 4.42%

Les conditions retenues pour le tirage réalisé par la Communauté d'Agglomération le 23 décembre 2010 sur le crédit 2003 (le Tirage en cours n°2) sont les suivantes :

Date de Tirage : 23/12/2010

Echéance Finale du Tirage : 19/12/2033

Capital restant dû : 8 576 086,90 €

Taux en cours : T4M + 0,03%

La crise financière a augmenté la variabilité des index appliqués au Tirage en cours n°1. Dans le souci d'optimiser la gestion de son exposition, la Communauté d'Agglomération entend aujourd'hui sécuriser son risque en lui appliquant un taux fixe.

Compte tenu des conditions actuelles de marché, la substitution d'un taux fixe aux conditions de taux du Tirage en cours n°1, pour la durée restante de ce Tirage, permet d'anticiper et d'éviter toute augmentation du risque d'évolution défavorable desdites conditions de taux.

Afin de répartir la charge des coûts induits par cette substitution conformément au crédit 2002, dans les conditions les moins préjudiciables à la Communauté d'Agglomération, celle-ci a demandé à la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel du Languedoc de procéder aux réaménagements de ces crédits dans les conditions définies ci-dessous, conformément à la proposition commerciale détaillée du Prêteur et du domiciliataire datée du 27 janvier 2012.

Le président procède à ces réaménagements, par délégation du Conseil de communauté, dans les limites et conditions définies ci-dessous.

Le Président rendra compte au Conseil de Communauté des décisions prises en application de cette délibération.

1/ Par dérogation aux règles contractuelles de détermination de taux figurant dans le crédit 2002, une modification de taux sera effectuée sur le Tirage en cours n°1, pour transformer ce taux indexé en un taux fixe classique, qui ne saurait être supérieur à 4,42 %.

2/ Par dérogation aux règles contractuelles de détermination de taux figurant dans le crédit 2003, le Tirage en cours n°2 sera transformé en un nouveau tirage de montant supérieur (remboursement du tirage en cours n°2 et mise en place d'un nouveau tirage avec mouvement de fonds uniquement sur le solde), dont le taux applicable sera soit un taux fixe qui ne saurait être supérieur à 5,20% soit un taux fixe à barrière qui ne saurait être supérieur à 5%.

Ce nouveau tirage sera mis en place selon les caractéristiques suivantes :

Date de Tirage : au plus tard le 19/12/2012

Echéance Finale du Tirage : 19/12/2033

Capital restant dû maximum : 11 132 406 €

Amortissement du capital : Annuel

Périodicité des intérêts : Annuelle

Taux maximum en cours du Tirage :

- Soit le Taux fixe de 5,20%

- Soit le Taux de 5% si Euribor 12 Mois > 5,50% ; Euribor 12 Mois sinon.

3/ Les taux fixes appliqués au Tirage en cours et au nouveau tirage sous le crédit 2003, seront déterminés, dans les limites précitées, de façon à couvrir les coûts de résiliation de la position correspondant à l'index retenu pour le Tirage en cours n°1, calculés conformément au crédit 2002, à la date de modification de taux.

4/ En accord avec la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel du Languedoc et le domiciliataire CA-CIB, les modifications envisagées seront réalisées par l'envoi simultané d'un Avis de modification de Taux sous le Crédit 2002, d'un Avis de remboursement anticipé du Tirage en cours n°2 et d'un Avis de Tirage sous le Crédit 2003, dans les formes prévues par les crédits.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le Président à procéder à ces réaménagements, par délégation du Conseil de Communauté, dans les limites et conditions définies ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES PUBLIQUES ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LA VILLE DE TOULOUSE RELATIVE AUX EXPOSITIONS SUR LE CARAVAGISME - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée de la Commission Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Dans le cadre de l'organisme de coopération franco-américaine FRAME (French Regional American Museum Exchange), le musée Fabre de Montpellier Agglomération et le musée des Augustins de Toulouse s'associent au Los Angeles County Museum of Art et au Wadsworth Atheneum Museum of Art, pour présenter une exposition consacrée au Caravagisme européen en 2012-2013.

Ainsi, du 22 juin au 14 octobre 2012, les deux musées français présenteront simultanément les volets complémentaires d'une exposition conçue comme un diptyque :

- au musée Fabre de Montpellier Agglomération, le caravagisme italien, français et espagnol ;
- au musée des Augustins de Toulouse, le caravagisme nordique ;

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle, ont incité la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Toulouse à se regrouper dans le cadre d'un groupement de commandes publiques basé sur le fondement du décret n°2006-975 du 1er août 2006 modifié, portant code des marchés publics.

Le Conseil d'Agglomération a ainsi approuvé, par délibération n°10414 du 29 septembre 2011, la constitution d'un groupement de commandes publiques entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Toulouse, relatif à la passation de marchés portant sur les prestations suivantes : emballage et transports aller / retour des œuvres, et conception, édition et diffusion du catalogue des expositions.

Ce groupement de commandes est constitué sur la base d'une convention, au terme de laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, chargée de conduire la procédure d'appel à la concurrence, mandatée pour signer et notifier les marchés, chaque collectivité étant chargée de leurs exécutions.

L'avancée de la préparation de l'exposition a conduit à redéfinir l'objet des commandes publiques susceptibles d'être portées par le groupement de commandes. Ainsi convient-il :

- d'une part d'exclure l'emballage et le transport aller / retour des œuvres de cette démarche commune. La grande différence des circuits respectifs de transport des œuvres induit en effet que l'économie d'échelle sur cette prestation serait nulle.
- d'autre part, intégrer une prestation de relations presse, estimée à 30 000 € pour la promotion de l'exposition auprès de la presse nationale et internationale.

La partie portant sur la conception, édition et diffusion du catalogue des expositions estimée à 50 000 € est maintenue. Toutes les autres clauses de la convention demeurent inchangées.

Le Conseil Municipal de la Ville de Toulouse s'est prononcé sur les mêmes termes par délibération le 27 janvier 2012.

Il est proposé que cette nouvelle convention annule et remplace celle approuvée le 29 septembre 2011.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention constitutive du groupement de commandes avec la Ville de Toulouse pour les prestations de conception, édition et diffusion du catalogue des expositions, et la prestation de relations presse pour la promotion de l'exposition auprès de la presse nationale et internationale,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUES D'AGGLOMÉRATION - CHARTE « NETPUBLIC » (INTERNET POUR TOUS) AVEC LE MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée de la Commission Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier propose, dans ses médiathèques, un programme varié de formations aux outils multimédia en faveur d'un public éloigné du monde numérique. Cette offre de service revêt un intérêt social fort, répondant à la demande des élus d'aider à réduire les inégalités d'accès aux nouvelles technologies pour la population de son territoire, et de contribuer au retour à l'emploi des personnes qui en sont privées.

Ainsi sont proposées des initiations de base ou approfondies aux logiciels de bureautique et de création artistique audiovisuelle, logiciels libres inclus, ainsi que des initiations aux outils du web et à la navigation sur internet.

Il existe un document, promu au niveau national par l'Etat, qui permet pour un individu de faire reconnaître ses compétences de base dans le domaine multimédia et de les valoriser sur le marché du travail : le Passeport Internet Multimédia, aussi appelé PIM. En adhérant à la charte « Net'Public », la Communauté d'Agglomération de Montpellier se donne, sous réserve de respecter un certain nombre de critères d'éligibilité, la possibilité de délivrer ce document qui, sans être une certification professionnelle, est une véritable attestation des capacités d'une personne à utiliser un équipement informatique et les services de base d'internet. Ces capacités sont définies dans un référentiel national.

Or le programme de formations multimédia du réseau des médiathèques d'Agglomération répond déjà à l'ensemble des critères requis pour délivrer le PIM en termes de services, de moyens, d'espaces et de contenu pédagogique. En effet :

- les espaces de formation sont intégrés à des établissements existants qui fonctionnent en réseau, accomplissent une mission d'intérêt général, et sont ouverts à tous les publics, les médiathèques d'Agglomération ;
- ces espaces mettent à disposition du public du matériel connecté à Internet (ordinateurs, tablettes, webcams) permettant un accompagnement personnel ou collectif par des agents formés à cette mission ;
- ces espaces proposent un programme de formations couvrant bien l'ensemble des compétences référencées dans le passeport,
- ces formations se déclinent bien par types de public (personnes âgées, petite enfance, adolescents, demandeurs d'emploi, personnes avec une déficience visuelle) et portent également sur l'ensemble des règles d'utilisation et de bon usage d'Internet et des outils numériques ;
- ces formations incluent bien des ateliers permettant l'initiation puis l'application des connaissances, à travers des projets numériques communautaires (ateliers de groupe consacrés à la création d'un dessin animé, par exemple).

Il est donc souhaité que le réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier adhère à la Charte « NETPUBLIC » (Internet pour tous), promue par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, au terme de laquelle l'Etat s'engage à :

- autoriser les médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à délivrer le PIM et les labelliser comme acteurs reconnus dans le domaine de la formation du public aux nouveaux outils du multimédia ;
- faire bénéficier les espaces de formation des médiathèques d'Agglomération d'une signalétique unifiée, et des actions de promotion et de communication autour du PIM développées par l'Etat ;
- mettre à disposition de ces espaces des accès à des bases de données en ligne liées à l'univers du multimédia, à des guides juridiques et d'autres ressources utiles à leur fonctionnement ;
- faire bénéficier ces espaces des conditions tarifaires privilégiées prévues par les conventions conclues entre l'Etat et les entreprises partenaires du secteur des TIC, pour l'acquisition de certains matériels, logiciels, ou accès à des services distants utiles à leur fonctionnement ;
- fournir un appui pour la formation des animateurs de ces espaces, afin de développer leurs qualifications et accroître la qualité du service rendu aux usagers de ces espaces.

Aucun moyen supplémentaire n'est à envisager pour permettre cette adhésion, qui mettrait en valeur l'action développée par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le domaine de la formation aux nouvelles technologies et de la familiarisation des citoyens au monde du numérique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la charte « NETPUBLIC » (Internet pour tous) avec l'Etat ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la charte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°29 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SALLE VICTOIRE 2 - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AVEC L'ASSOCIATION STAND'ART - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée de la Commission Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Inaugurée en 1987 par le District de Montpellier, Victoire 2 est un lieu dédié aux musiques actuelles, comprenant une salle de concert de 660 places debout et 6 studios de répétition, implanté en zone péri-urbaine sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas.

Depuis son ouverture, cet équipement propose une programmation musicale régulière et accueille les musiciens en répétition. Des actions de repérage et d'accompagnement artistique, d'information et de sensibilisation des publics ont été développées en réponse à l'évolution des pratiques musicales.

L'exploitation de cet équipement est confiée à l'association Stand'Art par la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui le met à disposition dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine public, qui arrive à terme le 19 mai 2012.

Considérant que l'association Stand'Art mène dans cet espace une activité relevant de l'intérêt général, qui contribue à développer la diffusion, la formation et les pratiques, et accompagner la création artistique dans le domaine des musiques actuelles, il est proposé d'établir au profit de celle-ci une nouvelle convention d'occupation temporaire de la salle Victoire 2.

Cette convention, d'une durée de dix ans, fixe toutes les modalités techniques, financières et juridiques de la mise à disposition, et fixe notamment une redevance annuelle dont la part fixe est établie à 5 885 € HT., et la part variable à 1% du chiffre d'affaire H.T. identifié par les produits commerciaux rattachés au compte 70 - ventes de marchandises et prestations de l'Association, sous conditions que le résultat net de l'exercice et que les capitaux propres soient positifs et que le montant des ressources propres excèdent 70% des ressources de la structure (à volume de subvention constant par rapport à l'exercice de référence 2012).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'occupation temporaire de la salle Victoire 2 à intervenir avec l'association Stand Art,
- dire que les recettes sont inscrites au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - FONCTIONNEMENT 2012 - DEMANDES DE SUBVENTIONS-APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée de la Commission Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération est un établissement public d'enseignement de la musique et de la danse, placé sous le contrôle pédagogique du Ministère de la Culture et de la Communication et sous l'autorité du Président de Montpellier Agglomération. Plus de 1 400 élèves sont inscrits au Conservatoire à Rayonnement Régional qui poursuit une double mission de sensibilisation et de formation initiale des jeunes enfants et formation pré professionnelle des étudiants dans les domaines de la musique et de la danse. Le cursus des études proposées conduit à terme à l'obtention du Certificat d'Etudes Musicales ou Chorégraphiques (parcours amateur), et du Diplôme d'Etudes Musicales ou Chorégraphiques (parcours pré-professionnel). Un partenariat noué avec l'Université Paul Valéry permet également la délivrance d'une Licence mention Musique, parcours musicien interprète.

L'établissement organise en outre des enseignements spécifiques dans le cadre des classes à horaires aménagés, en partenariat avec divers écoles, collège et lycée du territoire, les élèves bénéficient ainsi de l'enseignement du Conservatoire à Rayonnement Régional en musique (CE1 à Terminale) et en danse (6^e à Terminale) dans le cadre de leur cursus scolaire.

Parallèlement à ces activités pédagogiques, près de 200 manifestations publiques gratuites, (auditions, concerts, classes de maître, conférences...) sont organisées chaque année par le Conservatoire à Rayonnement Régional sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Considérant les enjeux pédagogiques et d'accès aux pratiques artistiques portés par cet établissement, il est proposé de renouveler les demandes de subventions les plus larges possibles auprès du Ministère de la Culture et de la Communication, du Ministère de l'Education Nationale, de la Région Languedoc-Roussillon et du Département de l'Hérault, en soutien au fonctionnement du Conservatoire à Rayonnement Régional.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser des demandes de subventions de fonctionnement les plus larges possible auprès de l'Etat, du Ministère de la Culture et du Ministère de l'Education Nationale, du Département de l'Hérault et de la Région Languedoc-Roussillon au titre de l'année 2012,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°31 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE JEAN GIONO À PÉROLS - MARCHÉ DE MAÎTRISE D'OEUVRE N°1441 - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LE CABINET ART ARCHITECTURE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée de la Commission Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Les travaux de construction de la médiathèque Jean Giono à Pérols ont débuté le 19 décembre 2007, pour une durée prévisionnelle de 14 mois. Pendant le déroulement du chantier, cette opération a connu de nombreux imprévus ayant conduit à allonger la durée globale du chantier de 152 semaines : survenance d'un sinistre important avec l'effondrement de la partie centrale du bâtiment en juin 2008, apparition de problèmes juridiques de voisinage, défaillance de certaines entreprises titulaires de marchés travaux, ...

Cette prolongation substantielle des délais de réalisation des travaux a conduit le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre, le cabinet Art Architecture, titulaire du marché n°1441, à transmettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier un mémoire en réclamation au fin d'indemnisation d'un montant de 65 000 € H.T. pour prestations supplémentaires.

Ce mémoire, réceptionné le 06 octobre 2011, relate d'une part les événements ayant conduit à retarder les travaux de construction, et d'autre part les modalités de calcul du montant de l'indemnisation réclamée. Le cabinet Art Architecture justifie ainsi le montant de l'indemnisation demandée par la tenue de 150 réunions de chantier en lieu et place des 56 prévues au contrat initial.

Le principe de la transaction a consisté à analyser d'une part les faits rapportés par le cabinet Art Architecture afin de les maintenir ou de les exclure du champ du protocole, et d'ajuster en conséquence le calcul de l'indemnité consentie, conformément aux modalités techniques proposées par le maître d'œuvre.

L'examen des divers points a conduit à établir la tenue de 93 réunions de chantier non prévues dans le marché de maîtrise d'œuvre, et dont la justification tient des faits non imputables à la maîtrise d'œuvre. Considérant que le cabinet Art Architecture avait établi dans sa proposition initiale une tarification de 500,00 € H.T. par réunion de chantier, les deux parties ont convenu d'appliquer ce montant aux 93 réunions de chantier supplémentaires qui se sont tenues dans le cadre du chantier de construction de la médiathèque Jean Giono, augmenté du coefficient d'actualisation des prix basé sur l'index INGENIERIE.

Il ressort de ce calcul que l'indemnité consentie se monte à 50 038,65 € H.T.

Afin de rendre exécutoire ces dispositions, il est nécessaire de conclure avec le cabinet Art Architecture un protocole transactionnel. Celui-ci est régi par les dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et est donc revêtu, conformément aux dispositions de l'article 2052 du même code, de « l'autorité de la chose jugée en dernier ressort ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole transactionnel à intervenir avec le cabinet Art Architecture, pour un montant de 50 038,65 € H.T. net de TVA,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le protocole transactionnel ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°32 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CORUM, PALAIS DES CONGRÈS, OPÉRA ET ZÉNITH SUD - EXPLOITATION DES ÉQUIPEMENTS - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. Breysse, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué suppléant de la Commission Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°8550 du 27 novembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de confier l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud à la société Enjoy Montpellier. La convention de Délégation de Service Public est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009. A l'orée de la quatrième année d'exploitation plusieurs points nécessitent des ajustements.

En premier lieu, par délibération n°10571, le conseil de communauté a acté de l'intérêt communautaire de la passerelle piétonne située au dessus de l'Allée de la Citadelle. Compte tenu de l'utilisation par les congressistes de la passerelle piétonne au dessus de l'Allée de la Citadelle qui relie le Corum-Palais des Congrès- Opéra et l'Hôtel Crowne Plaza, il est proposé de placer l'ouvrage dans le périmètre de la délégation de service public. Dans ce cadre, le délégataire en assurera l'ouverture et la fermeture au public : 8h30 – 19h30, du lundi au samedi (fermeture le dimanche). Il en assurera aussi l'ouverture et la fermeture de manière ponctuelle à l'occasion des diverses manifestations qu'il accueillera. Il assurera la maintenance ainsi que celle des deux ascenseurs attenants lesquels seront reliés au PC sécurité du Corum.

En second lieu, les évolutions de l'occupation des équipements par la Ville de Montpellier d'une part (réduction du nombre de journées) et l'intégration dans le périmètre délégué de la passerelle fait supporter de nouvelles charges au délégataire. Il est donc proposé de réviser les modalités relatives à la redevance variable. Celle-ci sera égale à 10% des produits d'exploitation plafonnée en fonction de la marge nette. Mais ce plafond évolue avec d'une part la mise en œuvre de 2 tranches au lieu de trois dans la convention initiale et d'autre part la révision des pourcentages d'application : le plafond sera de 40% de la marge nette lorsque celle-ci sera

comprise entre 0 et 600 K€ (convention initiale : 50%) et de 50% au delà de 600 K€ (convention initiale : 70% entre 600 K€ et 1 000 K€ et 80% au delà de 1 000 K€),

Ces éléments sont repris dans le cadre de l'avenant n°1 à la convention de délégation de service public relative à l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud.

Lors de sa séance du 17 janvier 2012, la Commission de Délégation de Service Public relative à l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud a émis un avis favorable pour la conclusion de cet avenant n°1.

Mmes N. Bigas, F. Prunier, G. Deloncle, C. Labrousse, MM J-P Moure, Delafosse, J. Martin, C. Valette ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention de Délégation de Service Public relative à l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mmes N. Bigas, F. Prunier, G. Deloncle, C. Labrousse, MM J-P Moure, Delafosse, J. Martin, C. Valette ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°33 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE EN ALGÉRIE - MARCHÉ DE TRAVAUX N°2183DC09, LOT N°8 - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIÉTÉ ALPHA DÉCOR - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé des travaux de construction du Musée de l'Histoire de la France en Algérie (1830-1962) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier.

Par décision 2010-258 en date du 12 mai 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé l'attribution et la signature du marché n°2183, lot n°8 – Peinture, nettoyage, à la société ALPHA DECOR, pour un montant forfaitaire de 222 226,00 € H.T., porté à 235 342 € H.T. par avenant n°1 en date du 29 juillet 2011.

Selon le planning travaux établi par l'OPC en date du 15 juillet 2010, l'entreprise ALPHA DECOR devait intervenir sur le chantier entre le 29 novembre 2010 et le 1^{er} mars 2011. Suite à la décision de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de refondre le programme scientifique et culturel de ce musée au regard de la mise en œuvre du plan Musées en région par le Ministère de la Culture et de la Communication pour les années 2011-2013 et de la nécessité de dynamiser la fréquentation du Musée par un programme ambitieux d'expositions temporaires, l'exécution des travaux a été suspendue afin de permettre la reprise des études en vue d'une redéfinition globale des espaces correspondants.

Ainsi l'intervention de la société ALPHA DECOR devrait, au regard du planning prévisionnel établi à ce jour, être reportée à l'année 2013 (intervention dans le courant du 2^{ème} semestre 2013).

Cette modification substantielle du planning des délais de réalisation des travaux a conduit la société ALPHA DECOR à transmettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en date du 5 janvier 2012, un mémoire en réclamation au fin d'indemnisation d'un montant de 45 000 €. pour les conséquences liées à ces évolutions de planning.

Ce mémoire s'articule autour de deux points : d'une part l'évaluation du préjudice consécutif aux frais de personnel et d'autre part l'évaluation de la perte de chiffre d'affaires.

Le principe de la transaction a consisté à analyser d'une part les éléments rapportés par l'entreprise ALPHA DECOR afin de les maintenir ou de les exclure du champ du protocole, et d'ajuster en conséquence le calcul de l'indemnité consentie.

L'examen des divers points a conduit à établir le montant de l'indemnisation au titre de la perte de chiffre d'affaire à 4 000 €. et l'indemnisation des frais de personnel à un montant de 21 000 €, se décomposant comme suit : pertes liées aux salaires versés 8 500 €. et pertes liées aux licenciements de personnels 12 500 €.

Il ressort de cette décomposition que l'indemnité consentie se monte à 25 000 €.

Afin de rendre exécutoire ces dispositions, il est nécessaire de conclure avec la société ALPHA DECOR un protocole transactionnel. Celui-ci est régi par les dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et est donc revêtu, conformément aux dispositions de l'article 2052 du même code, de « l'autorité de la chose jugée en dernier ressort ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole transactionnel à conclure avec l'entreprise Alpha Décor, titulaire du marché n°2183, lot n°8 - Peinture, nettoyage, pour un montant de 25 000 € H.T. net de TVA,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le protocole transactionnel ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE JUVIGNAC - PROJET DE RÉVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT - LANCEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Eau et Assainissement, rapporte :

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'assainissement délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les études puis approuvé les plans de zonage pour la plupart des communes de son territoire en 2008 et 2009.

Les Plans Locaux d'Urbanisme étant de l'initiative des communes, chaque révision entraîne une vérification de la concordance du nouveau document avec le zonage d'assainissement. Aujourd'hui, la Commune de Juvignac a engagé la révision de son PLU et a communiqué son projet de révision à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de l'information aux Personnes Publiques Associées.

Le plan de zonage initial approuvé le 29 septembre 2008 par délibération n°8465 du Conseil Communautaire doit être adapté en conséquence, de nouvelles zones destinées à de l'urbanisation à court terme relevant à ce jour d'un zonage assainissement incompatible avec cette évolution.

Les modifications suivantes sont proposées :

- en secteur 1, les zones UD correspondant aux aires urbaines sont classées en assainissement collectif tandis que les zones N, à vocation naturelle, sont en assainissement non collectif,
- en secteur 2, la précédente « zone d'assainissement collectif futur » a été redistribuée selon les orientations du nouveau PLU en assainissement collectif pour les emprises concernant les zones à urbaniser 2AUa et 2AUb, correspondant à l'emprise de la future ZAC de Caunelles, et en assainissement non collectif pour les zones naturelles N,
- en secteur 3, les précédentes zones d'assainissement collectif, collectif futur et non collectif ont été redistribuées selon les orientations du nouveau PLU en assainissement collectif pour les emprises concernant les zones urbaines (UD) ou à urbaniser (1AU) et en assainissement non collectif pour une partie de la zone UD3d et les zones naturelles N.

Le projet de révision du zonage d'assainissement doit être soumis à enquête publique avant d'être annexé au document d'urbanisme par arrêté municipal.

Les documents présentés à l'enquête publique comportent :

- une note explicative des adaptations proposées,
- la carte qui délimite les zones équipées ou non, qui informe les usagers du mode d'assainissement, collectif ou non collectif, de leur secteur.

Il est précisé que ce zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation en vigueur sur la commune concernée. De plus, il n'oblige nullement la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser les travaux de desserte dans un délai fixé.

La proposition de zonage et les documents d'enquête publique correspondants ont été adressés à la Commune pour observation puis accord.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de révision du zonage d'assainissement sur la Commune de Juvignac,
- approuver le dossier d'enquête publique correspondant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à lancer la procédure d'enquête publique conformément aux articles R2224.8 et R2224.9 du Code Général des Collectivités Territoriales et à saisir le Président du Tribunal Administratif pour la nomination d'un commissaire enquêteur pour la tenue de cette enquête publique,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°35 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE PRADES LE LEZ - PROJET DE RÉVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT - LANCEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la

Commission Eau et Assainissement, rapporte :

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'assainissement délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les études puis approuvé les plans de zonage pour la plupart des communes de son territoire en 2008 et 2009.

Les Plans Locaux d'Urbanisme étant de l'initiative des communes, chaque révision entraîne une vérification de la concordance du nouveau document avec le zonage d'assainissement. Aujourd'hui, la commune de Prades le Lez a engagé la révision de son PLU et a communiqué son projet de révision à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de l'information aux Personnes Publiques Associées.

Le plan de zonage initial approuvé le 24 septembre 2009 par délibération n° 9124 du Conseil Communautaire doit être adapté en conséquence, de nouvelles zones destinées à de l'urbanisation à court terme relevant à ce jour d'un zonage assainissement incompatible avec cette évolution.

Les modifications suivantes sont proposées :

- En secteur 1, les zones U correspondant aux aires urbaines sont classées en assainissement collectif. A contrario la zone IIIAU2 correspondant à une zone pavillonnaire déjà urbanisée non raccordée et non raccordable à un réseau de collecte est classée en assainissement non collectif.
- En secteur 2, la précédente « zone d'assainissement collectif futur » a été redistribuée selon les orientations du nouveau PLU en assainissement collectif pour les zones urbaines UD1, UD2 et pour la zone d'urbanisation future IIIAU1, et en assainissement non collectif pour les zones naturelles N.
- En secteur 3, les précédentes zones d'assainissement ont été redistribuées selon les orientations du nouveau PLU en assainissement collectif pour les emprises concernant la zone urbaine UD2 et à urbaniser IIAU3 et en assainissement non collectif pour les zones naturelles N et agricole Ae.
- En secteur 4, les précédentes zones d'assainissement ont été redistribuées selon les orientations du nouveau PLU en assainissement collectif pour les emprises concernant les zones urbaines UD3, UC et à urbaniser IIIAU1 et en assainissement non collectif pour les zones naturelles N ainsi que la zone faiblement urbanisée IIIAU2, le réseau public d'assainissement étant éloigné et l'aptitude des sols potentiellement favorable à l'assainissement non collectif.
- En secteur 5, la précédente « zone d'assainissement collectif futur » a été basculée en assainissement non collectif pour la zone à urbaniser IIIAU2, le réseau public d'assainissement étant éloigné et l'aptitude des sols favorable à l'assainissement non collectif.
- En secteur 6, les zones naturelles N internes de l'agglomération de Prades le Lez ont été inscrites en assainissement non collectif.

Le projet de révision du zonage d'assainissement doit être soumis à enquête publique avant d'être annexé au document d'urbanisme par arrêté municipal.

Les documents présentés à l'enquête publique comportent :

- une note explicative des adaptations proposées,
- la carte qui délimite les zones équipées ou non, qui informe les usagers du mode d'assainissement, collectif ou non collectif, de leur secteur.

Il est précisé que ce zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation en vigueur sur la commune concernée. De plus, il n'oblige nullement la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser les travaux de desserte dans un délai fixé.

La proposition de zonage et les documents d'enquête publique correspondants ont été adressés à la Commune pour observation puis accord.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de révision du zonage d'assainissement sur la Commune de Prades le Lez,
- approuver le dossier d'enquête publique correspondant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à lancer la procédure d'enquête publique conformément aux articles R2224.8 et R2224.9 du Code Général des Collectivités Territoriales et à saisir le Président du Tribunal Administratif pour la nomination d'un commissaire enquêteur pour la tenue de cette enquête publique,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°36 : EAU ET ASSAINISSEMENT – RÉALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - RACCORDEMENT À LA STATION D'ÉPURATION MAERA DES EFFLUENTS DES COMMUNES DE JACOU, LE CRÈS, VENDARGUES, ASSAS, TEYRAN ET

SAINT-AUNÈS - LOT N°4 GÉNIE CIVIL DES POSTES DE REFOULEMENT ET TRAVAUX SANS TRANCHÉES - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°1628 BIS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Eau et Assainissement, rapporte :

Par délibération n°7861 du 2 octobre 2007, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché de travaux pour le raccordement à la station d'épuration MAERA des effluents des Communes de Jacou, Le Crès et Vendargues, lot n°4 « Génie-civil des postes de refoulement et travaux sans tranchée ». Ce marché a été attribué au groupement d'entreprises SOGEA SUD (mandataire) / CSM BESSAC pour un montant de 3 050 265,92 € H.T. soit 3 648 118,04 € T.T.C.

Il porte d'une part sur la construction de deux postes de refoulement, dits du Salaison et de Vendargues, et d'autre part sur des travaux de microtunnelage en franchissement de la rivière Salaison, de la route départementale n°613 en rive gauche et rive droite du Salaison.

Plusieurs événements sont venus perturber le bon déroulement du chantier. Certaines des conséquences financières et administratives ont été réglées par voie d'avenant et de décision de poursuivre :

- avenant n°1 du 12 juin 2009, autorisé par délibération n°9006 du 03 juillet 2009, ramenant le montant du marché à 2 989 871,92 € H.T. pour tenir compte notamment des modifications du programme suite aux nouvelles contraintes foncières apparues après la notification du marché engendrant la suppression de la superstructure initiale.
- décision de poursuivre du 29 mars 2010 par ordre de service n°17 portant la masse limite des travaux à un montant de 3 050 000,00 € H.T.

Toutefois, le groupement d'entreprises a remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier quatre mémoires de réclamation successifs concernant des demandes de rémunération complémentaire relatives au déroulement du projet :

- un premier mémoire d'un montant de 346 525,80 € HT. émis le 09 janvier 2008 et le 02 juin 2010 relatif au décalage du démarrage des travaux pour des problèmes fonciers extérieurs au groupement d'entreprises ayant entraîné des coûts d'immobilisation de personnel et de matériel, des problèmes d'amortissement et des surcoûts de matériel lors du redémarrage de l'opération ;
- un deuxième mémoire d'un montant de 57 042,58 € HT. émis le 13 février 2009 et le 02 juin 2010 relatif au décalage de l'intervention du groupement sur la parcelle devant faire l'objet de la construction du poste de refoulement du Salaison en raison d'un recours exercé auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par un riverain ;
- un troisième mémoire d'un montant de 476 734,00 € H.T. émis le 02 juin 2010 relatif à des problèmes géotechniques et de venues d'eau rencontrés par le groupement lors de la réalisation du génie civil du poste de refoulement du Salaison ;
- un quatrième mémoire d'un montant de 13 258,00 € H.T. émis le 02 juin 2010 relatif à la modification tardive de la technique de franchissement de la voie SNCF ayant entraîné la commande de tuyaux fonçage PRV qui n'ont jamais pu être mis en place.

Le montant total des réclamations présentées s'élève ainsi à 893 560,38 € H.T.

La réalité des événements mis en cause dans ces mémoires de réclamation a pu être constatée conjointement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le groupement. Leurs conséquences d'une part sur les retards pris dans la réalisation du chantier, et d'autre part sur les conditions financières du marché, n'ont pu cependant faire consensus.

Tenant ce différend, le groupement d'entreprises et la Communauté d'Agglomération de Montpellier se sont rapprochés afin de trouver une solution amiable à la résolution définitive de ce marché. Cette solution amiable a été retranscrite dans un protocole transactionnel qu'il convient aujourd'hui d'approuver.

Cette transaction indemniserait principalement les préjudices subis suivants :

- pour le 1^{er} mémoire, le coût d'amortissement des frais de structure lié au report d'une année du démarrage des travaux, les frais d'études d'exécution restées inachevées du fait des modifications apportés par la suite au projet, des frais d'immobilisation de personnel pour l'étude de faisabilité de solutions constructives adaptées aux nouvelles contraintes foncières, ainsi qu'une part du surcoût de location du microtunnelier, représentant un coût total 88 953,19 € H.T. ;
- pour le second mémoire, les immobilisations de personnel et de moyens constatées par huissier à hauteur de 39 245,16 € H.T. ;
- pour le troisième mémoire, les surcoûts liés à la présence d'une venue d'eau importante à caractère imprévisible au niveau des terrassements du poste de refoulement du Salaison ainsi que les frais de colmatage de cette venue d'eau à hauteur de 101 160,72 € H.T. ;
- pour le quatrième mémoire les frais de fourniture et de mise en dépôt sur un terrain de la Communauté d'Agglomération de Montpellier des tuyaux de fonçage n'ayant pas pu être mis en œuvre à hauteur de 13 258,00 € H.T.

En conséquence, le montant de l'indemnité globale et forfaitaire, en valeur actuelle et exonérée de TVA, s'élève à 242 617,08 € H.T. En application du coefficient de révision du marché, le montant du décompte final du marché dû par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au groupement s'élève à

4 085 802,58 T.T.C.

Parallèlement, il convient de prolonger la durée d'exécution du marché de 30 jours afin de tenir compte des aléas survenus lors de l'ultime phase de démolition par le groupement d'entreprises de l'ancienne station d'épuration de Vendargues devenue inutile du fait du transfert des effluents collectés sur cette commune vers la station d'épuration MAERA telle que prévue au marché. La durée globale du marché est ainsi portée à 330 jours. Le délai réel d'exécution des travaux s'élevant à 523 jours, le montant des pénalités de retard dû par le groupement en application de l'article 20.1 du CCAG et de l'article 117.11 du CCAP s'élève à 192 347,66 € H.T. Ce montant est non révisable et non assujéti à TVA.

Après compensation de ces sommes, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagé à régler au groupement d'entreprises la somme de 3 893 454,92 € T.T.C., soit une augmentation de 1,6% par rapport au montant initial du marché hors révision. Le groupement a accepté cette proposition de transaction et s'est engagé à renoncer à toute autre réclamation et recours éventuels pour quelque motif que ce soit sur ce marché. Le décompte général définitif liant les parties a été établi en fonction des montants arrêtés dans le protocole transactionnel et figure en annexe de ce document.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 10 janvier 2012 a donné un avis favorable à cette proposition de protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature du protocole transactionnel du marché de travaux n°1628bis relatif au raccordement à la station d'épuration MAERA des effluents des Communes de Jacou, Le Crès, Vendargues, Assas, Teyran et Saint-Aunès - lot n° 4 génie civil des postes de refoulement et travaux sans tranchées, signé avec le groupement d'entreprises SOGEA Sud (mandataire) et CSM BESSAC,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23, pour un montant de 4 085 802,58 € T.T.C.
- accepter la recette correspondant aux pénalités de retard dues par le groupement d'entreprises sur le compte 7711 pour un montant de 192 347,66 € net de TVA.
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le protocole susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°37 : EAU ET ASSAINISSEMENT – RÉALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - RACCORDEMENT À LA STATION D'ÉPURATION MAERA DES EFFLUENTS DES COMMUNES DE JACOU, LE CRÈS, VENDARGUES, ASSAS, TEYRAN ET SAINT-AUNÈS - AVENANT N°3 AU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'OEUVRE N°1181 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Louis POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Eau et Assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération a conclu, le 13 décembre 2005, un marché de maîtrise d'œuvre avec le bureau d'études SAFEGE ENVIRONNEMENT pour le raccordement des effluents des Communes de Jacou, Le Crès et Vendargues à la station d'épuration MAERA, sa rémunération provisoire étant fixée à 353 381 € H.T. pour un coût prévisionnel des travaux de 8 100 000 € H.T.

A l'issue des études d'avant-projet, un avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre a été approuvé par délibération n°7299 du 14 novembre 2006. Cet avenant a arrêté le coût prévisionnel définitif des travaux à 9 416 468,50 € H.T. et fixé le montant du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre à 387 865,04 € H.T.

Un avenant n° 2 a ensuite été nécessaire afin d'entériner et rémunérer des prestations supplémentaires relatives notamment à la prise en compte de projets connexes à l'opération, l'adaptation du génie-civil du poste de refoulement du Salaison et la reprise du dossier de Déclaration Préalable du poste de refoulement de Vendargues. Le Conseil de Communauté a autorisé la signature de celui-ci par délibération n°8638 du 15 janvier 2009. Le montant total du marché a ainsi été porté à 405 515,04 € H.T.

Depuis, les travaux ont été réalisés mais leur organisation a été bouleversée du fait d'aléas et d'incidents de chantier. En particulier, le délai de construction des postes de refoulement du Salaison et de Vendargues, faisant l'objet de deux lots distincts, l'un portant sur la partie génie-civil des deux ouvrages et l'autre sur leur équipement hydraulique et électrique, a été prolongé de plus de 7 mois du fait des difficultés rencontrées lors des phases de fondation et de terrassements du lot génie-civil, venant perturber la coordination des interventions entre les deux lots et au final conduisant à un report de la date de mise en service des ouvrages et de fin de travaux. Cette prolongation de travaux a induit celle des missions de maîtrise d'œuvre telle que prévue initialement dans le marché confié à SAFEGE.

Par ailleurs, deux sinistres consécutifs sont survenus sur le poste de refoulement du Salaison avant sa mise en service. A la demande du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre a fait procéder aux mesures de constat officiel et d'informations des parties, a participé aux réunions d'expertise sur les ouvrages endommagés, a organisé la reprise des travaux et a établi des analyses critiques sur les causes des incidents survenus. Ces prestations

supplémentaires ont mobilisé le chef de projet et des experts.

Un avenant n° 3 au marché de maîtrise d'œuvre doit donc être conclu afin d'entériner et rémunérer ces prestations supplémentaires. Celles-ci ont été chiffrées à 40 942,43 € H.T., soit 48 697,14 € T.T.C. @ montant s'entend en valeur septembre 2005, mois M₀ de remise des offres du marché de maîtrise d'œuvre.

Le nouveau montant total du marché serait ainsi porté à 446 457,47 € H.T., soit 533 963,13 € T.T.C., traduisant une augmentation globale de 22,7 % par rapport au montant initial du marché, hors sujétions techniques imprévues relatives au surcoût des sinistres.

Conformément à la loi du 8 février 1995 et sur la base des motifs développés ci-dessus, la Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 20 décembre 2010 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°3 au marché de maîtrise d'œuvre n°1181 confié à SAFEGE Environnement pour le raccordement à la station d'épuration MAERA des effluents des Communes de Jacou, Le Crès et Vendargues, Assas, Teyran et Saint-Aunès, portant la nouvelle rémunération du maître d'œuvre à 446 457,47 € H.T.,
- dire que ces crédits sont inscrits au budget annexe 2012 de l'assainissement, chapitre 23
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°3 au marché de maîtrise d'œuvre n°1181 susvisé, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°38 : EAU ET ASSAINISSEMENT – DÉPLACEMENT DE L'AUTOROUTE A9 - AVENANT N°1 À LA CONVENTION AVEC AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE POUR LA RÉALISATION DES ÉTUDES DE DÉPLACEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'EAUX USÉES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Eau et Assainissement, rapporte :

Le projet de déplacement de l'autoroute A9 au droit de Montpellier a été déclaré d'utilité publique le 30 avril 2007. Après une période de suspension pour permettre notamment la tenue d'une concertation publique ayant confirmé la réalisation du projet dans une configuration compatible avec la DUP et, suite à une décision ministérielle du 30 septembre 2011, les Autoroutes du Sud de la France (ASF), concessionnaire de l'Etat, ont repris les études du projet en vue d'une mise en service prévisionnelle au deuxième semestre 2017.

Cette nouvelle infrastructure croise à de nombreuses reprises les équipements d'eau potable et d'assainissement des eaux usées dont il convient d'adapter si besoin, le tracé aux futurs ouvrages autoroutiers.

Par délibération n°8602, le Conseil de Communauté avait autorisé dans sa séance du 27 novembre 2008 la signature d'une convention avec ASF relative aux modalités de réalisation des études préalables nécessaires pour préciser la nature des travaux à mener sur les réseaux d'assainissement, fixer le calendrier prévisionnel des interventions en coordination avec les autres concessionnaires de voirie et réseaux divers et arrêter le montant des travaux de dévoiement. L'ensemble de ces frais d'étude est pris en charge par ASF.

Depuis, la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce les compétences dans les domaines de l'eau potable et de l'eau brute. Aussi, il est proposé de conclure un avenant n°1 à la convention initiale pour permettre la réalisation des mêmes études selon les mêmes conditions sur les ouvrages relevant de ces deux nouvelles compétences.

Le bureau d'études en charge de ces projets a été désigné en 2008 par ASF, après accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il est directement rémunéré par ASF.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention passée avec ASF, pour les études de dévoiement des réseaux d'eau potable et d'eau brute impactés par le dédoublement de l'autoroute A9,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant pré-cité, et tout autre document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°39 : EAU ET ASSAINISSEMENT – RÉALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - RACCORDEMENT DES EAUX USÉES DES AIRES D'AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE (ASF) À LA STATION D'ÉPURATION INTERCOMMUNALE DE FABRÈGUES - AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°2559 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Eau et Assainissement, rapporte :

La société d'Autoroutes du Sud de la France (ASF) possède, de part et d'autre de l'autoroute A9, des aires de

services et de repos sur la Commune de Fabrègues dans la partie Nord du massif de la Gardiole. Ces aires comportent un restaurant, un hôtel, deux stations services et des blocs sanitaires.

Elles disposent de leur propre système épuratoire construit dans les années soixante dix. Cette station d'épuration n'est plus aujourd'hui en mesure de traiter convenablement les effluents produits.

Au regard de la sensibilité du milieu naturel et de la vétusté des ouvrages actuels de collecte et de traitement, le raccordement des aires d'autoroute sur le système d'assainissement intercommunal de Pignan, Saussan, Fabrègues a été demandé par ASF à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le Schéma Directeur d'Assainissement a retenu le principe du raccordement à la station d'épuration intercommunale sur la Commune de Fabrègues des effluents de l'aire d'autoroute des ASF. La station d'épuration intercommunale de Pignan, Saussan, Fabrègues, a été dimensionnée en conséquence.

Par délibération n°9471 du Conseil de Communauté lors de sa séance du 1^{er} avril 2010, le principe du raccordement des effluents des aires de service de Montpellier-Fabrègues, entièrement financé par ASF, a été approuvé ainsi que les modalités de versement de sa participation.

Par délibération n°10252 en date du 23 juin 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché de travaux n°2559 pour la construction du réseau de raccordement des effluents des aires d'autoroute de «Montpellier-Fabrègues» sur la nouvelle station d'épuration intercommunale.

Le marché a été attribué au groupement d'entreprises SOGEA (Mandataire) / EHTP pour un montant total, sur la base du devis quantitatif estimatif de 459 108,00 € H.T. soit 549 093,17 € T.T.C.

Les conditions de réalisation de ces travaux, telles que prévues dans le marché, ont été modifiées du fait de plusieurs aléas de chantier : présence d'amiante sur le réseau existant d'ASF, retard dans la fourniture de l'alimentation électrique du poste de refoulement, et demandes de note de calcul complémentaire par le Conseil Général de l'Hérault en vue des travaux de pose d'une canalisation en encorbellement du pont routier sur le Coulazou. La gestion de ces aléas a conduit à des travaux supplémentaires qui imposent une modification dans la nature des prestations à réaliser telles que décrites au CCTP du marché initial, avec la création de prix nouveaux, ainsi que les adaptations quantitatives et financières correspondantes.

Un avenant n°1 au marché de travaux n°2559 s'avère donc aujourd'hui nécessaire afin de prendre en compte ces modifications. Il générerait une plus-value de 23 027,80 € H.T. et porterait le nouveau montant du marché à 482 135,80 € H.T., soit 576 634,42 € T.T.C. représentant une augmentation de 5,02 % du montant du marché initial.

D'autre part, les modifications présentées dans le présent avenant conduiraient à une augmentation du délai d'exécution de six semaines, délai qui passerait ainsi de 15 semaines à 21 semaines.

Les autres clauses du marché demeurent inchangées.

Conformément à la loi du 8 février 1995 et sur la base des motifs développés ci-dessus, la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 17 janvier 2012 a émis un avis favorable sur la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 au marché de travaux n°2559 pour la construction du réseau de raccordement des effluents des aires d'autoroutes ASF de « Montpellier- Fabrègues » sur la nouvelle station d'épuration intercommunale, portant le montant du marché à 482 135,80 € H.T. et le délai d'exécution à 21 semaines,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe 2012 de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 au marché de travaux n°2559 susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : EAU ET ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'EAU BRUTE - TARIFS - ADOPTION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Eau et Assainissement, rapporte :

En application de l'arrêté préfectoral n°2008-1-3230 du 11 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc », dite « eau brute », de plein droit en lieu et place des Communes membres.

Le service public de l'eau brute de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est géré en régie. Il est financé par la redevance eau brute perçue auprès des usagers pour couvrir les charges d'exploitation et les travaux de réparation sur les réseaux du service communautaire.

Par délibération n°9720 du 20 juillet 2010, ont été adoptés des tarifs de vente d'eau brute applicables sur les 28 communes dans lesquelles la Communauté d'Agglomération exerce directement la compétence. Dans un souci de cohérence et d'égalité entre les usagers du service public communautaire mais aussi vis-à-vis des autres utilisateurs d'eau brute sur le territoire, le niveau et la structure de ces tarifs avaient été alignés sur ceux de BRL Exploitation, principal opérateur local en matière de distribution d'eau brute mais aussi fournisseur d'eau brute en gros à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Afin de tenir compte de l'évolution tarifaire des ventes en gros d'eau brute de BRL Exploitation et pour

équilibrer le budget annexe du service, une révision des tarifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit être appliquée à compter de la campagne de consommation 2012. Le taux d'augmentation proposé est celui de l'évolution tarifaire des ventes en gros d'eau brute de BRL Exploitation entre 2011 et 2012, soit 3,8 %. Il conduit aux nouveaux tarifs suivants :

- ❖ Tarification Eau brute à Usages Divers (EUD)
 - Abonnement annuel : 61,10 € H.T. par m³/h souscrit
 - m³ consommé : 0,53 € H.T. par m³
- ❖ Tarification Petits Consommateurs (limité à un abonnement maximum de 2 m³/h)
 - Abonnement annuel pour 2 m³/h : 61,10 € H.T.
 - m³ consommé : 0,53 € H.T. de 0 à 70 m³
 - m³ consommé : 1,38 € H.T. par m³ au delà de 70 m³.
- ❖ Tarifs forfaitaires pour la souscription d'un nouveau contrat et l'ouverture ou la fermeture d'un compteur d'alimentation en eau brute : 44,27 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer les tarifs du service public communautaire de l'eau brute applicables à compter de la campagne de consommation 2012 comme indiqué ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°41 : LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – AMÉNAGEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLÉE DU LEZ - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL RELATIF AU MARCHÉ N°1851 CONCLU AVEC LE GROUPEMENT BEC/BUESA POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONFORTEMENT DES DIGUES DU LEZ SUR LES COMMUNES DE LATTES ET MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Lutte contre les Inondations, rapporte :

Par délibération n°8606 du 27 novembre 2008, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché de travaux n°1851 pour le confortement des digues du Lez. Ce marché a été attribué au groupement d'entreprises BEC (mandataire) / BUESA pour un montant de 10 506 416,90 € H.T. soit 12 565 674,60 € T.T.C.

Il porte sur le confortement d'un linéaire de 13 km de digues pour restaurer en aval du partiteur de crue la capacité initiale de transit dans le Lez en toute sécurité, et renforcer et adapter les digues en amont de cet ouvrage pour permettre le transit de la crue de référence de 750 m³/s et le débordement contrôlé sur des digues adaptées pour des crues encore plus exceptionnelles.

Ce marché comporte cinq tranches, une tranche ferme et quatre tranches conditionnelles réparties selon différents secteurs géographiques afin de gérer au mieux la réalisation du chantier en fonction notamment de la maîtrise foncière.

Plusieurs événements sont venus perturber le bon déroulement du chantier. Certaines des conséquences financières et administratives ont été réglées par la signature de cinq avenants autorisés par délibérations des 23 mars 2009, 22 décembre 2009, 1^{er} avril 2010, 23 juin 2010 et 10 mars 2011. Ces avenants ont porté le montant total du marché à 12 037 474,07 € H.T., soit une augmentation de 14,57 %.

La tranche conditionnelle n°4 prévue dans ce marché n'a pas été réalisée du fait des difficultés d'acquisitions foncières au droit des campings. Elle fera l'objet d'un nouveau marché de travaux.

En date du 2 novembre 2011, le groupement d'entreprises a remis au maître d'œuvre avec le projet de décompte général et définitif des travaux un mémoire de réclamation concernant des demandes de rémunérations complémentaires relatives au déroulement du chantier, pour un montant total s'élevant à 602 618 €.

Les principales demandes du groupement faisant l'objet de cette réclamation sont :

- des arrêts de chantier liés à la survenance d'intempéries qui ont désorganisé le déroulement global des travaux et engendrer des dépenses supplémentaires pour les redémarrages du chantier, représentant pour l'ensemble des tranches un coût total estimé à 248 608 € ;
- des pertes de rendement engendrées par des contraintes de réalisation des travaux de la tranche conditionnelle n°1 liées à un pylône de ligne HTA nécessitant des déviations, par des arrêts de chantier pour le dévoiement de réseaux et la libération tardive d'une aire de stockage, pour un montant de 77 810 € ;
- des pertes de rendement engendrées par des contraintes de réalisation des travaux de la tranche conditionnelle n°2 liées à une ligne HTA nécessitant notamment des déviations, pour un montant de 56 680 € ;
- des pertes de rendement liées à des contraintes de réalisation d'une partie des travaux de la tranche conditionnelle n°2 du fait de la libération tardive d'une parcelle privée, pour un montant de 22 450 € ;
- des pertes de rendement et la mise en œuvre de matériel supplémentaire pour le travail en poste liés à l'évacuation des matériaux excédentaires du chenal de la Lironde non utilisés pour le confortement des digues, pour un montant de 18 710 € ;

- des pertes de rendement engendrées par la désorganisation générale du chantier liées aux libérations tardives de certaines emprises et aux divers imprévus sur les dévoiements de réseaux concessionnaires, pour un montant de 178 360 €.

Les événements mis en cause dans ce mémoire de réclamation et leurs conséquences financières n'ont pas fait l'objet d'un consensus entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le groupement d'entreprises lors de la négociation des avenants au marché.

Tenant ce différend, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le groupement se sont rapprochés afin de trouver une solution amiable à la résolution définitive de ce marché. A l'issue de la négociation amiable, le montant final de la transaction s'élèverait à 125 509,70 € HT net de TVA.

Cet accord amiable a été retranscrit dans un protocole transactionnel qu'il convient aujourd'hui d'approuver.

Le décompte général définitif du marché, annexé au projet de protocole, et liant définitivement les parties pour solde de tout compte, s'établirait comme suit :

- 12 035 174,73 € H.T. pour le marché de base et les avenants après vérification du décompte général et définitif ;
- 83 122,07 € H.T. pour la révision de prix du marché de base et des avenants ;
- 125 509,70 € net de TVA pour la transaction.

Soit un montant total de 14 618 992.67 € T.T.C..

Le groupement a accepté cette proposition de protocole transactionnel et s'est engagé à renoncer à toute autre réclamation et recours éventuels pour quelque motif que ce soit sur ce marché.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 17 janvier 2012 a donné un avis favorable à cette proposition de protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du protocole transactionnel au marché n°1851 pour les travaux de confortement des digues du Lez sur les Communes de Lattes et Montpellier, portant le montant du décompte général et définitif à 14 618 992.67 € TTC,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ce protocole transactionnel et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°42 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - DEMETER - MODERNISATION ET EXTENSION DU CENTRE DE TRI DES DÉCHETS MÉNAGERS RECYCLABLES SECS - MARCHÉ N°2843GD11 POUR LA RÉALISATION DES ÉTUDES DE FAISABILITÉ, L'ÉLABORATION DU PROGRAMME DE L'OPÉRATION ET L'ASSISTANCE AU MAÎTRE D'OUVRAGE EN VUE DE LA DÉSIGNATION D'UNE ÉQUIPE DE MAÎTRISE D'OEUVRE - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Environnement, rapporte :

Le centre de tri des déchets recyclables secs (CTRS) DEMETER construit par le District de Montpellier a été mis en service en 1994. Il s'agissait à l'époque du deuxième centre ouvert en France par une collectivité pour trier les déchets d'emballages et les vieux papiers. Depuis son ouverture, les tonnages traités sur le centre n'ont cessé d'augmenter, en relation avec la forte croissance démographique qu'a connu notre territoire et l'amélioration continue des performances de tri par les usagers du service. En 2010, le centre de tri a traité 21 416 tonnes de déchets et permis le recyclage de près de 16 000 tonnes de papiers et d'emballages. Il fonctionne désormais au maximum de sa capacité et le process de tri, après avoir satisfait aux besoins du service depuis plus de 15 ans, est aujourd'hui vieillissant. Les technologies récentes de tri permettent par ailleurs d'accéder à des performances de tri significativement plus élevées, augmentant la part des matériaux valorisés et minimisant corrélativement les refus de tri à incinérer.

Pour continuer à assurer ces prestations dans des conditions techniques et financières optimisées, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit moderniser cet outil tout en augmentant sa capacité de traitement pour un besoin évalué à terme de 32 000 tonnes par an, sa capacité nominale théorique actuelle étant de 20 000 tonnes par an. La Communauté d'Agglomération de Montpellier, propriétaire du centre de tri, est également propriétaire d'un terrain adjacent au site, qui pourrait être utilisé le cas échéant pour la réalisation du nouveau projet.

L'objectif est donc la modernisation complète et l'extension du centre de tri Demeter pour disposer d'un nouvel outil moderne, performant et évolutif dans le temps en termes de capacités et de technologies.

Sur la base des résultats de l'étude d'optimisation du programme de tri des emballages ménagers réalisée par Eco-Emballages entre 2005 et 2007, plusieurs scénarios ont été étudiés :

- la création par la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'un nouveau centre de tri à l'Est du territoire et le maintien du site actuel sans augmentation de capacité ;

- le maintien du site actuel sans augmentation de capacité et la contractualisation avec un prestataire tiers pour les tonnages de collectes sélectives excédentaires ;
- le maintien du site actuel avec extension de ses capacités.

Parmi ces scénarios, la présence de la station de transit de Vendargues exploitée par SITA Sud réduisant l'incidence du transport des collectes réalisées sur les parties Nord et Est du territoire de l'Agglomération d'une part, la disponibilité foncière sur le site actuel et l'optimisation des process et des coûts rendue possible par l'augmentation de capacité d'autre part, permet d'opter pour le maintien de l'activité de tri de l'ensemble des collectes de déchets recyclables secs sur le site actuel de Garosud.

Aujourd'hui, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit lancer les études et la réalisation de l'opération en vue d'une mise en service programmée fin 2014 / début 2015. Dans ce cadre, et en tenant compte des possibilités d'utilisation du terrain adjacent, trois solutions techniques doivent être étudiées :

- une ligne de tri à 32 000 T/an avec réutilisation du bâtiment existant ;
- une ligne de tri à 32 000 T/an sans réutilisation du bâtiment existant ;
- deux lignes de tri, avec réaménagement de la ligne actuelle.

Il convient désormais d'engager la première étape de mise en œuvre du nouveau centre de tri des déchets ménagers recyclables secs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en concluant un marché de prestations intellectuelles ayant pour objet la réalisation d'une étude de faisabilité des 3 solutions techniques envisageables, l'élaboration du programme de l'opération et l'assistance à maître d'ouvrage en vue de la désignation d'une équipe de maîtrise d'œuvre.

Un appel d'offres restreint doit donc être lancé en application des articles 60 à 64 du Code des marchés Publics. La mission sera décomposée en trois étapes successives constituant une tranche ferme et deux tranches conditionnelles :

- Une tranche ferme correspondant à l'étude des trois solutions techniques envisageables : cette phase d'étude doit permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de retenir la meilleure solution technique et économique.
- Une tranche conditionnelle 1 correspondant à l'élaboration du Programme de l'opération, suite au choix de la solution technique. Ce Programme sera approuvé par la Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- Une tranche conditionnelle 2 correspondant à une mission d'AMO (Assistant au Maître d'Ouvrage) en vue de la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre, sur la base du programme retenu, comprenant : le phasage de l'opération ; la définition des missions à confier au maître d'œuvre, la rédaction des pièces du dossier de consultation des entreprises, le suivi de la procédure de mise en concurrence avec participation aux réunions de négociation ou aux Commissions d'Appels d'Offres ou jurys, les analyses des candidatures et des offres, enfin la mise au point du contrat de maîtrise d'œuvre.

La consultation pour l'attribution de ce marché de prestations intellectuelles fait l'objet d'un lot unique et ne comprend ni option, ni variante. Son montant maximum est estimé à 70 000 € H.T. pour la tranche ferme et les deux tranches conditionnelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement d'un appel d'offres pour la réalisation d'une étude de faisabilité, l'élaboration du programme de l'opération et l'assistance à maître d'ouvrage en vue de la désignation d'une équipe de maîtrise d'œuvre,
- autoriser la signature du marché n°2843GD11 tel que défini ci-dessus, avant l'engagement de la procédure de passation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché et à signer les marchés ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°43 : ENVIRONNEMENT – MARCHÉ N°2871GD12 POUR LA FOURNITURE DE BENNES AMOVIBLES OUVERTES POUR LES POINTS PROPRIÉTÉ DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Environnement, rapporte :

Dans le cadre du projet DEMETER de valorisation, traitement et élimination des déchets ménagers, la Communauté d'Agglomération de Montpellier exploite 20 Points Propriété (déchèteries) répartis sur l'ensemble de son territoire. Ces installations permettent aux usagers de se débarrasser chaque année de plus de 75 000 tonnes de déchets volumineux ou spéciaux dans des filières dédiées qui permettent de valoriser plus de 70% des dépôts.

Les déchets volumineux sont notamment déposés par les usagers dans des bennes de 10 à 30 mètres cube,

amovibles, selon leur nature (gravats, végétaux, ferrailles, bois, cartons, plastiques et autres encombrants). A ce titre, la Communauté d'Agglomération est propriétaire d'environ 180 bennes métalliques qu'il convient de renouveler périodiquement dans le cadre de la maintenance courante du parc, afin de disposer de bennes en quantité suffisante et en bon état.

Le marché n°2471T11 « Acquisition de Bennes renforcées amovibles ouvertes avec filets de protection pour les Points Propreté de l'Agglomération de Montpellier », conclu à cet effet avec la Société TaM est arrivé à son terme le 3 janvier 2012.

Un nouvel appel d'offres doit donc être lancé en application des articles 33 3° al, 57 à 59 du Code des Marchés Publics afin d'assurer le remplacement des bennes inutilisables.

La consultation concerne l'achat de bennes métalliques de différentes capacités de 10 et 30 mètres cube, pour certaines renforcées, afin de pouvoir supporter la compaction par rouleaux tasseurs équipant certaines déchèteries pour optimiser les taux de remplissage et donc les transports de matériaux. Le nombre estimatif de bennes achetées annuellement est évalué à 15 unités. Le marché sera conclu pour une période d'un an renouvelable deux fois. Il s'agit d'un marché à bons de commande et les fournitures seront facturées en application des prix unitaires du Bordereau des Prix pour un montant annuel minimum de 50 000 € H.T. et pour un montant annuel maximum de 200 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement de l'appel d'offres concernant l'achat de bennes ;
- autoriser la signature du marché n°2871GD12 tel que défini ci-dessus, avant l'engagement de la procédure de passation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : ENVIRONNEMENT – MARCHÉ N°2742GD11 DE PRESTATIONS DE SERVICES CONCERNANT LA RÉCEPTION, LE TRI ET LA VALORISATION DES COLLECTES D'ENCOMBRANTS ET DES BENNES BOIS ISSUES DES DÉCHÈTERIES - LOT N°1 ET 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Environnement, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de valorisation de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés collectés sur son territoire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a conclu en 2009 un marché n° 1972 de prestations de service avec la Société Méditerranéenne de Nettoyement (S.M.N) ayant pour objet de réceptionner les collectes d'encombrants en porte à porte et de déchets de bois issus des Points Propreté et de les trier en vue d'assurer une valorisation optimale des matériaux récupérés.

Le marché conclu avec la S.M.N a pris fin au 31 décembre 2011 après avoir été reconduit deux années consécutives.

Une nouvelle consultation d'entreprises a été lancée selon la procédure d'appel d'offres ouvert sur la base d'un nouveau cahier des charges dont l'élaboration a été retardée de par la nécessité d'allotir les prestations afin de tenir compte des évolutions en cours des filières de valorisation et de traitement des déchets de bois dans le cadre de l'instauration d'une nouvelle filière REP (« responsabilité élargie du producteur ») relative aux déchets de mobilier. Par délibération n° 10524 du 29 novembre 2011, le Conseil a ainsi autorisé la signature d'un avenant n°1 au marché n°1972 en cours d'exécution permettant de prolonger les prestations jusqu'au 29 février 2012 afin de garantir la continuité du service public de valorisation des déchets ménagers et assimilés.

Les prestations du nouveau marché comprennent :

- Lot n°1, traitement des encombrants : La réception des collectes en porte à porte organisées sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la prise en charge, les contrôles réglementaires, le tri et le transport des matériaux triés vers les filières de valorisation ou d'élimination. Ce lot comprend une option correspondant au transport des ferrailles vers le repreneur Guy Dauphin Environnement titulaire du contrat de reprise des ferrailles de la Communauté d'agglomération de Montpellier
- Lot n°2, traitement des bennes de déchets bois : La réception des bennes bois provenant des Points Propreté, la prise en charge, les contrôles réglementaires, le tri et les transports des diverse catégories de bois triées vers les filières de valorisation ou d'élimination ;

Le marché est conclu pour une durée d'une année à compter du 1^{er} mars 2012 avec reconduction expresse possible par période d'un an, dans la limite de deux reconductions.

Les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires des Bordereaux des Prix, à la tonne réceptionnée et traitée pour les deux lots.

A titre indicatif pour l'année 2010, le tonnage collecté pour les encombrants s'est élevé à 7 300 tonnes et 9 600 tonnes pour les bennes bois.

A la date limite de remise des offres fixée au 14 novembre 2011, deux offres ont été enregistrées : une émanant de Société Méditerranéenne de Nettoyement, domiciliée à Montpellier, pour le lot n°1 et une émanant du groupement ONYX LR/Actisol, domiciliée pour la première à Mauguio et à Pignan pour la seconde, pour le lot n°2.

Après analyse menée selon les critères de jugement portés au Règlement de Consultations, la Commission d'Appels d'Offres du 20 décembre 2011 a retenu ces deux offres.

Le montant annuel du marché évalué sur la base du Détail Quantitatif et Estimatif s'établit :

- à 661 700,00 € H.T. incluant l'option relative au transport des ferrailles vers Guy Dauphin Environnement pour le lot n°1 ;
- à 662 400,00 € H.T. pour le lot n°2.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la passation du marché n°2742GD11 à conclure avec la Société méditerranéenne de nettoyage pour le lot n°1 et avec le groupement ONYX Languedoc Roussillon / ACTISOL pour le lot n°2,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°2742GD11 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - INSTALLATION DE STOCKAGE DES DÉCHETS MÉNAGERS NON DANGEREUX DE CASTRIES - AVENANT N°2 AU MARCHÉ D'EXPLOITATION N°1847GD08 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Environnement, rapporte :

Par délibération n°8304 du 26 juin 2008, le Conseil de Communauté a autorisé à l'issue d'une procédure d'appel d'offres, la signature du marché n°1847GD08 avec la société SMTVD pour l'exploitation de la nouvelle installation de stockage de déchets ménagers non dangereux (ISDND) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le marché a été conclu pour une durée de soixante cinq mois, hors période de préparation, à compter du début de réalisation des prestations lié à la réception de la première tonne de déchets. Cette durée correspond au tonnage maximum autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Les prestations sont rémunérées par application des prix forfaitaires et unitaires du Bordereau des Prix. Le montant annuel du marché, évalué sur la base du Détail Quantitatif Estimatif pour les tonnages maximum autorisés, s'établit à 1 742 730,68 € H.T., soit 9439 791,18 € H.T. pour la durée totale du marché.

Pour améliorer la qualité du suivi environnemental du site et prévenir les nuisances olfactives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place un système de dégazage au fur et à mesure du remplissage et de l'exploitation du site. Ce système comprend en phase d'exploitation un réseau de captage, de collecte et d'élimination des biogaz et a fait l'objet d'un avenant n°1 au marché d'exploitation approuvé par délibération n°9650 du 23 juin 2010.

Depuis l'été 2011, pour améliorer et renforcer le système de traitement des odeurs sur et autour du site de l'ISDND, une opération test de pulvérisation d'un neutralisant d'odeurs a été mis en œuvre sur le casier n°1. Les résultats obtenus après prélèvements sur site attestent de l'efficacité du produit et du dispositif utilisé.

Afin de pérenniser ce système, il convient d'approuver un avenant n°2 au marché conclu pour l'exploitation de l'ISDND avec la société SMTVD qui dispose désormais de la connaissance des réglages à mettre en œuvre pour garantir une efficacité optimale du dispositif. Les produits utilisés pour neutraliser les odeurs seront pulvérisés sur le massif de déchets à l'aide de machines mobiles. Complémentairement, un système d'aération du bassin de stockage des lixiviats avant traitement permettra de réduire les éventuelles émissions odorantes en provenance de ce lieu de stockage provisoire des eaux.

L'ensemble de ces mesures traduit la volonté d'améliorer de manière constante et continue l'insertion environnementale de l'ISDND par ailleurs certifié pour sa qualité de système de management environnemental selon la norme ISO 14001.

Ces prestations nouvelles font l'objet du projet d'avenant n°2 au marché n°1847GD08 qui crée des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires et forfaitaires du marché :

- acquisition d'appareils de pulvérisation du neutralisant d'odeurs (pulvérisateur et rampe d'épandage),
- équipement du bassin de lixiviats (aérateur),
- fourniture de produit anti-odeurs,
- exploitation des matériels de pulvérisation des produits anti-odeurs,
- maintenance des matériels de pulvérisation des produits anti-odeurs ,
- déplacement des dispositifs mobiles de pulvérisation des produits anti-odeurs.

Le montant de ces nouvelles prestations, objet du présent avenant n°2, s'élève ainsi à 263 645,00 €H.T. Le

montant cumulé des avenants n°1 et n°2 représente une augmentation de 8,75 % du montant initial du marché sur sa durée globale, porté à 10 265 515,18 € H.T.

Ce projet d'avenant n°2 a reçu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 17 janvier 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°2 au marché n°1847GD08 avec la société SMTVD sise à Mauguio, pour l'exploitation de l'Installation du Centre de Stockage de Déchets Ménagers Non Dangereux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution des marchés sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°2 au marché n°1847GD08 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - EXPLOITATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST - AVENANT N°8 AU CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Environnement, rapporte :

Par délibération n°7732 du 23 juillet 2007, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST située dans la zone d'activités de GAROSUD à Montpellier avec le groupement NOVERGIE / VINCI Environnement / SOGEA Sud. Conformément aux dispositions de l'article 1.2 de la convention d'exploitation, la société AMETYST, immatriculée au RCS de Lyon le 27 décembre 2007 sous le n°B 501 717 615, s'est substituée au groupement momentané d'entreprises.

Quatre avenants successifs ont été conclus afin de confier à la société AMETYST des prestations supplémentaires non prévues dans la convention initiale, relatives notamment à la prise en charge de la conduite de l'installation en lieu et place du constructeur à compter du 1^{er} août 2010 et à la gestion du Gros Entretien Renouvellement.

A la suite du sinistre du 13 septembre 2010, deux avenants supplémentaires ont été conclus : l'avenant n°5 afin de confier au Déléataire la souscription, à ses frais, d'une assurance «dommages aux biens et pertes d'exploitation», l'assurance Tous Risques Chantiers (TRC) n'ayant pu être prolongée, puis l'avenant n°6 pour la poursuite de l'exploitation de l'unité en régime transitoire consécutif au sinistre et jusqu'au 31 décembre 2011 au plus tard. Avant le terme de cette échéance, plusieurs réunions de travail se sont tenues au cours desquelles la société AMETYST a fait valoir de nouvelles demandes de réévaluation des conditions de sa rémunération. Afin de permettre à la Communauté d'Agglomération d'évaluer l'incidence globale de ces demandes et pour tenir compte du manque de recul sur le fonctionnement de la nouvelle chaîne d'affinage des composts mise en service en décembre 2011, les parties ont convenu, dans le cadre d'un avenant n°7, qu'il s'avérerait nécessaire :

- d'arrêter, au plus tard à la fin du mois de janvier 2012 l'ensemble des mesures devant être prises, dans l'intérêt du service, tout en garantissant l'équilibre du contrat et le respect de ses clauses essentielles, à la suite de la remise en service, au 31 mars 2012 au plus tard, des installations de l'unité, consécutive à l'achèvement des travaux de réparation nécessités par le sinistre du 13 septembre 2010 ;
- de maintenir jusqu'au 31 janvier 2012 les conditions d'exploitation arrêtées par l'avenant n°6 sauf en ce qui concerne les points devenus désormais sans objet et de fixer les engagements à la fois financiers et techniques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant la couverture d'assurance «dommages aux biens et pertes d'exploitation» de l'unité AMETYST.

Les parties se sont donc rapprochées afin d'envisager dans le cadre d'un nouvel avenant n°8 les modalités techniques et financières de la poursuite de l'exploitation au-delà du 31 janvier 2012. Les parties ont notamment été amenées à convenir de la réalisation d'un audit de l'installation préalable à la définition des conditions effectives dans lesquelles il pourrait être procédé, après la réception des équipements par la Communauté d'Agglomération, au transfert complet de l'exploitation. Elles ont décidé, par le présent avenant, de fixer amiablement les modalités de mise en œuvre de cet audit dont les conclusions devront permettre au Conseil de Communauté de se prononcer sur les évolutions contractuelles nécessaires avant l'échéance du présent avenant. Les parties ont convenu en conséquence de la poursuite par le présent avenant de ce régime transitoire d'exploitation jusqu'à un régime d'exploitation stabilisée et ce au plus tard au 31 décembre 2012.

La Communauté d'Agglomération a en outre décidé de confier au délégataire la réalisation de certains travaux afin notamment de permettre l'extraction de la chaîne de tri des Ordures ménagères Résiduelles de la fraction valorisable en combustible solide de récupération (C.S.R), ainsi que la mise en place d'équipements complémentaires permettant de renforcer la connaissance des débits de biogaz au niveau des moteurs de cogénération et des eaux de process à l'intérieur de l'usine, de manière à en optimiser la gestion.

Le présent avenant a pour objet :

- de fixer les modalités de mise en œuvre de l'audit préalable de l'installation permettant de déterminer les conditions effectives dans lesquelles il pourrait être procédé à l'exploitation de l'installation dans la perspective d'un transfert complet de l'exploitation au délégataire,
- d'arrêter les modalités techniques et financières de la poursuite d'un régime transitoire d'exploitation, jusqu'à ce que les parties soient en mesure d'arrêter conjointement les conséquences devant être tirées de la mission d'audit susvisée et, au plus tard, jusqu'au 31 décembre 2012, relatives :
 - ✓ à la fin progressive des solutions provisoires de traitement des déchets et des refus prévues à l'avenant n° 6 et reconduites à l'avenant n°7 ;
 - ✓ à la réalisation de travaux d'adaptation, non prévus par le constructeur et qui ne relèvent pas des travaux de Gros Entretien-Renouvellement (G.E.R.) tels que définis dans le contrat de délégation de service public objet du présent avenant ;
 - ✓ au maintien de l'exploitation dans les conditions arrêtées par l'avenant n° 4 sauf en ce qui concerne les points devenus désormais sans objet et ceux expressément modifiés aux termes des présentes, jusqu'au retour au fonctionnement nominal de l'unité et au 31 décembre 2012 au plus tard ;
 - ✓ à l'adaptation du compte de Gros Entretien Renouvellement (G.E.R.) prenant en compte le démarrage des installations en juillet 2008 et les équipements nouveaux ;
 - ✓ à la réévaluation des dépenses de consommation électrique liée à la mise en service de nouveaux équipements (ventilation des locaux, 3^{ème} biofiltre, nouvelle ligne d'affinage des composts) ;
 - ✓ à la perte de rémunération liée à l'accueil d'Ordures Ménagères Résiduelles (O.M.R.) tiers pendant la période transitoire de remontée en charge de l'unité et de réalisation de l'audit ;
 - ✓ à la mise en œuvre de clauses incitatives au développement de l'accueil de bio déchets tiers ;
 - ✓ à la couverture d'assurance «dommages aux biens et pertes d'exploitation» de l'unité.

Le montant prévisionnel de l'avenant n°8 au contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation, objet de la présente affaire, s'élève à un montant de 3 301 827,15 € H.T. La somme des avenants n°1 à n°8 représente une augmentation de 15,98% par rapport au compte d'exploitation prévisionnel du contrat initial.

Ce projet d'avenant n°8 a été soumis pour avis préalable, le 18 janvier 2012, à la Commission de Délégation de Service Public local, conformément à l'article L. 1411-6 du CGCT qui a émis un avis favorable à sa conclusion.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°8 au contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST pour un montant de 3 301 827,25 € H.T. ;
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution du contrat sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°8 au contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation conclu avec la société AMETYST ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : VOIRIE, JALONNEMENT – AMÉNAGEMENT DE L'AVENUE GEORGES FRÈCHE À CASTELNAU LE LEZ - AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°2208TV09 - LOT N°1 TERRASSEMENTS, CHAUSSÉES, ÉQUIPEMENTS, SIGNALISATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée de la Commission Voirie, Jalonnement, rapporte :

Le projet d'aménagement de l'avenue Georges FRÈCHE a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral n°2007-I-1022 du 29 mai 2007.

Par délibération n°9333 du 22 décembre 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le projet de marché avec le groupement COLAS MIDI-MEDITERRANEE / CAZAL, mandataire COLAS Midi Méditerranée sise à Saint-Jean-de-Védas, pour un montant de 2 689 212,34 € H.T.

Ce marché porte sur la réalisation de travaux de terrassements, de réalisation de chaussées, de trottoirs et de pistes cyclables et de mise en place des équipements et de la signalisation afférente, de l'avenue Georges FRÈCHE. Ce projet s'étend sur environ 1600 m depuis la place Charles de Gaulle à Castelnau-le-Lez jusqu'au giratoire Benjamin Franklin à Montpellier.

Ce marché a été conclu pour une durée de 12 mois à compter de la date de notification du marché. C'est un marché à prix unitaires.

Le projet d'avenant n°1 a pour objet :

- La prise en compte de la modification du délai de réalisation du marché qui passe de 12 à 24 mois dans un délai global qui passe de 18 à 24 mois. Cet allongement de délai est lié d'une part aux retards dans certaines libérations d'emprises, d'autre part à la coactivité entre les différentes entreprises et aux travaux supplémentaires actés.

- La prise en compte de différents travaux supplémentaires :
 - o chaussées provisoires réalisées pour maintenir la circulation malgré les modifications de planning d'intervention liées aux décalages dans les libérations d'emprises ;
 - o adaptations de chantier motivées par des contraintes apportées par les projets de tiers et diverses problématiques survenues en cours de chantier ;
 - o travaux complémentaires imprévisibles suite à des dégradations des équipements mis en service, à des reprises de matériaux suite aux intempéries ou à des modifications liées à des occupations imprévues du sous-sol ;
 - o évolutions des quantitatifs de terrassements, de chaussée, d'équipements suite à des évolutions du nivellement nécessaires dans le cadre du chantier.
 - La prise en compte de travaux provisoires au niveau du centre Maguelone moins conséquents au regard du projet initial.
- Le montant de l'avenant s'élève à 467 085,71 € H.T. représentant une augmentation du montant du marché de 17,37 % porté à 3 156 298,05 € H.T.
- Le coût total de l'opération reste inchangé.
- La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 10 janvier 2012 a donné un avis favorable à cet avenant n°1 au marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 au marché n°2208 TV 09 des travaux d'aménagement de l'avenue Georges Frêche, lot A terrassements et chaussées, pour un montant de 467 085,71 € H.T. portant le montant du marché à 3 156 298,05 € H.T. et le délai de réalisation à 24 mois,
- dire que les crédits nécessaires au marché sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : VOIRIE, JALONNEMENT – AMÉNAGEMENT DE L'AVENUE GEORGES FRÊCHE À CASTELNAU LE LEZ - AVENANT N°1 ET PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°2208TV09 - LOT N°3 ECLAIRAGE PUBLIC ET AUTRES RÉSEAUX SECS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente déléguée de la Commission Voirie, Jalonnement, rapporte :

Le projet d'aménagement de l'avenue du Georges Frêche a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral n°2007-I-1022 du 29 mai 2007.

Par délibération n° 9333 du 22 décembre 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le projet de marché avec le groupement ALLEZ / CEGELEC, mandataire ALLEZ de Saint-Just pour un montant de 1 026 164,50 € H.T. dont 999 769,50 € H.T. pour la tranche ferme et 26395 € H.T. pour la tranche conditionnelle.

Ce marché porte sur la réalisation de travaux d'éclairage public et de réseaux secs dans le cadre de la réalisation de l'avenue Georges Frêche. Ce projet s'étend sur environ 1600 m depuis la place Charles de Gaulle à Castelnau-le-Lez jusqu'au giratoire Benjamin Franklin à Montpellier.

Ce marché a été conclu pour une durée de 18 mois à compter de la date de notification du marché. C'est un marché à prix unitaires.

Le projet d'avenant n°1 a pour objet :

- La prise en compte de la modification du délai de réalisation du marché qui passe de 7 à 22 mois dans un délai global qui passe de 18 à 22 mois. Cet allongement de délai est lié à des contraintes de libération d'emprises privées, à des problématiques de coordination entre les différents lots ainsi qu'à des interruptions de chantier dues à des éléments extérieurs (permis de construire, retard d'autres intervenants),
- La prise en compte de différents travaux supplémentaires :
 - o mise en œuvre d'un réseau de fibre optique réalisé par opportunité dans le cadre du déploiement de réseau de l'agglomération de Montpellier afin de mailler ce dernier ;
 - o modification du projet pour s'adapter à des contraintes extérieures survenues en cours de chantier
 - o travaux complémentaires imprévisibles pour permettre de fermer des tranchées et ne pas retarder le chantier général, suite à la présence de réseaux mal positionnés,
- La prise en compte de moins-values sur les travaux de réseaux, une partie des réseaux n'étant pas mise en œuvre au droit du centre Maguelone et sur l'ancienne avenue de la Pompignane,
- La validation des prix nouveaux actés dans le cadre du marché.

Le montant de l'avenant s'élève à 158 415,00 € H.T. représentant une augmentation de 15,44% du montant du marché porté à 1 184 579,50 € H.T. dont 1 158 184,5 € H.T. pour la tranche ferme et 26 395 € H.T. pour la tranche conditionnelle.

Le projet d'avenant n°1 vaut également protocole transactionnel car il fixe les conditions de règlement suite à la

réclamation du titulaire portant sur les coûts d'encadrements supplémentaires et les coûts financiers induits de la prolongation de délai, ainsi que sur les coûts liés à la perte de productivité.

Les prétentions du titulaire pour l'ensemble de ces items s'élevaient à 179 881 € H.T. Les parties se sont rapprochées afin de trouver un accord amiable et sont convenues du versement d'une indemnité définitive et forfaitaire pour solde de tout compte de 45 000 € HT. (valeur actuelle). Le montant total de l'opération Georges FRECHE reste inchangé.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 10 janvier 2012 a donné un avis favorable à cet avenant n°1 au marché et aux dispositions transactionnelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 au marché n°2208TV09 des travaux d'aménagement de l'avenue Georges Frêche - Lot n°3 Eclairage public et autres réseaux secs - pour un montant de 158 415 € H.T. portant le montant du marché à 1 184 579,50 € H.T. dont 1 158 184,5 € H.T. pour la tranche ferme et 26 395 € HT. pour la tranche conditionnelle et modifiant les pièces du marché,
- approuver les dispositions transactionnelles avec le groupement ALLEZ / CEGELEC, mandataire ALLEZ pour un montant de 45 000 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au marché sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°49 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRANSPORT EN COMMUN - TARIFICATION - ADOPTION

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé depuis de nombreuses années une politique volontariste en faveur des transports en commun pour une mobilité durable respectueuse de l'environnement, en développant notamment un ambitieux réseau de tramway, avec 4 lignes mises en service en 12 ans ; le lancement des 2 dernières lignes ayant par ailleurs été anticipé dès 2009 pour soutenir les entreprises face à la crise et créer de l'activité économique. Cette politique volontariste est confrontée aujourd'hui au contexte général de la crise économique et financière. Le gouvernement a fait des choix politiques impactant directement les finances des EPCI, des collectivités locales et des usagers des services publics.

Le rehaussement du taux de TVA réduit de 5,5% à 7% constitue ainsi la mesure contestée des décisions prises à la hâte par le gouvernement le 21 décembre 2011 après une 4^{ème} loi de finance rectificative. Cette décision concerne notamment les services de transport de voyageurs payés par les usagers.

De nombreux grands réseaux de transports urbains, ainsi que la RATP et, la SNCF ont été contraints de répercuter cette hausse sur le prix des billets de transport, en tenant compte des effets de l'inflation et de l'évolution des coûts d'exploitation des services.

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite ajuster les tarifs applicables sur le réseau de transports urbains pour tenir compte de l'évolution du taux de la TVA, tout en préservant une politique sociale et propose :

1. de ne pas remettre en cause les tarifications sociales

La Communauté d'Agglomération de Montpellier contribue annuellement à hauteur de 12 M€ au financement des tarifications réduites spécifiques à destination des personnes âgées, des demandeurs d'emploi, des scolaires, des handicapés et des personnes bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active, pour faciliter leurs déplacements. Cette nouvelle augmentation de TVA va grever le budget des ménages les plus modestes. Aussi la Communauté d'Agglomération de Montpellier fait le choix de ne pas appliquer cette hausse sur les tarifications sociales Cartes d'Or, Handicapés, bénéficiaires du RSA et demandeurs d'emploi afin de maintenir leur pouvoir d'achat. Les conditions d'octroi des gratuités pour les personnes âgées, les bénéficiaires du RSA et les personnes handicapées restent inchangées. Les usagers pouvant bénéficier de réductions sur les titres Carte d'Or et Handicapé voient leur participation inchangée à 22,50 € pour le titre mensuel et 6,75 € pour le titre hebdomadaire portant la réduction de 50% à 53% par rapport au tarif normal. La tarification pour les demandeurs d'emploi reste également inchangée à 3,40€ par mois.

2. d'accompagner l'augmentation de TVA par une mesure promotionnelle : la suppression de l'obligation de l'engagement annuel pour les abonnés

Pour encourager la souscription des abonnements annuels « Pour tous », « Jeune moins de 26 ans » et « Senior », l'obligation d'engagement annuel est supprimée, à l'exclusion de l'abonnement annuel PDE.

Ainsi, l'usager pourra interrompre son abonnement à tout moment, quel qu'en soit la raison et sans frais de résiliation. Dans ce cas, il ne payera que le nombre de mois d'utilisation au prix du tarif mensuel correspondant.

3. de modifier les tarifs pour tenir compte du nouveau taux de TVA à 7% décidé par le Gouvernement

Dans ce cadre, il est proposé d'ajuster les tarifs suivants au 1^{er} février 2012 :

Forfait 31 jours pour tous	48,00 €
Forfait annuel pour tous	432,00 €
Forfait annuel MODULAUTO	324,00 €
<i>(correspondant aux 75% appliqués sur le forfait annuel pour tous)</i>	
Forfait Jeunes 7 jours moins de 26 ans	11,50 €
Forfait Jeunes 31 jours moins de 26 ans	35,00 €
Forfait Jeunes annuel moins de 26 ans	245,00 €
Forfait 1 jour	3,80 €
Forfait 7 jours	15,00 €
Forfait Famille	5,80 €
Forfait Senior annuel	288,00 €
Forfait mensuel ZAP plein tarif	35,00 €
Forfait annuel PDE	388,80 €
City-Pass 1 jour	2,50 €
Pass Congrès 1 jour	2,50 €
Ticket parking tramway détenteurs Pass Agglo	3,30 €
Tickets parking tramway autres	4,40 €
Tarif nuit parking Occitanie	6,00 €
Prestations Pôle d'échange	
Droit d'usage des installations (mensuel HT))	1 195,19 €
Départ de quai lignes internationales 1 (HT)	16,60 €
Départ de quai lignes internationales 2 (HT)	16,60 €

Les tarifs de la délibération n° 10267 du 23 juin 2011 non modifiés par la présente délibération restent applicables.

Abonnements annuels

Concernant les prélèvements automatiques bancaires, les frais de dossier s'élèvent toujours au montant de 4% du prix des titres.

Tarification scolaire 2011-2012

Depuis le 1^{er} septembre 2004, les scolaires de la Communauté d'Agglomération dépendent du Syndicat Mixte des Transports en Commun du Département de l'Hérault (Hérault Transport).

Le tarif du titre ZAP décidé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier est fixé à 35,00 € par mois.

Pour les scolaires répondant aux critères définis par le règlement d'attribution du Syndicat Hérault Transport, le taux de subvention est défini en fonction du quotient familial. Le barème des quotients familiaux déterminant le montant des participations des familles est réévalué annuellement en fonction des indices SMIC horaire brut comme indiqué dans les tableaux ci-après. Les taux de subvention appliqués sur chaque tranche restent identiques à ceux définis en 2004, conformément au règlement du transport scolaire du Syndicat Hérault Transport.

Justificatif d'imposition des revenus de 2011

Quotient Familial (QF)	Taux de subvention	Participation mensuelle de la famille	Subvention
QF < 8 827 €	66,00%	11,90 €	23,10 €
8 827 € < QF < 10 302 €	62,50%	13,10 €	21,90 €
10 302 € < QF < 11 770 €	55,50%	15,60 €	19,40 €
11 770 € < QF < 13 421 €	48,50%	18,00 €	17,00 €
13 421 € < QF < 14 711 €	41,50%	20,50 €	14,50 €
14 711 € < QF < 16 184 €	34,50%	22,90 €	12,10 €
16 184 € < QF < 31 864 €	27,50%	25,40 €	9,60 €

QF > 31 864 €	0 %	35,00 €	0,00 €
---------------	-----	---------	--------

Les élèves des Communes de Beaulieu, Castries, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Laverune, Montaud, Murviel les Montpellier, Pignan, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saussan, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone, peuvent choisir le titre trimestriel aller-retour Hérault Transport.

4. de mettre en place une nouvelle tarification correspondant au nouveau système Vélomagg'

Montpellier Agglomération et TaM lancent à compter du 6 avril 2012 un nouveau service Vélomagg'. Plus simple d'utilisation, les vélos seront munis d'un boîtier électronique embarqué et dépourvus de toute clef. Ces vélos seront accessibles à tous grâce aux lecteurs de cartes bancaires intégrés dans les stations. Plus de 1 700 vélos seront disponibles, répartis sur 51 vélostations courte durée et 17 longue durée.

Cette évolution est accompagnée d'une nouvelle tarification applicable au déploiement du nouveau service plus simple et plus lisible pour l'utilisateur le 6 avril 2012.

Vélomagg' Courte durée (nouveau système)

Carte d'accès Vélomagg'	5,00 €
-------------------------	--------

Location courte durée (par heure maxi 24 heures)	0,50 €
--	--------

Carte d'accès Vélomagg' avec abonnement annuel et 1 h gratuite	10,00 €
--	---------

Vélomagg' Longue durée

Forfait annuel pour tous AVEC Pass'Agglo

avec abonnement annuel transport	60,00 €
----------------------------------	---------

sans abonnement annuel transport	100,00 €
----------------------------------	----------

Forfait annuel pour tous SANS Pass'Agglo

avec abonnement annuel transport	100,00 €
----------------------------------	----------

sans abonnement annuel transport	150,00 €
----------------------------------	----------

Forfait annuel Jeunes moins de 26 ans

avec abonnement annuel transport	35,00 €
----------------------------------	---------

sans abonnement annuel transport	60,00 €
----------------------------------	---------

5. d'ajuster le montant des frais de dossier appliqués en cas d'infraction constatée

Les indemnités forfaitaires sont appliquées en cas d'infraction aux dispositions du Règlement d'Exploitation, constatée par les agents assermentés.

Il convient de prendre en compte l'évolution des frais de dossier en fonction de la date de paiement des indemnités forfaitaires :

- paiement sous 24h : pas de frais de dossier
- paiement du 2^{ème} au 10^{ème} jour : frais de dossier 18 €(*)
- paiement à partir du 11^{ème} jour : frais de dossier 38 €

(*) Pour un mineur, les frais de dossier ne sont pas demandés entre le 2^{ème} et le 10^{ème} jour.

Les dispositions décrites ci-dessus seront applicables à compter du 1^{er} février 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les nouveaux tarifs applicables au 1^{er} février 2012 et la mise à jour des annexes 12- Exploitation des pôles d'échange, 15- Règlement d'exploitation et 19- Grille tarifaire du contrat de Délégation de Service Public,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 « LA CIRCULADE » - AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°3.146 DES MISSIONS CONTRÔLE TECHNIQUE ET EXPERT OU ORGANISME QUALIFIÉ AGRÉÉ GÉNIE CIVIL SOLIDITÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°7468 du 22 décembre 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le projet de marché et a autorisé TaM à signer le marché n°3.146 des missions Contrôle Technique et Expert ou Organisme Qualifié Agréé génie civil solidité avec la société bureau VERITAS de Courbevoie (92) pour un montant de 147 120 € H.T.

La mission du contrôleur technique porte sur l'ensemble des ouvrages d'art courants et non courants y compris les murs de soutènement, les massifs de fondation des poteaux et les ancrages en façades de la ligne aérienne.

La mission d'EOQA porte sur la mission normalisée d'exercice du deuxième regard sur les études de sécurité pour le sous-système Génie Civil – Solidité.

Le marché est composé d'une tranche ferme et de deux tranches conditionnelles. La tranche ferme constitue un avis sur les études d'avant projet effectuées par le groupement de maîtrise d'œuvre et sur le dossier préliminaire de sécurité. Les deux tranches conditionnelles sont relatives aux prestations d'expertises de la sécurité avant et pendant la réalisation, jusqu'à la période de garantie de parfait achèvement.

Le projet d'avenant n°1 a pour objet d'ajuster la prestation du contrôleur technique et EOQA Génie civil Solidité au périmètre précis de l'opération Ligne 3, compte tenu des évolutions entre les études préliminaires et le projet arrêté.

Il convient donc d'intégrer des prestations supplémentaires pour des ouvrages soumis au contrôle technique et de supprimer des prestations non réalisées.

Le montant de l'avenant s'élève donc à 14 360 € H.T. représentant une augmentation d'environ 9,8 % et portant le montant total du marché à 161 480 € H.T.

Le montant total de l'opération de la 3^{ème} ligne de tramway reste inchangé.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 13 décembre 2011 a donné un avis favorable à cet avenant n°1 au marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché n°3.146,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le projet d'avenant n°1 avec la société bureau VERITAS de Courbevoie (92), portant le montant du marché à 161 480 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°51 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 « LA CIRCULADE » - AVENANT N°1 ET PROTOCOLE AU MARCHÉ N°3.631 DES ÉQUIPEMENTS ÉNERGIE HAUTE TENSION / BASSE TENSION / TRACTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué de la Commission Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°8936 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le projet de marché et a autorisé TaM à signer le marché n°3.631 avec le groupement d'entreprises CEGELEC Centre Est / CEGELEC Sud Est / SPIE Sud Ouest, mandataire CEGELEC Centre Est de Miribel (01), avec sa variante A pour un montant de 6 197 324,40 € H.T. Cette délibération comporte une erreur matérielle, le montant après correction est de 6 197 324,56 € H.T.

Ce marché porte sur l'ensemble des travaux d'équipements d'Energie (Haute Tension, Basse Tension, Energie de Traction). Les prestations comprennent :

- les études d'exécution, les développements et les tests en usine des différents équipements,
- la livraison, l'installation, les essais et la mise en service des équipements,
- la formation des agents d'exploitation et de maintenance.

Il a été conclu pour une durée de 40 mois à compter de la date de notification. C'est un marché à prix forfaitaire.

Le marché est composé d'une tranche ferme portant sur les secteurs B, C, D et E, entre Mosson et le terminus de Pérols, d'une tranche conditionnelle n°1 portant sur le secteur A (branche de Juvignac) et d'une 2^{ème} tranche

conditionnelle portant sur le secteur F (branche de Lattes).

Le projet d'avenant n°1 a pour objet :

- la prise en compte de travaux supplémentaires et de modifications de programmes. Cela concerne notamment, dans le cadre de la mise en service partielle de la ligne 4 « la Circulade » simultanément à la ligne 3, la réalisation d'un branchement ligne1 / ligne 2 au niveau de la station Rives du Lez et d'une voie de garage à Saint Charles, la création d'un équipement complémentaire du local Saunerie suite à la création de la boucle André Michel et des prestations supplémentaires pour raisons de phasages,
- la modification des délais partiels de la tranche ferme et des tranches conditionnelles 1 et 2 du marché suite à l'adaptation du calendrier des travaux,
- l'ajout d'un délai partiel pour la zone Albert 1^{er},
- le complément à l'article 10 « Garantie » du Cahier des Clauses Administratives Particulières par un paragraphe 10.5 « Garantie des dommages aux tiers après réception »,

Le montant de l'avenant s'élève à 796 230,02 € HT représentant une augmentation d'environ 12,8 % du montant total du marché ainsi porté à 6 993 554,58 € H.T.

Le projet d'avenant n°1 vaut également protocole transactionnel car il fixe les conditions de règlement suite à la réclamation du titulaire portant sur les impacts financiers liés à l'accélération des travaux.

Les prétentions du titulaire pour l'accélération du planning s'élevaient à 376 382 € H.T.

Les parties se sont rapprochées afin de trouver un accord amiable et sont convenues du versement d'une indemnité globale définitive et forfaitaire pour solde de tout compte d'un montant de 60 000 € H.T. exonéré de TVA (valeur actuelle).

Le versement de cette somme interviendra dans un délai maximum de 35 jours après que l'avenant 1 valant protocole ait acquis force exécutoire.

Le montant total de l'opération de la 3^{ème} ligne de tramway reste inchangé.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 10 janvier 2012 a donné un avis favorable à cet avenant n°1 au marché ainsi qu'aux dispositions transactionnelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché n°3.631 et les dispositions transactionnelles,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le projet d'avenant n°1 et le protocole avec le groupement d'entreprises CEGELEC Centre Est / CEGELEC Sud Est / SPIE Sud Ouest, mandataire CEGELEC Centre Est de Miribel (01), portant le montant du marché à 6 993 554,58 € HT. et attribuant une indemnité transactionnelle globale définitive et forfaitaire d'un montant de 60 000 € H.T. (valeur actuelle),
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.